

Numéro 133 du 27 septembre 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**



**NICARAGUA**  
La révolution  
entre dans  
sa quatrième  
année

## MOYEN-ORIENT

Du plan  
de paix  
aux  
massacres  
de Sabra  
et Chatila



## CHILI

Un début de recomposition politique

Sommaire du numéro 133 du 27 septembre 1982

3	EDITORIAL	Le massacre des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila	INPRECOR
4	MOYEN-ORIENT	Le sommet de Fès relance le plan Fahd	Livio MAITAN
5	—	Le testament d'un soldat israélien mort au Liban	Midad ALON
6	NICARAGUA	La révolution entre dans sa quatrième année « Il faut prendre au sérieux les menaces qui pèsent sur la révolution ... », témoignage de deux camarades des brigades européennes de solidarité	Michael BAUMANN
			INTERVIEW
12	POLOGNE	Les procès du KOR, un test international, déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU)	IVe INTERNATIONALE INPRECOR
13	—	Nouvelles de Pologne	
14	BRESIL	Le Parti des travailleurs (PT) et la gauche révolutionnaire	Bureau exécutif du PT
16	—	La réponse d'« Em Tempo »	Flavio ANDRADE
18	CHILI	Neuf ans après le coup d'Etat, un début de recomposition politique	Jair GIL
24	ETHIOPIE/SOMALIE	Un nouveau conflit dans la Corne de l'Afrique	Claude GABRIEL
28	TURQUIE	La junte contre le mouvement ouvrier	Mehmet SALAH
32		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE MEXIQUE : Mort d'Ernesto Vasquez de Leon. ANTILLES : Haïti, Grenade, Palestine, campagnes internationales du Groupe Révolution Socialiste (GRS). SUISSE : L'attitude scandaleuse du Conseil fédéral. IVE INTERNATIONALE : Stage des sections européennes. BELGIQUE : Importantes élections municipales. SUEDE : Le retour des sociaux-démocrates. ISRAEL : Licenciés pour s'être opposés à la guerre du Liban.	
36	LIBAN	Solidarité internationale avec le peuple palestinien	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT**  
**25 NUMÉROS**  
**PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42. T PARIS.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# Le massacre des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila

**P**ERPÉTRÉ par les milices réactionnaires libanaises, le massacre de plus d'un millier de Palestiniens des camps de Sabra et Chatila, entre le 16 et le 18 septembre 1982, s'inscrit dans la logique de l'agression déclenchée depuis plus de trois mois par Israël au Liban.

Menahem Begin a obtenu le retrait des combattants palestiniens. Mais il ne pouvait s'en contenter. Toute concentration de population palestinienne constitue un foyer de résistance potentielle contre les humiliations et les crimes infligés par l'Etat sioniste.

Prenant prétexte de l'assassinat de Bechir Gemayel, le gouvernement israélien a foulé aux pieds les accords signés il y a moins d'un mois, et envoyé ses troupes à Beyrouth-Ouest. Il l'a fait sous prétexte de garantir l'ordre et la sécurité. En réalité, l'armée sioniste a ouvert la voie aux bourreaux et au « pogrom ».

D'après l'un de ses porte-parole, l'armée d'Israël est entrée à Beyrouth-Ouest parce qu'il convenait de « nettoyer la ville de tous les éléments facteurs d'instabilité ». Il fallait, en d'autres termes, désarmer les forces progressistes libanaises, frapper leurs militants et leurs dirigeants. Les troupes sionistes ont accompli cette sale besogne en ratissant les quartiers, les maisons et les camps de réfugiés, avec de véritables listes de proscription préparées par leurs services de renseignement.

Il est impossible d'estimer avec exactitude le nombre de personnes arrêtées et envoyées vers des destinations inconnues. Mais cette entreprise indique d'ores et déjà le type de régime que l'Etat sioniste entend voir s'installer à Beyrouth.

La répression contre les progressistes libanais a cependant été reléguée au second plan par le massacre des Palestiniens, perpétré par les milices réactionnaires libanaises, avec l'aval de l'armée israélienne qui leur a ouvert l'accès des camps et connaissait parfaitement leurs intentions.

## ISRAËL ET L'IMPÉRIALISME RESPONSABLES DES MASSACRES DES PALESTINIENS

La preuve est aujourd'hui tragiquement faite du rôle nécessaire que jouait l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pour l'autodéfense des camps de réfugiés. Son retrait a laissé des dizaines de milliers de Palestiniens à la merci de leurs pires ennemis.

La preuve est également faite du contenu véritable du plan Habib et du rôle de la Force internationale d'interposition. Le départ des unités combattantes de l'OLP a laissé l'armée sioniste maîtresse du terrain. Dès que la Force internationale d'interposition eut tourné les talons, Ariel Sharon saisissait la première occasion pour pousser son avantage militaire.

Il importe peu de savoir si les auteurs du carnage de Sabra et Chatila sont les phalangistes de Bechir Gemayel ou les mercenaires du commandant Saad Haddad. La tuerie s'inscrit dans la logique d'une guerre d'extermination menée par l'Etat sioniste, qui n'hésite pas à se servir de tels monstres comme instruments et alliés. Personne ne peut être dupe : le sang de ce massacre souille directement les mains de Begin, de Sharon et de leurs parrains impérialistes, au premier rang desquels se trouve l'impérialisme américain. Tous savaient pertinemment qu'un massacre était possible, et même probable, et ils en connaissaient les auteurs potentiels.

Ils n'ont rien fait pour l'éviter. Ils ont au contraire facilité la tâche des assassins. Après quoi, les larmes de crocodile

peuvent toujours couler à Washington, Paris, Rome, Ryad, Damas, et même Moscou dont le silence et la passivité ont largement contribué à l'isolement des Palestiniens.

La crise ouverte par l'assassinat de Bechir Gemayel et le massacre des Palestiniens montrent cependant que les impérialistes et les sionistes auront du mal à parachever les victoires remportées sur l'OLP et le Mouvement national libanais (MLN). La stabilisation d'un Etat fort au Liban, voulu par les sionistes, et la solution néo-coloniale d'un mini-Etat palestinien, souhaitée par certains secteurs impérialistes, ne sont pas pour demain. Des forces centrifuges multiples sont à l'œuvre, qui ne s'accordent pas toujours avec les besoins et les volontés d'Israël ou de Washington. De plus, les désaccords subsistent entre les projets d'Israël, ceux des Etats-Unis, et ceux avancés à Fès par les Etats arabes en accord avec l'OLP.

## LA SOLIDARITÉ : DE L'INDIGNATION A LA MOBILISATION

Le projet de recomposition de l'Etat libanais autour de la famille Gemayel et des phalanges qu'elle a constituées, peut être remis en question, y compris dans le cas où Amine Gemayel prendrait la relève de son frère Bechir à la présidence de la République du Liban. Il est vrai que les réactions à l'assassinat de ce dernier sont révélatrices de la régression politique et des pressions qui se font dans le sens de l'unité nationale, par-delà des intérêts sociaux contradictoires. Presque toutes les forces libanaises, y compris le PC et l'OACL (Organisation d'action communiste libanaise), ont participé au deuil consécutif à l'assassinat de Bechir Gemayel ; de tous les horizons politiques se sont élevées des louanges pour le défunt bourreau des Palestiniens de Tall el-Zaatar, pour celui qui a liquidé ses rivaux au sein même du camp chrétien. Les mêmes révoltants hommages se sont fait entendre au niveau international. Mais il y a encore loin de ces réactions à la recomposition d'un puissant appareil d'Etat libanais.

Pour le mouvement ouvrier et anti-impérialiste du monde entier, la réaction d'horreur devant les massacres de Sabra et Chatila, ne doit pas s'exprimer par la seule indignation muette et résignée, mais par une relance de la mobilisation et de la solidarité. Partis politiques, syndicats et organisations de masse doivent agir d'urgence pour s'opposer à l'entreprise sioniste et empêcher de nouveaux massacres.

- Armée sioniste hors du Liban !
- Soutien total aux réfugiés palestiniens et aux progressistes libanais : il faut leur assurer les moyens de leur auto-défense face aux troupes sionistes, aux milices phalangistes et aux mercenaires du boucher Haddad !
- Libération immédiate des prisonniers palestiniens et libanais !
- Non à la liquidation des droits démocratiques au Liban : droits d'information, d'organisation, de réunion ... !
- Soutien aux mouvements de résistance dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, et au mouvement anti-guerre israélien !

# Le sommet de Fès relance le plan Fahd

Les décisions du sommet arabe de Fès ont été présentées par une grande partie de la presse internationale comme un événement majeur. *Le Monde* a titré son éditorial du 11 septembre: « *Un pas décisif.* »

On pourrait rappeler que certains des « principes » du texte adopté à Fès avaient déjà été avancés dans le passé, même si c'était d'une façon moins explicite et moins systématique. On pourrait dénoncer le sommet de Fès comme une opération des gouvernements arabes pour faire oublier, par une initiative diplomatique éclatante, leur passivité complice pendant les semaines sanglantes de l'agression israélienne au Liban. Ce fut, par exemple, la première réaction du maire palestinien de Naplouse, qui a parlé de « lâchage » de l'OLP par les régimes arabes et ajouté: « *Nous craignons que les résolutions de Fès ne connaissent le même sort que celles du précédent sommet, en n'étant suivies d'aucun effet, pour le plus grand bénéfice de nos ennemis.* »

Il est toutefois indéniable que quelque chose de nouveau s'est produit à Fès. Il suffit de rappeler que le plan Fahd — dont la similitude quasi exacte avec la résolution de Fès est évidente — avait été rejeté il y a moins d'un an par une partie des dirigeants arabes, dont les Syriens et, malgré l'opinion de Yasser Arafat, par la direction de l'OLP elle-même. Aujourd'hui, les mêmes « principes » sont adoptés unanimement, à l'exception de la Libye, volontairement absente du sommet, et de l'Égypte, exclue de toutes les réunions de la Ligue arabe depuis les accords de Camp David.

Il reste néanmoins que le point 7 implique une reconnaissance de l'État d'Israël et que, répétons-le, sur ce point aussi, l'unanimité a été réalisée entre les différents courants représentés par ces régimes en place. Ce n'est pas un point secondaire.

En d'autres termes, après avoir accepté passivement, donc favorisé, le démantèlement des positions militaires les plus importantes de l'OLP et la dispersion de ses forces, les gouvernements arabes, dont la plupart sont frappés ou menacés par de graves crises sociales et politiques, avancent plus nettement qu'auparavant leur solution modérée du problème palestinien. Cette solution comporte la création d'un mini-État palestinien, dans le cadre de la reconnaissance d'Israël, et avec la perspective de pouvoir contrôler ce mini-État grâce à l'emprise économique qu'ils pourront avoir sur lui. L'impérialisme nord-américain — directement et/ou par le truchement d'institutions internationales — devrait avaliser l'opération en rappor-

lant à l'ordre la direction de l'État sioniste.

Mais voilà la pierre d'achoppement: Begin, comme il fallait s'y attendre, a totalement rejeté les « principes » de Fès. Après tout, pourquoi devrait-il accepter aujourd'hui, après avoir durement frappé l'OLP et vérifié encore une fois l'impuissance des gouvernements arabes, ce qu'il n'a jamais accepté dans le passé, à savoir la création d'un État palestinien indépendant? Il n'est pas prêt à céder non plus sur l'autonomie — une autonomie réelle — des territoires occupés. Il continue à s'y opposer, comme il l'avait fait au moment de Camp David et après. Cela se trouve confirmé, de la façon la plus nette, par son refus des propositions de Reagan, qui esquissent une solution intermédiaire, excluant la création d'un État palestinien, mais proposant pour les territoires occu-

pés une autonomie en « association » avec la Jordanie.

C'est pourquoi l'impasse n'est pas surmontée, même sur le terrain diplomatique. L'opposition au plan de Fès de la part du Parti travailliste israélien confirme, par ailleurs, que l'attitude de Menahem Begin ne découle pas d'un fanatisme outrancier ou d'un aveuglement politique. Elle découle de la logique même du sionisme et de la dynamique d'un État qui s'est fondé et se maintient sur la négation du droit des Palestiniens à avoir une patrie et qui considère que même un embryon de Palestine indépendante constitue une menace pour son existence et pour ses fondements idéologiques et politiques.

Livio MAITAN  
17 septembre 1982.

## Quelques-unes des

Le plan Fahd, annoncé le 7 août 1982, comportait les points suivants :

La résolution du sommet arabe de Fès a adopté « les principes suivants » :

- 1) le retrait d'Israël de tous les territoires qu'il a occupés en 1967, y compris la partie arabe de Jérusalem ;
- 2) le démantèlement des colonies installées par Israël sur les territoires arabes après 1967 ;
- 3) la garantie de la liberté de culte et de croyance pour toutes les religions dans les Lieux saints ;
- 4) la réaffirmation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'exercice de ses droits nationaux imprescriptibles et inaliénables, sous la conduite de l'OLP, son représentant unique et légitime et le dédommagement de tous les Palestiniens qui ne veulent pas retourner dans leur patrie ;
- 5) placer la Cisjordanie et la bande de Gaza sous le contrôle des Nations unies pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois ;
- 6) la création d'un État palestinien indépendant ayant Jérusalem pour capitale ;
- 7) le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) garantit la paix entre tous les États de la région, y compris l'État palestinien indépendant ;
- 8) le Conseil de sécurité de l'ONU garantit le respect de ces principes.

1) retrait d'Israël de la totalité des territoires arabes occupés en 1967, y compris la ville arabe de Jérusalem ;

2) démantèlement de toutes les colonies de peuplement établies par Israël dans les territoires occupés depuis 1967 ;

3) garantie de la liberté de culte pour toutes les religions dans les Lieux saints ;

4) reconnaissance du droit du peuple palestinien au retour (dans sa patrie) et dédommagement de tout Palestinien ne désirant pas y retourner ;

5) mise de la Cisjordanie sous la tutelle des Nations unies pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois ;

6) création d'un État palestinien ayant Jérusalem comme capitale ;

7) reconnaissance du droit de tous les États de la région à vivre en paix ;

8) les Nations unies ou certains États membres se porteront garants de l'application de ces principes. ■



Yasser Arafat et les dignitaires arabes au Sommet de Fès. (DR)

## "solutions" envisagées

Les « propositions » de Reagan, qui selon Reagan lui-même s'inscrivent « dans le cadre des accords de Camp David », visent à « concilier les inquiétudes légitimes d'Israël quant à sa sécurité, et les droits légitimes des Palestiniens ». Elles comportent la demande au gouvernement israélien de stopper les implantations de colons dans les territoires occupés, et l'affirmation du droit des habitants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza « à une entière autonomie en ce qui concerne leurs propres affaires ». Cela concernerait la période de transition de cinq ans prévue par les accords de Camp David. Après cette période, Israël devra se retirer des territoires occupés, en application de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), mais cela n'impliquera pas pour autant la création d'un Etat palestinien indépendant, solution que Reagan rejette explicitement. « Le statut final de ces territoires, a-t-il déclaré, doit être atteint par des concessions mutuelles, des négociations. Mais les Etats-Unis pensent fermement qu'un gouvernement autonome des Palestiniens, en Cisjordanie et à Gaza, en association avec la Jordanie, offre la meilleure chance pour une paix juste et durable. » Quant à Jérusalem, elle « doit rester unie et son statut final devrait être décidé par des négociations ».

A Moscou, Leonid Brejnev a énoncé une sorte de « contre-plan de paix » soviétique en sept points :

1) restituer aux Arabes tous les territoires occupés par Israël en 1967 et proclamer « des frontières immuables entre Israël et ses voisins arabes » ;

2) garantir le droit du peuple palestinien à créer un Etat indépendant ;

3) restituer aux Arabes la partie Est de Jérusalem, « lieu sacré des Musulmans » ;

4) assurer à tous les Etats de la région (implicitement donc à Israël également) le droit à l'existence, à la sécurité et à l'indépendance ;

5) toutes les parties, y compris Israël et les Palestiniens, doivent s'engager à respecter réciproquement la souveraineté et l'intégrité des autres Etats ;

6) il faut garantir l'accord de règlement au plan international, par exemple au Conseil de sécurité ;

7) l'OLP doit obligatoirement être associée au règlement global de la crise, « comme unique représentant légal du peuple palestinien ».

## Le testament de Midad Alon

La lettre qui suit a été publiée dans le quotidien israélien *Haaretz*. Elle a été écrite par Midad Alon, soldat de vingt ans, mort au Liban trois jours après l'avoir rédigée. Ses camarades l'ont trouvée, l'ont lue dans leur unité militaire et l'ont expédiée au journal ...

« Tu comprends ... encore une guerre, encore une autre guerre ... à la fin, tu perds ta capacité de comprendre. Une grosse tache noire couvre ta tête simple d'enfant, chaque jour qu'on se bat, la tache devient plus grande, elle menace de te chasser du royaume de la vie normale ... Ainsi, tu es déjà un autre homme, avec des souvenirs et des cauchemars et des camarades qui sont morts.

« Tu comprends, ce pays est plein d'hommes malades, et après chaque guerre il y a encore la douleur, la peur, la frustration et une autre génération de combattants est brûlée.

« Nous sommes la génération de Sharon. Nous en avons payé, nous en payons le prix tous les jours. Nous sacrifions des parties de notre corps, des membres brûlés, des hommes frustrés sur l'autel gigantesque de Sharon. Dites-le lui : tiens, cette fois encore, c'est ton tour de gagner ! Nous, nous sommes toujours perdants, même si nous conquérons Tripoli, nous perdons, nous, une génération de fantassins, de paras et de tankistes. Nous perdons toujours et il est défendu de l'oublier.

« Je veux lui dire autre chose, à ce grand homme, qui est assis là-haut : peut-être n'as-tu pas bien compris, Sharon ! Tu déplaces tes drapeaux, tu joues aux soldats, tu assènes des discours et des instructions à propos de Beaufort, cela te plaît, apparemment. Mais moi, cela me fait mourir ...

« Tu peux organiser des manifestations pour te convaincre toi-même que tu as raison. Ainsi, tu peux menacer tous ceux qui demandent la paix, enterrer doucement et avec persévérance notre démocratie. Tu peux dire que le peuple tout entier est derrière toi.

« Mais seulement, il y a des gens qui reviennent avec du sang sur leurs habits. Ils sont encore abasourdis et ils se taisent encore ... Ils sont las de la guerre ... »

# La révolution entre dans sa quatrième année

Il y a trois ans, les ouvriers et les paysans du Nicaragua se sont soulevés et leur insurrection a culminé avec la victoire révolutionnaire du 19 juillet 1979. Sous la direction du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), ils ont complètement écrasé les forces armées du dictateur Anastasio

Somoza, la Garde nationale, et établi leur gouvernement propre — un gouvernement ouvrier et paysan —, le gouvernement de reconstruction nationale (GRN).

Ils ont commencé à reconstruire l'économie du pays sur la base de principes plus rationnels.

Michael BAUMANN

Au lieu de permettre aux riches de s'enrichir davantage aux dépens de la vaste majorité, le nouveau gouvernement du Nicaragua a commencé à prendre des mesures économiques et sociales allant dans le sens de la satisfaction des besoins des exploités. Les terres et les usines de l'ex-dictateur et de ses partisans ont été confisquées. La construction d'écoles et d'hôpitaux a été entreprise. Les impôts sur la fortune ont été employés à subventionner le prix des denrées alimentaires et à allouer des prêts aux paysans travailleurs. Une campagne d'alphabétisation massive a été lancée.

Ces mesures ont répondu à des besoins pressants. Mais l'amélioration immédiate des conditions de vie des 2,5 millions d'habitants du pays n'a pas constitué le seul enjeu. L'impérialisme américain était, comme il le demeure aujourd'hui, résolu à empêcher tout exemple victorieux susceptible d'inspirer les ouvriers et les paysans de par le monde.

Encerclé par les bandes contre-révolutionnaires armées du Honduras au Nord, par le gouvernement de plus en plus hostile du Costa-Rica au Sud, et par la flotte américaine puissamment armée près de ses côtes pacifique et atlantique, le Nicaragua a dû en même temps se défendre et reconstruire son économie au beau milieu de la crise économique la plus grave que le monde ait connue depuis la grande dépression de 1929.

De plus, le pays a subi en mai 1982 les plus graves inondations de toute son histoire. Les dégâts sont estimés à 350 millions de dollars, soit exactement la moitié du revenu annuel des exportations.

Pourtant, même confronté à tous ces obstacles, le peuple nicaraguayen a été capable de progrès significatifs. Pour saisir la portée du défi auquel le Nicaragua est confronté et ce qui a déjà été atteint, il faut considérer les données économiques. Il est bon de commencer avec ce dont héritait la révolution nicaraguayenne.

## L'HÉRITAGE DE SOMOZA

Lors d'un meeting international de solidarité, tenu en janvier 1981, le commandant Jaime Wheelock, ministre de la

Réforme agraire et du Développement agricole, a souligné les caractéristiques du Nicaragua post-somoziste :

« Nous devons d'abord partir de la situation objective dans laquelle nous nous sommes trouvés quand la révolution a triomphé. Tout d'abord, un pays d'un peu plus de 2 millions d'habitants concentrés dans la zone de la côte pacifique. 50 % de la population vit à la campagne et 50 % dans les zones urbaines. A l'exception de Managua, la capitale, et de cinq ou six autres villes comptant entre 30 000 et 40 000 habitants, le reste des habitants vivent pratiquement tous dans de petites localités rurales. De sorte qu'une bonne partie de la population dite urbaine est en fait aussi rurale.



« Notre peuple combattant est prêt ! » (DR)

« Il y avait environ 800 000 travailleurs intégrés à l'activité économique du pays, dont plus de 60 % étaient analphabètes. La force de travail était donc faiblement qualifiée, principalement occupée dans des manufactures et dans les petits métiers urbains. A la campagne, les fermiers indépendants cultivaient des céréales de base sur de petites parcelles, alors que le gros de la force de travail rurale travaillait au ramassage du coton, à la cueillette du café ou à la coupe de la canne à sucre. Nous avons hérité d'une économie dans laquelle, à côté d'un secteur industriel relativement réduit, nous trouvions un large secteur artisanal. A la campagne, les grandes propriétés orientées vers l'exportation côtoyaient un très large secteur de petite production privée.

« Nous avons une infrastructure hautement développée dans la zone pacifique, alors que le centre du pays et la côte

atlantique sont pratiquement dépourvus de moyens de transport, de communication et de production. Sur la côte atlantique, il y a à peine 200 000 habitants sur 60 000 km<sup>2</sup>. C'est donc une surface trois fois grande comme le Salvador mais trente fois moins peuplée. »

Si sombre qu'il soit, le panorama ne serait pas complet s'il laissait de côté les massacres et les destructions ordonnées par Anastasio Somoza à la veille de sa chute. Le commandant Jaime Wheelock a continué ainsi : « Et, le 19 juillet 1979, en plus des terribles destructions matérielles, nous avons trouvé une dette extérieure écrasante. Il y avait en même temps les effets d'une fuite de capitaux de plus de 800 millions de dollars. Il y avait bien sûr les conditions économiques fondamentales que nous avons trouvées : l'arriération, le sous-développement, la pauvreté. Nous avons trouvé un pays complètement en faillite, sans devises, avec une dette de 1,6 milliard de dollars, des destructions estimées à plus de 800 millions de dollars, affectant plus de 35 % de la production industrielle et 25 % de la production agricole. »

## PREMIERE ANNÉE : RENAITRE DES DÉCOMBRES

Pendant la première année et demie, le nouveau gouvernement s'est préoccupé de satisfaire les besoins élémentaires de la population, à savoir l'emploi et le ravitaillement. Jaime Wheelock a expliqué :

« Notre tâche la plus pressante était alors de remettre sur pieds l'infrastructure, et nous devions y consacrer de grosses sommes en devises étrangères. Notre dette a augmenté parce que nous étions obligés d'acheter des équipements pour revenir à une relative normalité.

« Au Nicaragua, le retour à une activité économique normale a largement reposé sur l'extension du crédit. S'il existe aujourd'hui des transports qui fonctionnent, c'est parce que nous avons eu recours aux lignes de crédit. Si les usines tournent, c'est parce que nous avons apporté une quantité considérable de capitaux, qui ont nécessité soit une grande dépense de devises étrangères, soit des emprunts extérieurs. Si nous avons travaillé avec succès à la réactivation éco-

nomique, cela a été au prix d'un accroissement de notre endettement. »

Immédiatement après la victoire de l'insurrection, les biens d'Anastasio Somoza et de ses partisans ont été confisqués et mis au service des intérêts généraux de la population. Cela a fourni à la révolution un contrôle direct sur une base économique industrielle et agricole représentant environ 40 % de la production et des services. On peut apprécier dans quelle mesure cette base économique, insérée dans le cadre d'un début de planification économique d'ensemble, a contribué à réactiver la production. Le taux de chômage est passé de 25,7 % en 1979 à 17,5 % en 1980. Ce n'était pourtant pas encore un lit de pétales de roses, que ce soit à la ville ou à la campagne.

Jaime Wheelock a décrit la situation en ces termes : « Rendez-vous compte que toutes les entreprises agricoles et les centres de production appartenant à Anastasio Somoza étaient en fait au nombre de quelque 2 000. Quand nous avons pris en charge l'Institut national de la réforme agraire (INRA), nous n'étions même pas en mesure de les localiser tous. Nous avons dû envoyer une dizaine de camarades sur le terrain pour le faire. Quand nous savions qu'il y en avait 10 à tel endroit ou 20 à tel autre, nous ne savions pas encore ce qu'ils produisaient ... »

« Au début de 1980, nous en étions encore à recenser le bétail. Il n'y avait pas de registres. Les indices de production n'étaient pas connus, mais il fallait nourrir les gens. Il fallait produire du lait et du café et élever du bétail. Alors, la Banque nationale du Nicaragua a dû brancher un pipeline pour drainer l'argent en direction de l'Institut national de la réforme agraire. Sinon, nous n'aurions pas pu. Un camarade que nous avons envoyé à Matagalpa est revenu en nous annonçant qu'il y avait 149 propriétés avec 10 000 travailleurs auxquels nous devions payer leurs salaires et les salaires en retard, alors que les semences n'avaient pas été faites. Au cours de ces premiers jours, l'inefficacité était inévitable. »

Les 2 000 unités agricoles maintenant contrôlées par l'Etat représentent plus du quart des terres cultivables. Les expropriations ont inclus un vaste secteur d'industries de transformation associées aux propriétés somozistes, telles que des raffineries de sucre, des silos à riz, des filatures de coton, des dépôts et entrepôts de matériel. Au total, l'Etat contrôle désormais environ un cinquième de la production agricole.

Dans le commerce et l'industrie, il contrôle pratiquement toutes les mines, les trois-quarts de la construction, un sixième des usines. A la fin de 1980, 84 entreprises publiques employaient un quart de la force de travail du secteur manufacturier et produisaient un quart des biens, ce qui implique une part majoritaire dans les branches suivantes :

- Alimentation : 54 %
- Confection et textile : 53 %
- Produits pharmaceutiques : 68 %
- Matériaux de construction : 88 %

Les banques, les assurances, le commerce extérieur, l'énergie électrique et la distribution de l'eau sont passés à 100 % entre les mains de l'Etat, de même que 60 % des transports et des communications.

### L'« ÉCONOMIE MIXTE » DU NICARAGUA

Les Nicaraguayens qualifient souvent leur système d'« économie mixte ». Cela a été une source de confusion pour certains qui tendent à identifier cette « économie mixte » avec celle que l'on connaît en Europe occidentale et qui concerne la responsabilité de l'Etat pour les services sociaux coûteux, ce qui revient à subventionner les branches économiques en difficulté.

Les Nicaraguayens utilisent le même terme avec une signification bien différente. Voici comment ils s'en expliquaient dans le projet de Plan économique pour 1980 :

« La politique économique qui sera appliquée en 1980-1981 sera conduite dans le cadre d'une économie mixte. C'est-à-dire, d'un côté, une économie qui reste largement influencée par le monde capitaliste et par les lois internes du marché. Mais, d'un autre côté, c'est aussi une économie marquée par la présence du Gouvernement de reconstruction nationale. Le gouvernement contrôle 41 % du produit intérieur brut (PIB), et il dispose aussi de puissants instruments fiscaux, financiers et commerciaux pour contrôler le processus de rétablissement et de transition. Ce n'est pas tout. La présence significative et, dans certains cas déterminante, de l'Etat dans l'agriculture et dans la production industrielle, nous amène à la conclusion que l'Etat de type nouveau qui va être construit deviendra l'axe du processus de reconstruction et de transition vers l'économie nouvelle dont notre pays a besoin. » (Programme de réactivation économique, Managua, 1980).

Une autre source de malentendus tient à la sous-estimation du fait que,

Augusto Cesar Sandino. (DR)



dans un petit pays sous-développé comme le Nicaragua, le « secteur privé » lui-même est une réalité complexe et contradictoire. Il inclut aussi bien de gros propriétaires fonciers que des petits fermiers, des entreprises industrielles que des échoppes d'artisans et de petits commerçants.

Prenons par exemple l'agriculture. En 1981, les unités de production de l'Etat participaient aux récoltes dans la proportion suivante :

- Coton : 10 %
- Café : 12 %
- Riz : 35 %
- Sucre : 40 %

Cependant, les 90 000 adhérents de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) y contribuaient pour :

- Coton : 13 %
- Café : 41 %
- Riz : 39 %
- Blé : 94 %
- Haricots : 91 %

Donc, le secteur des fermes d'Etat et celui des petits paysans produisent ensemble plus de la moitié du café, les deux-tiers du sucre et un quart du coton (qui sont les trois principaux produits d'exportation), ainsi que l'écrasante majorité des produits alimentaires de base (riz, blé, haricots).

Les liens entre le gouvernement révolutionnaire et les producteurs indépendants ont été continuellement renforcés à travers l'établissement de prix garantis, d'un crédit fortement subventionné, de limites au loyer de la terre, de construction de routes, d'une assistance technique gratuite, de l'éducation pour les adultes, de l'extension de l'électrification et du réseau d'alimentation en eau courante.

De plus, le Gouvernement de reconstruction nationale a commencé à mettre en pratique le slogan sandiniste selon lequel « Aucun paysan ne restera sans terre ! ».

Plus de 50 000 manzanas de terres (1 manzana = 0,709 ha) confisquées ont été distribuées à de petits paysans pendant cette année 1980, et des plans ont été annoncés à la fin juin 1982 pour accélérer ce processus, dans la perspective de distribuer 2,5 millions de manzanas au cours de la prochaine décennie.

Une très petite part de ces terres est allée à des paysans individuels (familles), à ceux qui ont risqué leur vie pour avoir aidé le FSLN dans la pire période de réaction. La plus grosse part est allée à des coopératives agricoles nouvellement créées. Ces coopératives, basées sur le travail collectif plutôt qu'individuel, sont appelées à devenir la base de la transformation des rapports de production à la campagne.

### LA RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE

De grands pas ont été faits durant la première année et demie pour reconstruire l'économie. Le progrès le plus rapide a eu lieu dans l'agriculture. En fait, les Nicaraguayens sont fiers d'avoir fait la première révolution qui ait pu augmenter im-

médiatement la production agricole de façon significative.

L'année 1980 a aussi vu la chute du taux d'inflation de 70 % à 35 % et la création de 112 000 emplois nouveaux. Comme beaucoup d'autres choses aux premiers jours de la révolution, la création d'emplois ne s'est pas passée exactement comme prévu. La raison en est l'un des plus sérieux problèmes auxquels l'économie nicaraguayenne se trouve confrontée.

A la campagne, 45 000 emplois nouveaux ont été créés en 1980. Cela a été un progrès substantiel, mais insuffisant pour compenser le nombre de travailleurs agricoles privés de travail du fait de la décision de nombreux propriétaires de réduire leurs surfaces cultivées.



Fête de l'an I de la Révolution, en juillet 1980 à Managua. (DR)

Près de la moitié des nouveaux emplois agricoles étaient en fait non salariaux, reflétant le poids des petits fermiers qui, grâce aux prêts de l'Etat et à son aide technique, se sont tournés vers la production des céréales de base.

Dans les villes, 68 000 emplois nouveaux ont été créés. Les plus importants pour l'économie ont été les 7 000 emplois industriels et les 5 000 emplois dans la construction. Le reste, cependant, soit plus de 50 000 emplois, a concerné les secteurs non productifs des services et du commerce (soit 26 % de plus que prévu dans le Plan pour 1980).

Quelques-uns des emplois nouveaux dans le secteur des services ont résulté d'une croissance plus rapide que prévue dans l'administration publique, la santé ou l'éducation.

Environ 21 000 de ces nouveaux emplois ont été créés dans les affaires et le commerce. La plupart ont consisté en une croissance de la couche des petits boutiquiers, des gens qui soit ouvrent un comptoir chez eux ou qui se mettent à vendre des aliments dans la rue.

« Cette situation, soulignait le Plan de 1981, met en relief l'un des plus graves problèmes structurels de l'économie nicaraguayenne, la tendance à une croissance gigantesque du secteur tertiaire, qui ne peut être renversée à court terme. » (Programme économique d'austérité et d'efficacité, Managua, 1981).

La compréhension du deuxième problème sous-jacent s'est également clarifiée

au cours de cette année 1980. La récupération économique initiale du Nicaragua a entraîné une forte augmentation de l'endettement extérieur. En 1980, les exportations se sont élevées à 470 millions de dollars, mais les importations se sont élevées à près du double, soit 870 millions de dollars. Le déficit a dû être couvert par des emprunts extérieurs, portant le paiement des intérêts annuels de la dette nicaraguayenne à 190 millions de dollars, c'est-à-dire à environ les deux-cinquièmes des importations prévues.

Plus des deux-tiers des importations ont été des produits et des services absolument indispensables au redémarrage économique et impossibles à produire au Nicaragua même : du pétrole, des machi-

nes, des produits chimiques et pétrochimiques. Et alors que les prix de ces produits étaient en augmentation sur le marché mondial, ceux des produits d'exportation nicaraguayens baissaient régulièrement.

## DEUXIEME ANNÉE : L'ÉTRANGLEMENT IMPÉRIALISTE

Le but fondamental de la deuxième année de planification économique était de consolider les bases des succès de la première année, sans dépendre aussi lourdement de l'emprunt extérieur.

Le Plan de 1981 a été établi sur la base de six mois d'intenses discussions entre les institutions de l'Etat et les différents secteurs économiques et sociaux de la société, en particulier les syndicats et autres organisations de masse. Il a été également basé sur une maîtrise beaucoup plus concrète de la réalité économique du pays, produit d'une année et demie d'expérience. Les buts sociaux étaient clairement définis :

— élever, en termes de revenus et de services sociaux, la part de richesse nationale qui va aux plus pauvres et aux plus exploités ;

— du point de vue des investissements de l'Etat et de la politique de développement, tordre le bâton du côté des campagnes ;

— austérité en ce qui concerne l'importation de biens de consommation non essentiels.

Le renforcement de la pression militaire impérialiste a obligé à réviser en baisse les deux premiers objectifs. Davantage de ressources que prévu ont dû être allouées à la défense du pays. Les prêts américains ont été coupés dans le cadre d'un étranglement financier délibérément voulu par Washington. Les fonds à court terme disponibles partout ailleurs atteignaient des taux d'intérêt allant jusqu'à 20 %. En même temps, la crise de l'économie capitaliste internationale a contribué à réduire le marché des exportations nicaraguayennes.

En septembre 1981, la situation d'urgence économique et sociale fut déclarée. Les mesures d'austérité prises plus tôt dans l'année, plus les nouvelles dictées par l'aggravation du déficit commercial, aboutirent à une réduction d'environ 10 % du budget national.

Pour 1981, les exportations se sont élevées à 500 millions de dollars, soit 180 millions de moins que prévu par le Plan. Quant aux importations, avec 995 millions de dollars, elles étaient de 40 millions supérieures aux prévisions. Il en a résulté un déficit de près d'un demi-milliard de dollars, qui a dû être à nouveau comblé par un accroissement de la dette extérieure. Elle a ainsi atteint les 2,5 milliards de dollars ...

Mais si 1981 a apporté moins que n'espérait le Nicaragua, c'était encore un miracle économique en comparaison avec le reste de l'Amérique centrale. Le produit intérieur brut (PIB) du Nicaragua a crû de 8,7 %. C'était 10 % de moins que prévu, mais la signification de cette croissance doit être mesurée en rapport avec les résultats des autres économies de la région :

- Guatemala : + 1,0 %
- Honduras : + 0,5 %
- Costa Rica : - 1,5 %
- El Salvador : - 9,5 %

La plus grosse part de la croissance provient de l'agriculture qui reste, de loin, la force motrice de l'économie nicaraguayenne. Dans la plupart des productions importantes, il y a eu un progrès non seulement en comparaison avec l'année précédente, mais aussi par rapport à 1978, dernière année de production agricole « normale » sous la dictature. Comparée à celle de 1978, la production de 1981 marque les progrès suivants :

- Riz : + 89 %
- Porc : + 77 %
- Haricots : + 45 %
- Oeufs : + 30 %
- Poulets : + 19 %
- Sucre : + 19 %
- Tabac : + 15 %
- Bananes : + 11 %
- Blé : + 11 %
- Café : - 9 %
- Coton : - 12 %

Dans la mesure où le riz, le blé, les œufs, les poulets et le porc ne sont pas exportés mais produits exclusivement pour la seule consommation intérieure, ces statistiques indiquent une amélioration du niveau moyen de l'alimentation. Le café et le coton, les deux seules productions à

régresser, sont largement concentrées dans les mains de grands propriétaires. Leur déclin reflète l'entreprise permanente de décapitalisation de ces secteurs.

Les chiffres de 1981 ne sont pas disponibles pour toutes les branches d'industrie. Cependant, une franche discussion sur les problèmes du sous-développement dont continue à souffrir le Nicaragua dans ce secteur a été publiée par le quotidien sandiniste *Barricada* du 10 mai 1982, sous la forme d'une interview avec le ministre de l'Industrie, Emilio Baltodano.

### TROISIEME ANNÉE : PRESSION ACCRUE

« Il est important de ne pas s'attendre à une augmentation de la production industrielle cette année, y affirmait Emilio Baltodano. En fait, ce que nous avons à déterminer, c'est de combien elle va baisser. Le problème, c'est que le secteur industriel doit être transformé et rationalisé. Ce qui veut dire que, dans certains cas, nous devons fermer des entreprises. »

« Ce dont a besoin le Nicaragua, c'est d'un secteur industriel orienté vers l'agriculture, d'un côté, et vers la production de biens de consommation courante, de l'autre : alimentation, médecine, habillement, chaussure, et des produits tels que savon et détergents. »

Les ressources du pays sont tout autres : le secteur industriel y a été conçu non en fonction de ces besoins, mais autour de ce qui était le plus profitable pour les capitalistes. Les conséquences sont graves. L'industrie du Nicaragua, principalement l'industrie légère, emploie seulement quelque 90 000 travailleurs. Elle souffre d'une absence totale d'intégration par rapport aux autres secteurs productifs (agriculture, élevage, pêche, exploitation forestière, mines). Du point de vue des réserves en devises étrangères, l'industrie fonctionne comme un réseau de drainage. Elle dépense plus d'argent pour importer du matériel que n'en rapportent les exportations.

« Notre industrie a commencé à entrer dans une grave crise dans les années 1970, a continué Emilio Baltodano, plusieurs branches, telles que la chimie et les plastiques, ont été bâties dans la perspective de leur intégration au Marché commun centro-américain. Mais les autres pays de la région, à cause de leurs propres besoins intérieurs pressants, ont été incapables de tenir leurs engagements. »

Il y a aussi d'autres problèmes : « Nous n'avons pas les statistiques, a pu affirmer Emilio Baltodano, mais il est clair que la productivité du travail a baissé. Il y a eu des années de combat, de guerre, et leur effet dure encore. En plus, nous ne nous sommes pas adaptés nous-mêmes aux nouvelles formes d'organisation du travail correspondant au processus révolutionnaire. C'est le prix que toute révolution doit payer, lorsque les travailleurs et les administrateurs doivent passer par une période d'apprentissage, à la recherche des solutions adéquates aux problèmes qu'ils rencontrent. Un retour à

« l'efficacité capitaliste » n'est évidemment pas la réponse. Un régime de terreur peut apporter une certaine efficacité et des taux de profit élevés en payant des salaires misérables et en usant de la répression pour maintenir la discipline, mais ce n'est bien évidemment pas le cours qui sera suivi par la révolution sandiniste. Cela serait intolérable pour les travailleurs qui sont la base fondamentale du processus. »

### PARTICIPATION CROISSANTE DES TRAVAILLEURS

La seule voie qui reste alors pour stimuler la productivité, souligne Emilio Baltodano, c'est d'augmenter la participation des travailleurs dans la gestion des entreprises. A la suite de cette discussion sur la situation, plusieurs initiatives visant à augmenter la participation des travailleurs ont été prises en liaison avec la Centrale syndicale sandiniste (CST). En réponse à une demande pressante des travailleurs, huit grandes entreprises publiques de Managua ont mis sur pieds des structures régulières de participation des travailleurs aux décisions concernant la production et l'administration. Selon le dirigeant de la CST Ruben Ulloa : « Le but de ce projet pilote est de donner aux travailleurs la possibilité de discuter avec les administrateurs la totalité du projet de production : combien, comment, pour qui et d'où viennent les matières premières. »



Une aube nouvelle s'est levée sur le Nicaragua. (DR)

Des efforts sont également en cours pour intégrer dans un grand syndicat unique les 24 000 travailleurs employés dans 60 entreprises de l'industrie alimentaire. D'après Alberto Alvarez, secrétaire national de la CST pour la production, les pas vers la formation de ce syndicat national ont encouragé des discussions depuis longtemps nécessaires sur les « problèmes auxquels les entreprises sont confrontées ».

Une campagne, également conduite par la CST, est en cours pour élever la production en réduisant l'absentéisme et les retards à l'heure d'embauche. Lancée le 14 juin 1982 dans 32 entreprises de Managua, la campagne vise à utiliser les assemblées d'entreprises, les discussions

politiques, les journaux muraux, les bulletins et la publication hebdomadaire des résultats pour encourager la participation des travailleurs.

Un résultat immédiat de la campagne a été la reconnaissance de certaines difficultés concrètes. Certains travailleurs qui vivent dans des banlieues lointaines ont mis en évidence qu'ils ne pouvaient arriver à l'heure du fait de la distance et du fait que le service d'autobus commençait à fonctionner trop tard ...

Ces mesures, et d'autres semblables qui vont être prises par le gouvernement révolutionnaire et la direction syndicale, peuvent aider, mais elles ne peuvent surmonter, en quelques années seulement, les dommages de siècles d'exploitation et d'oppression.

### UNE AIDE MASSIVE EST NÉCESSAIRE

Le Nicaragua est un petit pays qui s'est attelé à une grande tâche, pour ouvrir la voie, avec Cuba et Grenade, à la révolution socialiste dans le reste de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Dans la mesure du possible, compte tenu du contexte international, il a déjà commencé à transformer les rapports de production et de distribution. Il jette les bases d'un nouvel ordre économique, que les syndicats et les autres organisations de masse définissent maintenant publiquement comme socialiste.

Mais le Nicaragua ne peut achever cette tâche seul. Une aide fraternelle massive, comme celle apportée par Cuba, est nécessaire. Dans les centres impérialistes, en particulier aux Etats-Unis, il est nécessaire d'agir pour arrêter la guerre secrète que le Pentagone et la CIA mènent contre le Nicaragua. Livré à lui-même, le Nicaragua est confronté à une situation économique difficile, aggravée par les inondations. Il a besoin du soutien de tous ceux qui croient en un avenir meilleur pour l'humanité. ■

Michael BAUMANN  
« Intercontinental Press »  
vol. 20, numéro 27,  
New York, 26 juillet 1982.

# "Il faut prendre au sérieux les menaces qui pèsent sur la révolution"

Témoignage de deux camarades des brigades européennes de solidarité

« INPRECOR » : — Vous étiez tous les deux au Nicaragua dans le cadre des brigades de solidarité. En quoi cette initiative a-t-elle consisté ?

— Les comités de solidarité européens ont décidé d'envoyer cet été au Nicaragua des brigades de solidarité venant de la plupart des pays du Vieux Continent. Nous étions plusieurs centaines. Le rôle de ces brigades était de travailler dans les villages à des tâches de reconstruction, notamment après les inondations catastrophiques de mai dernier : reconstruction de ponts, de routes, d'écoles. Cette expérience permettait un lien direct et quotidien avec la population, notamment paysanne. Du point de vue du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), il était important, au-delà de l'aide matérielle somme toute modeste, de faire toucher du doigt, dans les régions rurales, la solidarité politique et l'écho que rencontre la révolution nicaraguayenne à l'échelle internationale. L'initiative a donc été considérée comme très positive par les responsables sandinistes. Quant à nous, elle nous a aussi permis de visiter le pays et d'avoir de multiples contacts avec les organisations de masse, de constater l'ardeur et l'enthousiasme révolutionnaires qui se manifestent malgré des conditions extrêmement difficiles.

Ainsi, les camarades de la brigade française d'août ont pu faire l'expérience concrète de la situation d'agression permanente que vit le Nicaragua. Pendant qu'ils travaillaient à La Rencheria, au nord de Chinandega, près de la côte pacifique, le village a été attaqué par un groupe de « *contras* » (contre-révolutionnaires). Deux miliciens ont été tués, dont le responsable. Un groupe de vingt-cinq « *contras* » a été par la suite démantelé. Un des agresseurs était d'ailleurs infiltré dans la Milice populaire sandiniste (MPS). Tous les camarades de la brigade ont été frappés par l'extrême tension politique et militaire que vit le pays.

— Précisément, quelles sont les formes que revêt aujourd'hui la contre-révolution ?

— La contre-révolution est bien plus active qu'il y a trois ans. D'abord, la stratégie nord-américaine s'est précisée. Depuis l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir, toute une série de plans ont été mis au point. Des sommes considérables ont été débouclées. Les 19 millions de dollars

consacrés à la déstabilisation du Nicaragua et ouvertement avoués au printemps dernier par Thomas Enders, le sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires latino-américaines, devant le Sénat américain, n'en constituent que la partie connue. Le Sénat américain a donné, par l'adoption de l'amendement Symms, carte blanche au président pour intervenir dans la région. Les Américains ne peuvent tolérer indéfiniment le développement de ce foyer révolutionnaire.

La coopération militaire US avec le Honduras est devenue une véritable opération de construction d'une armée d'intervention dans la région, aussi bien contre le Front Farabundo Martí de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire ((FMLN-FDR) du Salvador que contre la révolution sandiniste. Les groupes somozistes ont été renforcés par les désertions de l'ancien membre du Gouvernement de reconstruction nationale (GRN) Alfonso Robelo, dirigeant du Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN), et du vice-ministre de la Défense chargé des milices, Eden Pastora, ainsi que par le départ vers le Honduras d'une dizaine de milliers d'indiens Miskitos en octobre 1981.

Ces groupes constituent le fer de lance de l'agression directe contre le Nicaragua. Les principaux sont la « Légion 15-Septembre » (ex-gardes somozistes) qui dispose d'une radio du même nom, l'Union démocratique nicaraguayenne (UDN), ou encore le secteur du Misurasata (organisation des Indiens) contrôlé par le pasteur Stedman Fagoth. Au total, de 3 000 à 4 000 hommes armés le long de la frontière hondurienne.

Ainsi, le 24 juillet 1982, une bande d'une centaine de « *contras* », équipée de mortiers et de mitrailleuses lourdes, a fait une incursion au Nicaragua. Elle a occupé pendant deux heures et demie le village de San Francisco, entre Choluteca et Esteli, laissant quatorze morts et emmenant huit otages. Ces assassins ont expliqué qu'ils auraient épargné leurs victimes « *si elles avaient appartenu à des sectes religieuses...* » De retour au Honduras, ils ont été ramenés en camions à leur campement par les soldats de l'armée hondurienne.

Cependant, ces groupes « *contras* » n'ont toujours pas réussi à s'unifier ni à établir une stratégie cohérente. L'ex-commandant Eden Pastora ne s'est pas engagé de leur côté. Après le massacre de San Francisco, il a même affirmé publique-

ment qu'il ne s'allierait pas avec les criminels et qu'il n'entreprendrait rien qui puisse faciliter une intervention américaine. Cette attitude donne une indication du sérieux avec lequel il faut prendre les menaces qui pèsent sur le Nicaragua.

— Vous avez parlé du rôle des sectes religieuses. Quelle est leur place dans le dispositif contre-révolutionnaire ?

— Un aspect frappant de la situation actuelle, c'est leur pullulement. Il en existe près de deux cents. Elles sont copieusement financées par les sectes nord-américaines. Leur objectif est double. Sur le plan interne, organiser les secteurs de la population qui se trouvent en marge du processus révolutionnaire et les détourner des tâches de défense (les sectes font notamment campagne contre le port des armes). D'autre part, sur le plan international, contribuer à isoler les secteurs progressistes de l'Eglise américaine, de plus en plus actifs aux Etats-Unis dans le mouvement contre la guerre et contre l'intervention en Amérique centrale.

Il faut ajouter quelques précisions concernant le rôle particulier des indiens Miskitos, vu la campagne internationale qui a été orchestrée à leur sujet. C'est en décembre 1981 que la situation à leur sujet est devenue assez grave. Depuis juillet 1979, ils étaient travaillés par plusieurs sectes, en particulier les praves, dont un ancien pasteur lié à la dictature d'Anastasio Somoza, Stedman Fagoth. Les sandinistes ont sûrement commis des erreurs de comportement (paternalisme, autoritarisme) qui ont pu choquer la communauté indienne attachée à ses valeurs traditionnelles et au respect des anciens, alors que les sandinistes sont souvent des « *muchachos* ».

Au moment où les incursions militaires des « *contras* » se sont intensifiées à la frontière hondurienne, les sandinistes ont évacué la population pour arrêter l'hémorragie et faire face aux attaques venant du Honduras. Au Honduras même, les réfugiés Miskitos vivent dans des camps financés par l'Organisation des Nations unies (ONU). Une partie d'entre eux est favorable à une politique de réinsertion sur place. En revanche, le courant de Stedman Fagoth s'y oppose. L'unité qui a lancé une agression militaire, début juillet 1982, était composée de deux cents Miskitos.

Au Nicaragua même, la situation semble s'être considérablement améliorée. Les nouveaux villages construits à l'initiati-

ve du FSLN à Tasba Pry sont maintenant terminés et offrent aux Miskitos des conditions de vie et d'hygiène sans précédent. En juillet dernier, le commandant Tomas Borge, ministre de l'Intérieur, est allé y faire un meeting et remettre aux communautés de la zone les titres de propriété collective. Si la situation s'est donc améliorée, elle reste néanmoins précaire du fait des tensions militaires : ainsi, pour des impératifs de défense, les sandinistes ont été obligés d'interdire la sortie des bateaux de pêche du port de Puerto Cabezas, sur la côte caraïbe.

Cela dit, toute la campagne internationale sur de prétendus massacres de Miskitos est une énorme opération d'intoxication orchestrée par les services impérialistes.

— Vous venez d'évoquer plusieurs aspects des menées contre-révolutionnaires. De quelle façon s'articulent-elles à la résistance intérieure de la bourgeoisie nicaraguayenne ?

— Il est incontestable que le sabotage de la bourgeoisie atteint des dimensions qui remettent en cause « l'unité nationale » prônée par les sandinistes et les objectifs de développement économique.

Malgré les mesures sévères de contrôle et de rétorsion, la décapitalisation continue. La quasi-totalité de la direction de la principale organisation politique bourgeoise, le Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN) d'Alfonso Robelo, a pris le chemin de l'exil volontaire au Costa-Rica. Le MDN et le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) refusent toujours d'occuper les sièges qui leur sont réservés au Conseil d'Etat. Au printemps, le directeur de la Banque centrale du Nicaragua a démissionné à son tour de son poste en dénonçant le contrôle croissant du ministère de la Planification (dirigé par le commandant sandiniste Henri Ruiz) sur la politique monétaire, qui — selon lui — va jusqu'à mettre en cause l'existence d'un secteur privé ...

Le principal angle d'attaque politique de la bourgeoisie c'est, pour l'heure, de relayer les campagnes de la hiérarchie catholique contre l'athéisme de la révolution sandiniste et contre les mesures de mobilisation populaire face aux agressions américaines, qui revêtent parfois un caractère contraignant.

De fait, le secteur privé est de plus en plus marginalisé. Dans l'agriculture, principal secteur productif tourné vers l'exportation, le secteur public, s'il ne représente que 20 % environ de l'activité, travaille en étroite liaison avec le secteur coopératif qui est en fort développement. Aujourd'hui, il n'y a plus guère que dans la culture du coton que la grande propriété capitaliste demeure majoritaire.

Dans l'industrie, les mesures d'expropriation successives ont porté le secteur public à près de 40 % de la production. Dans les services, à la suite de l'extension du réseau de magasins populaires, l'Etat contrôle désormais les deux tiers des activités. De façon générale, on peut dire que la bourgeoisie nicaraguayenne n'a



Le marché de Massaya. (DR)

plus le contrôle de l'essentiel de la machine économique.

Cependant, face à l'agression américaine, aux réalisations sociales et au renforcement des organisations de masse inspirées par le FSLN, la bourgeoisie ne dispose pas l'une base sociale assez solide pour lui permettre de remettre en cause par elle-même le processus. Ainsi, contrairement à il y a deux ans, elle n'a plus guère d'espoir de pouvoir retourner la situation à son avantage par le biais d'un processus électoral en 1984 ou 1985. Sa seule issue, c'est l'alliance ouverte avec l'impérialisme.

Certes, il existe toujours un regroupement — plutôt qu'une force bourgeoise — qui s'appelle Coordination démocratique Docteur Sacasa (CDDS). Affaiblie par le départ d'Alfonso Robelo à l'étranger, elle maintient une position qui se dit « patriotique » face aux pressions impérialistes. Dans ce cadre, certains secteurs bourgeois espèrent toujours que la gravité des difficultés économiques engendrera une désaffection envers le régime et qu'ils pourront alors se présenter comme un recours.

Il faut savoir qu'en 1982 la croissance sera nulle et qu'aux inondations catastrophiques du mois de mai 1982 succède maintenant une sécheresse inhabituelle qui va porter un coup sérieux à des récoltes comme celle du maïs.

— Face aux pressions et menaces impérialistes au dehors, aux manœuvres des sectes et de la bourgeoisie à l'intérieur, la direction sandiniste a radicalisé ses formulations politiques, parlant ouvertement de socialisme dans le discours du 1er Mai du commandant Thomas Borge et dans d'autres interventions de dirigeants syndicaux. Ces références ont-elles eu des conséquences ?

— Plus qu'un tournant dans l'orientation politique (la référence à l'« économie mixte » demeure), cette radicalisation idéologique a une certaine importance au niveau des organisations de masse. Avant, on se disait seulement sandiniste ; maintenant, on se réclame aussi du socialisme.

Les principales organisations de masse, ce sont les Milices populaires sandinistes (MPS). Elle sont très massives et très populaires. Tout le monde ou presque y participe. Au début, elles avaient

été conçues comme des milices sur les lieux de travail. Aujourd'hui, elles ont évolué dans le sens de milices territoriales de quartier ou de village, pour la bonne et simple raison que les unités de production sont souvent trop petites pour fournir des unités de milice opérationnelles. Néanmoins, dans les entreprises plus importantes, il existe une organisation spécifique de la milice.

Mais la milice est si massive que le niveau de politisation est très inégal. L'organisation de masse qui joue un rôle politique central, ce sont toujours les Comités de défense sandinistes (CDS). C'est autour d'eux que tout le reste s'organise. Ce sont des comités locaux chargés de discuter et d'organiser la vie sociale sous tous ses différents aspects. Les gens y participent plus ou moins assidument mais, même s'ils ne vont pas à toutes les réunions, quand ils ont un problème à poser, ils le font à travers les CDS. C'est la structure de représentation et de dialogue entre l'appareil d'Etat et les citoyens.

Quant au mouvement syndical, son panorama s'est modifié ces derniers mois. La Centrale sandiniste des travailleurs (CST), semble bien être devenue aujourd'hui le principal syndicat, devant la CTN (syndicat antisandiniste plus ou moins lié aux syndicats nord-américains), la CGT (liée au PSN, qui est la dénomination du parti communiste), le CAUS (liée au parti ultra-stalinien PCN) ou au Frente Obrero (Front ouvrier) d'origine maoïste. Les deux dernières organisations paraissent maintenant très réduites. Le FSLN est donc désormais pour la première fois majoritaire au sein de la classe ouvrière (ce qui n'était pas le cas dans les premiers mois qui ont suivi la chute d'Anastasio Somoza), bien qu'il s'agisse d'un secteur où son influence demeure contestée. Tout cela donne une idée des principaux traits de l'évolution de la situation.

Nous voudrions insister en conclusion sur l'actualité du travail de solidarité et sur sa relance nécessaire : le Nicaragua fait face à une campagne hostile et à une agression permanente. Tous les camarades qui ont participé cet été aux brigades de solidarité ont pu le constater et reviennent dans leurs pays respectifs avec la conviction nécessaire pour donner vie à cette solidarité indispensable.

Propos recueillis par Daniel JEBRAC  
Paris, 11 septembre 1982.

# Nouvelle vague de répression Procès du KOR

Un test pour la mobilisation internationale

LES centaines de milliers de personnes qui ont participé aux manifestations de rue du mardi 31 août pour célébrer l'anniversaire de la signature des accords de Gdansk en 1980 ont clairement montré la force de Solidarité. Le général Jaruzelski et sa police n'ont pas hésité à tuer cinq manifestants.

Pourtant, le lundi 13 septembre, date de l'entrée de la Pologne dans le dixième mois de l'état de guerre, des milliers de travailleurs descendent à nouveau dans la rue. Aux aciéries Huta Lenina de Cracovie — la plus grande entreprise du pays —, les jeunes ouvriers forment un cortège à la sortie de l'usine pour se rendre en ville. A Wrocław, les miliciens sont assaillis de toutes parts par des groupes de manifestants.

Tout cela témoigne de la volonté massive d'en finir avec l'état de siège, de la détermination de la classe ouvrière dans son refus de la dictature bureaucratique et militaire, et de la profonde aspiration des masses à reconquérir l'ensemble des droits acquis à partir d'août 1980.

La dégradation de la situation économique ne peut qu'accroître l'exaspération d'une classe ouvrière qui, durant dix-huit mois, a dénoncé le parasitisme de la bureaucratie et a affirmé sa volonté et ses capacités de prendre ses affaires en mains. La politique de « normalisation » de la Junte militaire de salut national (WRON) se traduit déjà par une baisse de 30 % du pouvoir d'achat. Tout indique que ce déclin va continuer.

La bureaucratie a fait la preuve qu'elle n'a rien à offrir aux travailleurs, si ce n'est la répression brutale et sanglante. Les ZOMO (réserves motorisées de la milice) n'hésitent pas à tirer à bout portant sur les ouvriers et sur la foule, comme ils l'ont fait à la mine de Wujek le mercredi 16 décembre 1981 ou à Lublin le mardi 31 août. De nouveaux affrontements très durs se profilent à l'horizon. Varsovie et Moscou s'y préparent.

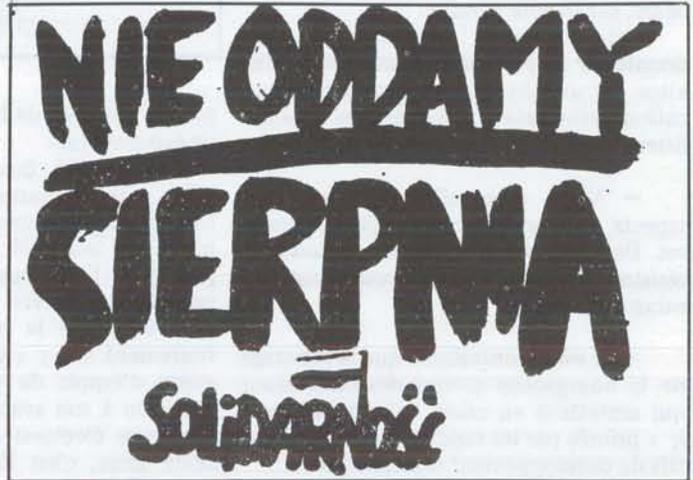
Le régime renforce la répression. Les condamnations se multiplient. Pour avoir distribué des tracts, participé à des grèves ou à des manifestations, plus de 2 000 militants ont été condamnés à 4, 5 voire 10 ans de prison.

Des milliers de travailleurs sont licenciés pour avoir dit non au despotisme des bureaucrates en ralentissant les cadences, en appuyant les exigences de Solidarité, en se montrant solidaires avec leurs compagnons réprimés.

Dans les camps entourés de barbelés, le régime commence à « arrêter » des militants — pour l'instant essentiellement des membres du KOR (Comité d'autodéfense sociale) — et ouvre contre eux des procès. La Junte les accuse de conspiration visant « à renverser par la force le régime de la Pologne populaire ».

Une fois de plus, ces attaques contre Jacek Kuron, Adam Michnik, Jan Litynski, Henryk Wujek et Jan Jozef Lipski traduisent la volonté du général Jaruzelski de trouver des boucs émissaires et de tout faire pour diviser le mouvement entre conseillers de Solidarité, intellectuels et ouvriers. En accusant Jacek Kuron et ses camarades de « terrorisme », la bureaucratie tente vainement de les présenter comme des provocateurs responsables de la répression actuelle et du maintien de l'état de guerre.

Mais les ouvriers polonais ont montré à plus d'une reprise qu'ils n'étaient pas dupes de ces manœuvres. La direction de Solidarité dans la clandestinité, la Commission provisoire de coordination (TKK), a déjà déclaré, en s'engageant à lutter pour la liberté des anciens membres du KOR : « Cette mesure ouvre la voie à d'autres procès montés de toute pièce et visant



« Nous n'abandonnerons pas les acquis d'août 1980 ! » (DR)

à éliminer de la vie sociale pour de longues années les militants du syndicat. L'affaire du KOR n'est qu'un début. D'autres internés seront ensuite appelés à comparaître devant les tribunaux sous de fausses accusations. »

Les travailleurs polonais et de Solidarité doivent trouver un appui à la mesure de leur détermination auprès du mouvement ouvrier international. Depuis des mois, la preuve est faite que seuls les travailleurs sont prêts à s'engager dans l'aide à la lutte des ouvriers polonais et du syndicat dans la clandestinité. Comment s'en étonner ? Les atteintes contre les libertés syndicales et contre le mouvement ouvrier sont le lot de la politique bourgeoise d'austérité. La seule préoccupation des banquiers et de leurs alliés est que « l'ordre » soit rétabli définitivement pour assurer le paiement des intérêts de la dette polonaise.

Les intérêts des travailleurs polonais convergent avec ceux des travailleurs du monde entier. Mais pour qu'existe une véritable campagne de solidarité, il faut la construire, il faut se défaire de la routine. Il faut contraindre à l'action tous ceux qui se limitent à des déclarations de bonnes intentions, il faut dénoncer l'hypocrisie de ceux qui se refusent à engager une mobilisation parce qu'ils ont en tête un projet de conciliation entre les travailleurs polonais et la Junte, visant en dernière instance à leur faire accepter le joug bureaucratique.

Les directions des organisations ouvrières sont aujourd'hui soumises à un test : l'ampleur de la campagne contre les procès intentés aux dirigeants du KOR et pour la libération de tous les prisonniers politiques donnera la mesure de la volonté de soutien inconditionnel, résolu, aux revendications et aux luttes des millions de travailleurs polonais.

Dans le mouvement ouvrier, les révolutionnaires doivent tout mettre en œuvre pour lancer des initiatives concrètes de solidarité, impulser une mobilisation large et unitaire contre la répression :

- Libération de Lech Walesa, Jacek Kuron et tous leurs camarades !
- Levée de l'Etat de guerre !
- Restauration des droits démocratiques et syndicaux ! ■

Bureau du Secrétariat unifié (SU)  
de la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE  
Vendredi 17 septembre 1982.

## Nouvelles de Pologne

— ADAM SZULECKI est décédé le 9 mai 1982 à Varsovie à la suite de coups administrés par les ZOMO. Le 3 mai, alors qu'il revenait de son travail, les ZOMO l'ont arrêté puis entraîné dans un panier à salade. Là, ils l'ont matraqué à la tête et l'ont conduit en état d'inconscience à la préfecture de police, rue Cyryla i Metodego.

— ANDRZEJ FLAK, 26 ans, mort le 25 mai à la suite de blessures infligées par les ZOMO. L'autopsie effectuée à l'Académie de Médecine de Varsovie fait état d'un éclatement de la rate et de la présence de sang dans la cavité abdominale.

— ANDRZEJ URBANOWICZ, de Augustow, étudiant à Varsovie, a été arrêté le 6 juin. Le 16 juin, le cercueil plombé contenant son corps a été envoyé à sa mère.

— WLODZIMIERZ LISOWSKI est décédé le 13 juillet 1982 à l'hôpital de Cracovie, à la suite de l'éclatement du foie survenu après les coups de matraque qu'il a reçus le 13 mai sur la place du Marché à Cracovie. Il a été officiellement annoncé que la cause du décès était le cancer du foie.

— WROCLAW. — Dans la nuit du 13 au 14 juin, je rentrais chez moi, à Wrocław. Vers une heure du matin, j'ai été arrêté par une patrouille de soldats à un arrêt de tramway. Ayant vérifié mes papiers, les soldats m'ont conduit à un car de police stationnant rue Grabiszynska, en m'assurant qu'il ne s'agissait que d'une formalité et que je ne courais aucun risque. Arrivés à la camionnette, j'ai été couvert de terribles coups de matraque par les ZOMO. Jeté dans la camionnette, j'ai trébuché dans l'obscurité. Il y avait beaucoup de monde, plus de 10 personnes : des jeunes filles, des femmes, des hommes. Mon dos me brûlait, j'ai été épouvanté par la rage bestiale des ZOMO. On nous a transportés à la prison de la rue Lakowa. Là, nous avons tous traversé une « haie d'honneur ». Une des filles a été frappée si fort à l'aîne qu'elle a perdu connaissance en vomissant. J'ai vu un des matraqueurs lui donner des coups de pied et dire : « Regardez cette putain, cette chienne ! » J'ai aussi vu des ZOMO sortir du car le corps d'un jeune homme — celui sur lequel j'avais trébuché auparavant — et le jeter sur le béton de la cour de la prison. Je n'oublierai pas cette image : le corps massacré, un œil pendait sur la joue. Il était mort. Malgré cela, un ZOMO s'en est approché et lui donnait des coups de pied en disant : « Alors, tu faisais le héros, et maintenant, tu as la trouille de te lever ? » On nous a alignés le long du mur, les bras levés. Des ZOMO

nous surveillaient assis dans des fauteuils. La plupart d'entre nous souffraient de graves lésions à la tête, souvent aux yeux.

(Relation d'un témoin,  
*Z dnia na dzien*, bulletin de Wrocław).

— OSWIECIN. — Au commissariat local de la milice, le passage à tabac se fait d'une façon bien organisée. Un des agents tape sur le dos, par derrière ; un autre par devant, sur les jambes. Si le « client » tombe, on le remet sur pieds, également à l'aide d'une matraque (enfoncée dans la bouche).

(Service d'information,  
*Malopolska*, numéro 13.)

— PRUSZKOV. — Le 30 mai 1982, la milice a tabassé à Pruszkov le père Stanislaw Jurkiewicz, vicaire de la paroisse de Zbikow. Lorsqu'il tomba sous les coups portés au ventre, la police continua de s'acharner sur lui jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Le procès-verbal explique que le prêtre a été arrêté pour tapage nocturne (il aurait tapé des pieds, agité les mains et poussé des cris en état d'ébriété).

(*Information Solidarnosc*, numéro 62.)

— OPOLE. — L'avocat Piatkowski, qui avait défendu Mariusz Przybylski en première instance devant le tribunal d'Opole, a été interné avant la date du procès en appel de son client auquel la Cour suprême a attribué un avocat d'office.

(*Tygodnik Mazowsze*, numéro 18.)

— RDA. — Le 7 juin, la police a arrêté 30 ouvriers polonais travaillant en Allemagne de l'Est, pour avoir trouvé chez eux des tracts de Solidarité. Quatre d'entre eux ont été condamnés à des peines de 4 à 6 ans de prison.

(*Tygodnik Wojenny*, numéro 21.)

— KWIDZYN. — Le 14 août, 100 personnes environ ont été brutalement battues dans la prison de Kwidzyn. Quand on a refusé à certains internés le droit de recevoir la visite de leurs familles, tous se sont mis à taper sur leurs gamelles, puis ont rompu la grille qui sépare leurs baraquements du bâtiment administratif. Un groupe composé de plusieurs dizaines d'employés de la prison de Sztuma, située dans les environs, fait irruption dans le camp. Ils sont armés de matraques et de canons à eau. Ils commencent par frapper devant les baraquements, quelques internés sont battus jusqu'à perte de connaissance. Ensuite, on les pousse dans les cellules et puis on fait sortir une à une les personnes indiquées par les gardiens du camp pour les faire passer dans le couloir par une « haie d'honneur ». Un exemple de leur brutalité : ils obligent un interné, Z. Gollawski, à gratter avec ses ongles une ins-

cription du mur de sa cellule. On le menace de battre son père tant que l'inscription n'aura pas disparu. Quelques personnes matraquées sont traînées dans le réfectoire. Là, ils se voient infliger des coups de pied sur la tête, dans le ventre, la poitrine. Ils détruisent tout l'ameublement des cellules, les affaires personnelles des détenus sont détruites ou emportées. Une fois que tout est fini, les internés doivent rester enfermés dans leurs cellules et le droit de visite est suspendu. 5 personnes ont été évacuées en ambulance, alors qu'au camp une dizaine encore devait être immédiatement hospitalisées. Une cinquantaine de personnes sévèrement battues n'ont pas reçu la moindre visite médicale. La majorité des internés a entamé une grève de la faim à laquelle devaient se joindre tous les autres, le 18 août. Ils demandent une commission de l'épiscopat et de la Croix-Rouge, ainsi que la punition des gardiens.

(*Information Solidarnosc*, numéro 62.)

— BYDGOSZCZ. — Au mois de juin, une prisonnière, Krystyna Szycht, a été sauvagement battue à la prison de Fordon à Bydgoszcz. Une autre a subi des sévices (brûlures de cigarettes sur les mains). Leur tortionnaire est le lieutenant Szweida, un sadique connu des prisonniers. Le 7 juin, les trente et quelques prisonnières ont envoyé une protestation au procureur militaire. Le 16 juin, elles ont proclamé une grève de la faim d'un mois.

(*Gdansk*, numéro 7, 28 juin 1982.)

— ZGIERZ. — Lettre adressée à l'Association psychiatrique internationale.

Nous, soussignés, appelés « internés », déclarons avoir été transportés le 18 août 1982 par la police, de l'hôpital municipal de Lowicz au service psychiatrique de l'hôpital de voïvodie de Zgierz (Dr Franc) et placés dans la section de désintoxication des alcooliques (Dr Skulimowski) de cet hôpital. Nous prions l'Association psychiatrique internationale d'intervenir au plus vite. A notre connaissance, c'est là le premier cas d'utilisation d'un tel procédé de répression à l'encontre d'internés.

Nos traitements — en chirurgie, médecine générale et laryngologie — ont été interrompus. Aucun d'entre nous n'a jamais eu besoin d'aide psychiatrique.

Les signataires : Jacek Bartyzel, Tomasz Myslek, Marek Niesiolowski, Włodzomierz Gromiec  
Zgierz, 19 août 1982.

— BIALYSTOK-STAROSIELCE. — Wieslaw Jakubowicz, ingénieur de l'entreprise de construction ferroviaire de Bialystok-Starosielce, a été licencié de son travail par le directeur Makara pour « attaque ouverte contre le parti ». Wieslaw Jakubowicz avait refusé de renforcer l'enceinte de l'entreprise — ce qui devait empêcher les ouvriers de sortir sans contrôle de l'usine —, affirmant que c'était la tâche de la police industrielle. Le chef de cette dernière est le premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) de l'entreprise ...

# Le PT et la gauche révolutionnaire

## 1. Le point de vue du Comité exécutif

**L**A construction du Parti des travailleurs (PT) au Brésil comme parti ouvrier de masse et démocratique, reconnaissant dans ses principes constitutifs le droit de tendance et de fraction, constitue une expérience originale et riche en enseignements pour tout révolutionnaire sincère (1).

Dès sa formation, en mai 1980, le PT a dû opter entre deux conceptions : celle d'un simple front ou d'une simple coalition de groupes déjà constitués (le parti aurait été seulement un signal commun pour les campagnes électorales et une couverture légale pour une mosaïque d'organisations) ; ou celle d'un véritable parti fondé sur des structures militantes de base unifiées (les noyaux de quartier, de village, de catégorie professionnelle), centralisées démocratiquement et unies dans l'action. Cette seconde position — qui l'a finalement emporté — a été défendue dès l'origine, entre autres par le courant politique qui s'exprime dans le journal *Em Tempo*, qui va fêter le mois prochain son cinquième anniversaire.

Ce choix pose en pratique le problème du rapport entre la vie organique du parti et les groupes organisés en son sein, que la direction du parti désigne du terme général « la gauche », mais qu'il serait plus juste de traduire par « extrême gauche » ou par « gauche révolutionnaire organisée ». Cette question a été abordée dans un document officiel du PT, voilà un an, dont la rédaction avait été confiée à Apolonio de Carvalho, vieux militant prestigieux, qui a participé à la lutte contre le nazisme en

(Traduction quasi intégrale de la résolution adoptée par le Comité Exécutif national du PT, et qu'il a publiée en juin 1982 sous le titre : « A nouveau sur les rapports du PT avec les autres courants politiques de gauche. »)

Il y a presque un an, notre Commission nationale provisoire invitait nos affiliés et nos militants à débattre de façon approfondie des rapports entre le PT et les autres courants politiques de gauche. Cette initiative s'expliquait alors par la

présence active de plusieurs de ces courants dans les rangs de notre organisation, et elle avait pour but d'établir, par le biais de la discussion interne, un clair accord sur le caractère du PT et sur son statut d'authentique parti politique. (...) Un parti régi par un fonctionnement largement démocratique, comme instrument nécessaire pour les luttes quotidiennes et pour l'accumulation de forces permettant demain de construire une société nouvelle sans exploités ni exploités. Un parti capable de proposer à l'ensemble des mouvements sociaux une orientation politique

France au cours de la Deuxième Guerre mondiale, qui a rompu avec le Parti communiste brésilien (PCB) dans les années 1960 pour former le Parti communiste brésilien révolutionnaire (PCBR), aujourd'hui membre de la Direction nationale du PT. Ce document soulignait l'apport positif des expériences propres des divers courants d'extrême gauche à la construction du PT, aussi longtemps que le cadre de fonctionnement du parti était respecté.

Il faut d'ailleurs noter que la préparation et la tenue des congrès régionaux et nationaux du PT sont marquées par la plus grande liberté d'expression, de propositions d'amendements ou de plates-formes alternatives à celles des directions.

Le comportement ultra-sectaire de la Convergence Socialiste (CS), organisation qui se réclame du courant international aujourd'hui regroupé dans la Ligue internationale des travailleurs (LIT), et dont le dirigeant le plus connu est l'Argentin Nahuel Moreno, a conduit à une réouverture du débat. La direction du PT a produit un nouveau document dont nous publions de larges extraits. Nous publions à sa suite la réponse parue dans le journal *Em Tempo* sous la signature de Flavio Andrade, l'un des principaux animateurs du journal.

La démocratie est aussi un apprentissage difficile.

D.J.

9 septembre 1982.

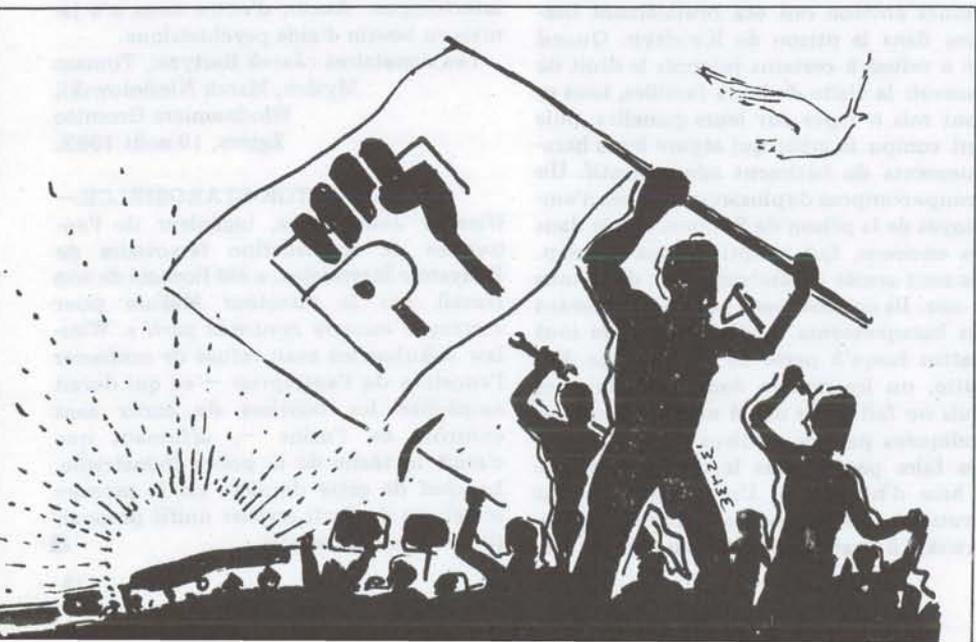
unificatrice, définie démocratiquement et appliquée sans hésitations. En somme, un parti de type nouveau, de lutte et de masse, guidé par les principes de totale liberté dans la discussion et d'unité dans l'action.

C'est à ce défi qu'ont été confrontés les courants d'extrême gauche au sein du PT. Ils n'ont pas connu auparavant ce type original d'organisation. C'est ce qui explique leur résistance — et parfois leur refus ouvert ou voilé, complet ou partiel — de ces caractéristiques inédites. Et cela se reflète dans la conception de ce que devrait être, selon eux, le PT, et dans leurs difficultés quotidiennes à assimiler nos normes de fonctionnement et d'orientation. La résolution de la Commission nationale provisoire cherchait déjà, voilà un an, à cerner les causes de telles résistances et appelait les courants politiques à les prendre à bras le corps pour les surmonter. (...)

Quelle a été, depuis, l'évolution ?

Un retour en arrière sur un an montre que les courants d'extrême gauche ont

1. Cf. *Em Tempo*, « Des dirigeants du PT précisent leur conception du socialisme », *Inprecor* numéro 117, du 25 janvier 1982 ; Daniel Jebrac, « Un entretien avec Luis Inacio Da Silva "Lula" sur les élections brésiliennes et la Pologne », numéro 120, du 8 mars 1982 ; A. Jos, « Brésil : le grand malade des Amériques », numéro 124, spécial économique, du 23 avril 1982 ; Daniel Jebrac, « Nouvelles victoires dans la construction du PT », numéro 126, du 17 mai 1982.



adopté des pratiques différentes vis-à-vis de notre organisation.

Une partie d'entre eux, assimilant les caractéristiques originales du parti, s'est engagée dans sa construction conformément à sa définition et à ses principes. Ils ont confirmé de manière éclatante que la confiance exprimée, l'an passé, par la résolution de la Direction nationale était justifiée quant à la possibilité pour les courants d'extrême gauche, avec leur passé de luttes et le potentiel politique de leurs militants, de contribuer effectivement à la construction du PT.

Une autre partie cependant a adopté des pratiques qui révèlent leur scepticisme envers le PT. Persistant dans une ligne politique définie avant l'apparition de notre parti, ces courants n'ont pas réussi à prendre en compte, à partir de cette réalité nouvelle, le caractère original de l'expérience ni les responsabilités qui leur incombaient dans la consolidation du PT, en tant que courants se réclamant du mouvement ouvrier et populaire. Le PT n'a représenté pour eux qu'un élément supplémentaire de l'actuelle conjoncture ; aussi s'est-il agi, pour eux, de l'adapter à leurs intérêts propres et de l'utiliser le mieux possible. De telles pratiques se révèlent à travers un ensemble d'attitudes déjà soulignées à plusieurs reprises par la Direction nationale.

Une première attitude est illustrée par certaines tendances qui agissent comme si le PT était un simple front politique de la gauche, une simple somme de courants. Elles attribuent donc au PT un rôle purement tactique et conjoncturel, et n'envisagent pas en son sein autre chose qu'une possibilité d'accords temporaires autour d'objectifs partiels. Elles en viennent à ne pas croire au PT, à ne pas respecter les décisions prises par l'ensemble de ses militants, à violer en permanence l'unité d'action, et à mettre en pratique une politique propre indépendamment du PT.

Une seconde attitude peut être caractérisée comme « instrumentaliste » : elle considère le PT comme un simple mécanisme de transmission de leur propre politique. Les courants qui adoptent une telle attitude cherchent à utiliser les structures de notre propre parti au profit de leurs propres intérêts particuliers. Ils ne sont intéressés au développement du PT que dans la mesure où il nourrit leur propre croissance. Ils sont en permanence préoccupés de contrôler les instances du parti et limitent la participation d'autres militants, agissant ainsi objectivement contre le PT. Ils ne voient pas le PT comme un instrument nouveau, produit des luttes des travailleurs et de leurs formes d'organisation les plus élevées, mais comme un simple instrument de leur propre politique. Certaines tendances, adeptes de l'entrisme, en arrivent à l'accuser d'être un instrument « contre-révolutionnaire » et cherchent à lancer l'ensemble des militants dans des tendances qui se marginalisent de plus en plus par rapport au parti.

Une troisième attitude n'est en réalité qu'une variante de la précédente, mais

# Partido dos Trabalhadores

P/dep. federal: P/governador: P/dep. estadual:



## Trabalhadores no poder



Affiche électorale du PT. (DR)

sous une forme encore plus nocive. C'est la politique de « l'entrisme » adoptée par certaines tendances. Pour ces courants, le PT n'est pas un instrument révolutionnaire, tout simplement parce qu'il ne partage pas leurs idées. Ils sont pourtant obligés de reconnaître le fait indiscutable que le parti est fondamentalement composé de travailleurs et qu'il gagne chaque jour davantage d'audience parmi les masses exploitées de toutes les régions du Brésil. Il ne reste à ces courants que le choix d'entrer au PT en vue de se rapprocher des travailleurs et de se renforcer en tant que courants. En dernière analyse, ils prétendent faire du PT leur parti, le porte-parole de leurs idées, en parasitant le parti. Commençant à percevoir que le PT fera difficilement siennes leurs propositions étroites, ces secteurs se fixent déjà comme objectif de regrouper autour d'eux un nombre significatif de partisans au sein du PT, en vue de rompre avec le reste du parti à la première occasion. La politique de l'entrisme est une politique fractionnelle qui, en dernière instance, conduit à la division et à l'affaiblissement du PT.

### DÉFENSE DU PT

Au cours de l'année écoulée, les exemples d'attitudes déformées indiquées ci-dessus se sont multipliées (notamment autour de la désignation des candidats aux élections). (...)

L'exemple le plus frappant de ces déviations est fourni par le document qui a été porté à la connaissance de la direction exécutive du parti et à été rendu public pendant notre dernière réunion nationale (2). Attribué à un certain courant (ou partie de ce courant) qui prétend soutenir le PT, le document révèle clairement jusqu'où peut aller cette politique entrisme. Il contient les attaques les plus furieuses contre le PT et contre sa direction, au milieu d'un tas de falsifications et de critiques échevelées. Il en vient même à confesser que, pour ce courant, il n'y a que deux options : ou il parvient à mode-

ler le PT à son image, ou il doit rompre avec l'ensemble du parti.

Il est inutile de répéter que la Direction nationale a des responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de la classe travailleuse des villes et des campagnes, et non envers tel ou tel courant. En conséquence, il faut qu'il soit clair que nous n'hésiterons pas à prendre des mesures énergiques contre ces déviations opportunistes et à les extirper du PT, afin de maintenir, honorer et approfondir les engagements que le parti a pris devant l'ensemble des couches exploitées du pays et non envers des petites sectes.

Les pratiques en question sont incompatibles, à l'évidence, avec les propositions de notre parti. Elles doivent être discutées, critiquées et rejetées avec fermeté par l'ensemble des militants. Ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent avec la vigueur nécessaire. (...)

Il est de plus en plus clair que les questions soulevées ici doivent être prises en charge par l'ensemble du parti de manière à garantir que la défense de ses caractéristiques essentielles soit l'œuvre collective du parti, et cela sans retard. On ne peut tolérer que le PT soit un instrument aux mains de certains courants étriés. Il faut qu'il soit l'instrument des travailleurs et de leurs luttes. Telle est la tâche de l'ensemble des militants à l'étape actuelle de sa construction.

Ou bien ces tendances prennent conscience de la nécessité de rectifier leur comportement politique à l'intérieur — et, pourquoi pas, à l'extérieur — du parti, ou bien il n'y aura plus de place pour de telles déviations dans le Parti des travailleurs (PT). Qui vivra verra ! ■

Direction nationale  
du PARTI DES TRAVAILLEURS (PT)  
Sao Paulo, juin 1982.

2. Il s'agit d'un document de la Convergence Socialiste (CS) dénonçant le PT et sa direction comme « réformistes » et définissant en conséquence sa propre présence au sein du PT comme un « entrisme provisoire ».

## 2. La réponse de Em Tempo

Flavio ANDRADE

Le but fondamental de la dernière résolution du Parti des travailleurs (PT) sur ses relations avec les autres courants de l'extrême gauche, semble être de répondre à la Convergence Socialiste (CS), formellement désignée par certains membres de la Direction nationale du parti. Vu la réputation gagnée par les positions entrainées, absurdes et sectaires, de la Convergence Socialiste (CS) au sein du PT, avec des répercussions jusque dans le dernier pré-congrès national, la Direction nationale du parti ne pouvait manquer de s'exprimer. En ce sens, la résolution qui vient d'être lancée pour la discussion interne est avant tout bienvenue.

Un parti ne se construit pas sans un intense débat interne. Sa consolidation programmatique et idéologique, l'affermissement de sa ligne politique, l'affirmation de sa démocratie, la construction et la légitimation de ses directions sont autant de processus qui ne se règlent pas en un congrès. Ils sont le fruit d'une pratique et d'une discussion quotidiennes face aux événements externes et internes. Et, sur ce terrain du débat, il faut reconnaître que la direction du PT n'a pas été aussi présente que souhaitable, principalement dans le cadre des pré-congrès régionaux.

La résolution est donc doublement positive. Elle répond avec vigueur et de façon offensive aux graves défauts de la Convergence Socialiste et, en même temps, elle alimente une question permanente et de fond pour la construction du parti : celle de ses rapports avec l'extrême gauche.

### UNE ÉPREUVE DE VÉRITÉ POUR TOUTE L'EXTRÊME GAUCHE

C'est une discussion dans laquelle nous, les gens d'*Em Tempo*, entrons de bon cœur et avec franchise.

C'est nous qui, la veille du pré-congrès national, avons rendu public le combat contre l'entrisme de la Convergence Socialiste. Mais, plus important que cela, et toute modestie mise à part, c'est la cohérence et les succès de notre trajectoire depuis la première heure au sein du PT, qui nous permettent une sérénité reconnue dans cette discussion, en général si malaisée pour la majorité de l'extrême gauche (3).

L'apparition du PT, on ne le répètera jamais assez, a vu éclore la profonde crise que vivait la majorité de la gauche brésilienne. Certains groupes stalinien comme le Parti communiste brésilien (PCB), le Parti communiste du Brésil (PC do B) et le Mouvement révolutionnaire 8-October (MR-8) ont été purement et simplement démasqués, révélant au grand jour leur rôle de simples forces auxiliaires de la bourgeoisie (4). Aujourd'hui, c'est dans le Parti du Mouvement démocratique brési-

lien (PMDB), et à prix fort, qu'ils cherchent à faire prospérer leurs appareils.

Mais ce sont les autres groupes, tous littéralement entraînés au sein du PT — à l'exception de nous-mêmes et de la Convergence Socialiste —, qui nous intéressent de plus près. Le groupe dirigé par Osmarzinho, après avoir tenté en vain de boycotter la construction du PT, a dû quitter le parti, et se réfugie aujourd'hui au sein du PMDB (5). L'Accao Popular (AP - Action Populaire) a été le groupe qui a le plus souffert de la crise suscitée par la naissance du PT : après avoir balancé longtemps dans le dilemme Parti populaire ou Parti des travailleurs, elle a fini par s'effondrer comme organisation, et ses militants sont aujourd'hui dispersés aux quatre coins de l'éventail de la gauche (6). Ala Vermelha (Aile rouge, anciennement liée au PC do B), qui a également beaucoup hésité lors de la formation du PT, a vu s'approfondir sa crise d'identité et est entrée dans la phase actuelle sans aucun dynamisme (7). Le groupe, rassemblé autour du journal *O Povo* (le Peuple), malgré les énormes progrès qu'il a fait dans la compréhension du PT et sa rupture avec les conceptions stratégiques staliniennes, a subi un choc si fort qu'il a fini par interrompre la parution de son journal sans perspective de le faire réparaître (8). Le groupe autour du journal *Companheiro* a été de ceux qui ont le moins hésité à en-

trer dans le PT (9). Mais il l'a fait avec une telle légèreté et un tel sectarisme, marqué par sa conception du PT comme un simple front politique, qu'il connaît depuis un certain temps une profonde crise interne, des divisions qui le paralysent, et il a fini par mettre également un terme à la parution de son journal.

Au milieu de ce tableau de décomposition de la majorité des groupes, la Convergence Socialiste et le groupe autour du journal *O Trabalho* se sont maintenus, mais en payant le prix fort (10). La Convergence Socialiste a montré que son adhésion de la première heure au PT était peu solide. De sorte qu'elle a seulement réussi à se maintenir et à affirmer son identité en développant un profond sectarisme au sein du parti. Quant à *O Trabalho*, au contraire, après un amour déçu avec la Convergence Socialiste, il a dû, pour se maintenir, passer de la dénonciation initiale du PT et du syndicalisme authentique comme « réformistes », à la louange officialiste, peu convaincante et peu fiable.

C'est pourquoi, et sans fausse modestie, il faut reconnaître que dans ce contexte de décomposition ou de zig-zags inexplicables des différents groupes de gauche, *Em Tempo* est un cas unique. Nous nous sommes engagés dans le PT avant même son lancement. Nous l'avons fait en suivant une même ligne cohérente

3. *Em Tempo*, fondé en 1977, a développé dès 1978 une ligne éditoriale favorable à la création d'un Parti des travailleurs et non d'un « parti populaire », d'un véritable parti et non d'un simple front. Le journal s'est ensuite fait l'écho et l'instrument de la campagne d'affiliation et de légalisation du PT. Dans les débats d'orientation, il a toujours souligné la nécessité de lier luttes quotidiennes et perspectives politiques d'ensemble : renversement de la dictature, grève générale, Assemblée constituante libre et souveraine. Cette préoccupation a prévalu pour l'essentiel dans la plate-forme électorale du PT contre une conception qui, sous prétexte que le pouvoir ne se prend pas par des élections, voulait réduire la plate-forme à des revendications immédiates sans même mentionner le renversement de la dictature. En revanche, le mot d'ordre démocratique d'Assemblée constituante n'a pas été retenu. Enfin, *Em Tempo* mène également un combat opiniâtre pour la construction d'une Centrale unique des travailleurs (CUT) et défend des positions internationalistes conséquentes sur l'Amérique centrale, la Pologne et la Palestine.

4. Le PCB est le Parti communiste traditionnel. Le PC do B (Parti communiste du Brésil) est une scission maoïste du début des années 1960, aujourd'hui influencée par l'Albanie. Le Mouvement révolutionnaire 8-October était, à l'origine, une organisation guérillériste de type castriste, aujourd'hui profondément stalinisée. Ces trois organisations, conformément à leur stratégie étagée, ont choisi de ne pas s'engager dans la construction du PT et de rester dans le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB), parti de l'opposition libérale dont le caractère bourgeois a encore été renforcé par sa fusion récente avec le Parti populaire (PP), connu comme le « parti des banquiers » et le repaire d'anciens putschistes de 1964, tel que le vieux politicien Magalhães Pinto.

5. Osmarzinho, dirigeant de la métallurgie de la banlieue de Sao Paulo, influencé par le maoïsme.

6. Action populaire (AP), organisation maoïste-populiste d'origine chrétienne.

7. Ala Vermelha (Aile rouge), organisation maoïste, scission du PC do B du début des années 1970.

8. Journal du Nordeste qui exprimait un courant d'origine maoïste.

9. *Companheiro*, journal qui exprime une position historique confuse, se réclamant du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) espagnol et du Parti socialiste ouvrier (SAP) allemand. Il s'est engagé dans la construction du PT mais en s'opposant à ce que le PT définisse une ligne commune pour ses militants dans le mouvement syndical ou étudiant, afin de pouvoir perpétuer une politique d'alliance changeante et opportuniste.

10. La Convergence Socialiste (CS), qui s'est formée au milieu des années 1970, est liée au courant international dit « moréniste ». *O Trabalho* est un journal proche de l'Organisation socialiste internationaliste (OSI) liée au Comité international de reconstruction (« lamberliste »). Cette organisation a d'abord caractérisé les syndicalistes « authentiques » comme des « jaunes » et le PT comme une « béquille de la dictature défaillante ». Elle a opéré un revirement spectaculaire à 180 degrés en 1981, dans le cadre de sa perspective de fusion avec la Convergence Socialiste. Après la rupture du Comité international en novembre 1981, les positions se sont retrouvées inversées. La Convergence Socialiste s'est enfoncée dans une ligne sectaire, alors que l'OSI fait le dos rond dans le PT.

11. L'Eglise, ou certains secteurs de l'Eglise, constituent en effet au sein du PT des courants non moins organisés que ceux de l'extrême gauche.

et toujours plus mûre, de combinaison de la construction du PT et de développement d'un courant marxiste révolutionnaire en son sein, subordonné au PT et en osmose complète avec lui. Comme preuve de cette trajectoire, il y a toutes nos diverses contributions et succès dans la vie du parti et de la gauche en général. Cette preuve, nous avons pu la voir encore récemment à l'occasion d'un débat sur le thème le PT et la gauche, organisé par le PT de l'Etat du Minas Gerais. En présence du camarade Apolonio de Carvalho, représentant de la Direction nationale, nous avons exposé avec franchise nos conceptions et nos pratiques, et personne n'a pu contester le caractère positif de notre apport à la construction du parti.

### MANQUE DE CLARTÉ ET DANGERS D'AMALGAMES

Cette longue parenthèse n'était pas inutile. Elle a pour but d'établir clairement de quel point de vue nous exprimons des observations critiques à la récente résolution de la Direction nationale du PT à propos de l'extrême gauche.

La réponse (à la Convergence Socialiste) est correcte et offensive, mais malheureusement superficielle, indirecte et peu explicite. Le but de la critique n'est pas clair (seules les personnes qui ont eu connaissance de la critique que nous avons faite de la Convergence Socialiste lors du Congrès national peuvent comprendre à quoi ce passage du texte fait référence). Et la conception entriste de la Convergence Socialiste n'est pas combattue sur le fond, de façon pédagogique, en exposant et réfutant point par point ses arguments. C'est pourquoi la position de la Direction nationale ressort vague, peu précise et peu fonctionnelle pour l'ensemble des militants. Ce qui restera concrètement pour la base du parti qui lira la résolution, c'est rien de plus qu'un avertissement et non une claire politique sur la façon de combattre l'entrisme et ses conséquences néfastes pour la construction du PT.

De plus, la résolution n'est pas seulement une réponse à la Convergence Socialiste. Il s'agit d'un bilan plus général des rapports entre le PT et les divers courants de l'extrême gauche. En cela, la résolution est — d'après nous — insuffisante. Là encore, le flou du texte, la non-explicitation des destinataires des éloges ou des critiques, fait qu'elle perd beaucoup de sa force potentielle. Pire que cela, cette imprécision peut jouer un rôle néfaste pour la vie du parti, semant une méfiance indistincte contre la gauche en général, alimentant un climat de rumeurs sous le manteau pour savoir qui est visé par les positions auxquelles la résolution fait seulement allusion. Par exemple, nombre des critiques peuvent retomber aussi bien sur l'Eglise que sur la Convergence Socialiste (11).

C'est d'ailleurs pourquoi le document perd beaucoup de sérénité et de maturité en comparaison avec celui publié voilà un an par la direction sur le même sujet. La résolution considérée, malgré un paragraphe qui reconnaît au passage que certains groupes de gauche ont un comportement engagé dans la construction du PT, est marquée par un esprit d'hostilité nocive et injustifiée envers l'extrême gauche dans le PT. Nocive parce que le PT, en tant qu'élément central de la gauche, doit la considérer de l'intérieur et non de l'extérieur, pour ne laisser à aucun prix l'espace ouvert à un anticommunisme qui est traditionnel dans la politique brésilienne. Et injustifiée parce que, comme nous l'avons souligné, presque toute l'extrême gauche dans le PT s'est comportée positivement envers le parti, même s'il en a coûté, pour la majorité des groupes, leur propre désagrégation.

### LA VALEUR DES IDÉES ET LA MANIÈRE DE LES DÉFENDRE

Par ce manque de mesure, le document en arrive à présenter des arguments pour le moins douteux. Il parle par exemple « d'extirper les déviations » dans le parti, mais sans distinguer concrètement

la lutte politique interne salutaire — dans laquelle le parti doit admettre la totale liberté de positions entre les protagonistes de la discussion — et la nécessaire sanction disciplinaire contre les ruptures envers l'unité du parti dans l'action. Il lance également des critiques peu précises en accusant l'extrême gauche aussi bien de rechercher à placer des candidats en tête des listes électorales que de s'y récuser. Ou encore, il critique ceux qui veulent faire du PT « leur » parti avec « leurs » idées. Or, tous les militants du PT non seulement peuvent mais doivent se préoccuper de l'orientation du parti, et donc avoir des propositions de chaque instant pour contribuer au processus de construction. Ce qui est mauvais, ce n'est pas d'avoir des idées propres, l'important, c'est la valeur de ces idées et la manière de les défendre à l'intérieur du parti.

Au-delà de ces confusions, le texte ne souligne pas ce qui est le plus important dans une évaluation générale : le rôle spécifique que l'extrême gauche peut avoir et a au sein du PT. Dans la contribution à la discussion de sa ligne politique — comme cela a été démontré clairement dans l'élaboration de sa plate-forme électorale —, dans la précision de ses positions comme dans l'affaire des Malouines, dans la formation idéologique de sa perspective socialiste, dans la définition de sa ligne d'intervention dans les différents secteurs de masse ...

Enfin, les faiblesses mentionnées marquent la résolution aujourd'hui soumise à la discussion dans tout le parti. Elles doivent être corrigées prochainement par la Direction nationale. C'est seulement de la sorte que les militants auront entre les mains une arme effective pour combattre les déviations qui se produisent dans le parti, et disposer d'un instrument pour son développement et sa consolidation politique. ■

Flavio ANDRADE

« Em Tempo »,  
Sao Paulo, 17 juin 1982.

## En souscription : A. Zimine

« Le Stalinisme  
et son Socialisme réel »

### A. Zimine

« Communiste soviétique du dernier quart de siècle », comme il se définit lui-même, l'auteur est un survivant des camps staliniens, un de ces communistes qui auraient dû disparaître pour que l'on puisse dire qu'ils n'avaient jamais existé.

Il vit toujours en Union soviétique.

44 F + PORT  
5,80f

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

VILLE .....

Veuillez trouver ci-joint un chèque de ..... pour .....  
exemplaires du livre de A. ZIMINE, libellé à l'ordre de PEC, 2, rue  
Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Je désire le recevoir à l'adresse ci-dessus. (1)

Je passerai le prendre à la librairie LA BRECHE, 9, rue de Tunis,  
Paris 75011. (1)

..... F + ..... F de frais de port.

P la mention inutile.

# Neuf ans après le coup d'Etat, un début de recomposition politique

**L**E 11 septembre 1973, les militaires chiliens renversaient le gouvernement de Salvador Allende. Ils mettaient ainsi brutalement fin à la montée révolutionnaire qu'a connue le Chili après la victoire électorale de l'Unité populaire (UP) aux élections générales du 4 septembre 1970.

Le 11 septembre 1973 ouvrait un processus contre-révolutionnaire qui allait voir la destruction de toutes les organisations du mouvement ouvrier et du mouvement de masse.

Jair GIL

Sous les effets de la remontée de la lutte de classe en Amérique latine, marquée en particulier par les développements révolutionnaires en Amérique centrale, par les changements brusques qui affectent les autres pays du Cône Sud, tels que l'Argentine ou la Bolivie, et par les coups de la crise économique mondiale qui frappent de plein fouet le Chili, la dictature militaire du général Augusto Pinochet connaît ses premières fractures. Les forces ouvrières et populaires se réorganisent. Un nouveau processus de recomposition politique est en cours.

## I. — LA DESTRUCTION DU CHILI

Après septembre 1973, la junte militaire a entrepris la destruction systématique des organisations ouvrières et populaires. Répressions massives, assassinats, emprisonnements étaient alors quotidiens. Il fallait « extirper le marxisme jusqu'à la troisième ou à la quatrième génération », selon les paroles du général d'aviation Leigh, membre de la junte militaire.

Cette entreprise d'anéantissement ne s'est pas cantonnée au mouvement ouvrier. Près de dix années plus tard, les militaires chiliens ont aussi détruit l'économie, bradé les principales ressources du pays et bouleversé les fondements de la société traditionnelle chilienne.

A partir des années 1920, et jusqu'à septembre 1973, le Chili a connu un processus d'industrialisation qui, par-delà les variations de conjoncture et en dépit des déformations inhérentes à toute économie dépendante, s'est développé de manière quasi continue. Cette industrialisation a façonné le Chili moderne.

En utilisant l'Etat comme levier essentiel (en particulier avec la création de la CORFO - Corporacion para el Fomento de la Produccion), il s'agissait d'impulser de façon combinée :

- la création d'industries nationales sous contrôle de l'Etat (textile, sidérurgie, électricité, etc.),

- la « chiliénisation progressive » des ressources minières, et en particulier du cuivre, à partir du milieu des années 1960 sous le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei ;

- une politique douanière hyper-protectionniste tendant à limiter les importations ;

- une politique de réforme agraire, limitée dans ses réalisations par la résistance de l'oligarchie terrienne.

Ainsi, malgré l'existence de grosses sociétés britanniques et surtout américaines après la Seconde Guerre mondiale (en particulier les fameuses Anaconda ou Kennecot Co dans l'extraction du cuivre), le pays a connu un développement industriel modeste et dispersé en petites unités de production, mais concentré dans des branches telles que la métallurgie, la chimie, la cellulose.

C'est ce qui a déterminé la marginalisation progressive de l'oligarchie terrienne au profit de la bourgeoisie industrielle, le gonflement des services publics et la fonctionnarisation de la classe moyenne chilienne, le développement d'un prolétariat concentré dans plusieurs secteurs, mais surtout dans les mines.

Ces transformations sociales ont façonné depuis le début du siècle un champ politique qui présente des similitudes avec celui des pays capitalistes plus développés, avec des partis bourgeois classiques tels que libéraux et conservateurs, puis Démocratie chrétienne (DC) et Parti national (PN), et des partis ouvriers de masse indépendants comme le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste chilien (PCh). Il s'agit-là d'un cas unique en Amérique latine.

C'est cette structure qui a été bouleversée en profondeur par les militaires. Le coup d'Etat de 1973 n'a pas restauré seulement les valeurs de la réaction traditionnelle après avoir brisé une montée révolutionnaire. Il n'a pas seulement fait table rase des trois années de « l'expérience » de l'Unité populaire. Il a brisé toute la dynamique de la société chilienne depuis les années 1930.

La bourgeoisie a en effet tiré parti

Neuf années après le *golpe*, la situation chilienne reste marquée par le poids de cette terrible défaite et de la destruction physique qu'a subi le mouvement ouvrier chilien. Pourtant, ces dernières années, sont apparus les premiers indices d'un changement dans la situation politique.

des nouveaux rapports de force entre les classes issus de la défaite brutale du prolétariat chilien, afin de réorganiser l'économie capitaliste, d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail et de créer les conditions d'une reprise économique sur la base de l'écrasement des travailleurs.

Un premier débat économique a alors surgi entre les partisans de la junte militaire, opposant ceux qui préconisaient un modèle corporatiste fondé sur une économie semi-autarcique (projet défendu notamment par Pablo Rodriguez et les dirigeants du mouvement fasciste « Patrie et Liberté », inspirés par l'exemple de l'Espagne des débuts du franquisme), et les partisans d'une politique économique néo-libérale ouvrant totalement le Chili aux lois du marché mondial, conformément aux théories monétaristes des économistes de l'Ecole de Chicago, disciples de Milton Friedmann, surnommés les « *Chicago Boys* ». Les pressions de l'impérialisme et du Fonds monétaire international (FMI) ont ainsi imposé une intégration maximale au marché mondial.

A l'heure où la crise de surproduction sévissait et où le système impérialiste recherchait avidement de nouveaux marchés, l'impérialisme devait se saisir des nouveaux rapports de forces instaurés en 1973 pour imposer ses exigences au Chili. Pour les multinationales et les « transnationales financières », le pays devait devenir un nouveau marché, que l'on submerge de produits finis et semi-finis (biens de consommation durables, automobiles japonaises, textiles, sidérurgie, etc.) et de surplus agricoles (blé) américains. Il devint un terrain de chasse privilégié de la spéculation financière et bancaire.

La politique économique chilienne s'est alors conformée aux exigences du FMI et des « *Chicago Boys* » :

- remise en cause du rôle de l'Etat sous prétexte de restaurer l'initiative privée ;

- modernisation de la production en laissant jouer à plein les lois de la concurrence sauvage et en supprimant toute lé-

gislation protégeant l'industrie nationale et tous barrages douaniers ;

— refus de tout déficit budgétaire, par la suppression d'une série de services sociaux, et limitation du rôle de l'Etat sur le plan économique au seul contrôle de l'émission monétaire.

Cette politique d'ensemble a eu des effets profondément dévastateurs. Elle a abouti à la privatisation d'une série de secteurs tels que l'industrie du bois, la sidérurgie, l'électricité et certaines ressources minières, même si la junte n'est pas allée jusqu'à la dénationalisation des principales mines de cuivre. Des services sociaux décisifs comme la santé, la Sécurité sociale ou l'éducation ont été démantelés. Les enseignants ont été transformés en employés municipaux. L'établissement de droits de douane les plus faibles du monde a ouvert la voie à une invasion de produits d'importation. Enfin, le redéploiement économique a été conduit sur la base d'un endettement massif atteignant plus de 15 milliards de dollars en 1982.

Mais le désastre a été tel que l'Etat a dû intervenir à l'encontre de ses propres dogmes économiques pour racheter le montant des dettes de banques privées au bord de la faillite. Les effets de cette politique ont été multiples :

— Elle a provoqué un effondrement de l'appareil industriel : une baisse de la production de 20 à 30 % dans le textile, de 50 % dans la sidérurgie, de près de 60 % dans la construction ;

— Les faillites se sont multipliées dans le secteur industriel : 433 en 1981, déjà 500 pour le seul premier semestre de 1982 ;

— Elle a provoqué une chute de la production agricole : — 80 % pour la production de blé par exemple ;

— Elle a engendré une croissance galopante du chômage. Le Chili est passé de 10 % de chômeurs sur la population active dans les années 1960 à près de 30 %, soit plus d'un million de chômeurs sur une population totale de 10,5 millions d'habitants ;

— Elle a imposé une terrible réduction du pouvoir d'achat avec une hausse constante des prix et une pression non moins constante sur les salaires. Alors que la productivité a augmenté de 74 % entre 1976 et 1980, les salaires n'ont augmenté que de 42,5 %. Pour avoir une idée du niveau de vie des travailleurs chiliens, il faut savoir que le salaire moyen d'un ouvrier est de 6 000 à 8 000 pesos alors que le prix du kilo de pain est de 40 pesos : par rapport au prix du kilo de pain, le salaire moyen chilien équivaldrait donc à un salaire moyen de 600 francs par mois en France ;

— Les inégalités se sont creusées au fur et à mesure de la progression de la crise. A Santiago du Chili, la capitale, un habitant sur 16 est sans maison (la ville compte 3,4 millions d'habitants). Alors que le revenu par tête dans le quartier bourgeois de Providencia est estimé à 2 500 dollars par mois, il n'est que de

24 dollars dans la banlieue ouvrière de Pudahuel. Alors qu'il y a un analphabète sur 4 000 habitants à Providencia, on en compte un sur 35 à La Granja (autre quartier ouvrier). Les soupes populaires se multiplient dans les bidonvilles (*po-blaciones*) de Santiago ;

— Il y a une crise financière généralisée et une chute libre de la monnaie : le dollar est passé de 39 à 60 pesos, voire 90 au marché noir. Le secteur endetté est ainsi ruiné et la spéculation se déchaîne.

Ces quelques données offrent un aperçu des destructions qu'a connu le Chili et des mutations sociales qui en ont résulté. La liquidation de secteurs industriels entiers a produit une mise à l'écart de la bourgeoisie industrielle au profit de nouveaux secteurs du capital financier étroitement liés au capital étranger. Ce sont les groupes financiers liés au capital bancaire qui constituent aujourd'hui les groupes de pression économiques décisifs : les groupes Vial, Cruzat-Larrain, Angelini, Matte, Edwards.



Le prolétariat a maintenu certaines positions sociales, en particulier dans ses bastions miniers et les industries complémentaires, ainsi que dans certains secteurs indispensables au marché intérieur. Mais, avec un taux de chômage de 30 % ajouté à la répression policière, la classe ouvrière a connu un processus de division et d'atomisation sociale. La division est particulièrement vive entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas.

La petite bourgeoisie a connu un processus de prolétarianisation, et même, dans certains cas, de « lumpen-prolétarianisation », car le petit commerçant ou le chauffeur de taxi qui perdent leur fonds de commerce ou leur outil de travail ne peuvent, dans les conditions actuelles, s'intégrer au processus productif. Ils survivent par de « petits boulots ». Alors qu'elle avait jadis profité du développement des services de l'Etat, la petite bourgeoisie est aujourd'hui broyée par la crise. C'est l'une des transformations les plus importantes de la société chilienne intervenues au cours des dernières années.

Quant à la paysannerie, qui représente 20 % de la population active, elle souffre

d'une situation de chômage endémique liée à la baisse de la production de blé et à la liquidation de toutes les principales mesures de réforme agraire antérieures.

La répression menée par la dictature retarde encore la traduction politique explosive de ces bouleversements.

## II.— LA CRISE DE LA DICTATURE

Neuf ans après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, non seulement les forces ouvrières, mais tous les secteurs d'opposition — y compris au sein des forces armées —, et même la presse officielle comme *El Mercurio*, parlent d'un début de crise de la dictature. Le remaniement de l'équipe gouvernementale à la fin août 1982 en est un indice supplémentaire.

Parler de crise peut apparaître exagéré ou prématuré lorsqu'on considère l'efficacité de la répression dans le blocage de la situation. L'appareil militaro-policière reste solidement arc-bouté derrière le général-président Pinochet. Mais, derrière cette apparente stabilité politique, les fondements de la dictature sont profondément minés.

Sans pouvoir être identifié aux régimes fascistes de l'entre-deux guerres en Europe, il est un fait que le régime contre-révolutionnaire instauré en 1973 a disposé initialement d'une certaine base sociale, non seulement dans la bourgeoisie, mais dans la mobilisation d'un secteur significatif de la petite bourgeoisie. Ces secteurs, dans le cadre de la polarisation du début des années 1970, s'étaient dressés non seulement contre l'UP, mais aussi contre le prolétariat et ses organisations.

Le grand changement qui est en train de se manifester depuis le début des années 1980, c'est l'effritement de cette base sociale de la dictature. Cette base sociale comprenait des secteurs de la grande bourgeoisie industrielle ou certains groupes corporatifs de l'industrie nationale qui ont été balayés par les groupes financiers. Elle comprenait des secteurs de la petite bourgeoisie aujourd'hui laminés par la crise économique. Il existe aujourd'hui ce qu'un dignitaire du régime appelle pudiquement « un processus de distanciation » de ces secteurs vis-à-vis de la junte. Ainsi, non seulement la Démocratie chrétienne, qui avait appuyé le coup d'Etat, se retrouve-t-elle dans l'opposition, mais des personnalités du régime, comme le général Leigh (ancien chef de l'aviation) ou Vilarin (chef de file du syndicat des camionneurs qui avait joué un rôle clef dans la déstabilisation de l'UP), se proclament désormais « membres de l'opposition ». Au sein même du gouvernement, des équipes para-gouvernementales, des techniciens et des politiciens qui soutiennent la junte, les médias font désormais maintenant publiquement la distinction entre « duros y blandos » (durs et mous).

— Les « duros » sont ceux qui se réclament d'un modèle nationaliste et corporatiste, réclament un renforcement de la répression, considèrent la dictature

comme éternelle, s'insurgent contre tout régime démocratique, demandent à Pinochet de prolonger son mandat au-delà de 1989, date fixée par la nouvelle Constitution pour envisager un changement de régime.

— Les « *blandos* » sont ceux qui défendent intégralement le modèle économique néo-libéral, cherchent à le traduire politiquement par l'institutionnalisation d'une « démocratie restreinte » qui combinerait le maintien de la dictature et la désignation d'une Assemblée plus large.

Aucun des deux courants ne remet réellement en question la continuité de la dictature, mais discussions et polémiques remplissent quotidiennement la presse. Dans ce contexte de fermentation politique, c'est l'assemblée des généraux et sa figure bonapartiste, Augusto Pinochet, qui demeurent l'axe du régime actuel, de plus en plus articulé autour de l'appareil militaro-policié.

Cet appareil connaît pourtant aussi ses divisions, mais de façon extrêmement médiée par le fonctionnement verticaliste de l'institution militaire et le poids personnel de Pinochet au sein de l'assemblée des cinquante généraux qui se réunit régulièrement pour décider de tout. Pinochet, qui avait coutume de proclamer que l'armée marchait derrière lui comme un seul homme, a récemment répondu à un journaliste qui l'interrogeait à propos de possibles divisions parmi les militaires : « *Je ne sais pas !* »

Pourtant, le pouvoir reste entre les mains des militaires, non en raison de la force même de leur appareil, mais en fonction des conditions paradoxales créées par le coup d'Etat. Alors que la crise économique et sociale atteint des proportions vertigineuses, la situation du mouvement de masse ne connaît ses premiers développements que maintenant, neuf ans après le coup d'Etat. Le décalage entre la crise socio-économique et la faiblesse du mouvement de masse explique les marges de manœuvre dont dispose encore la junte. Cela tient aussi à l'absence d'alternative capitaliste à la dictature. S'il existe de nombreux secteurs d'opposition bourgeoise, la politique de l'impérialisme se concentre toujours dans le soutien à Pinochet.

La droite et l'extrême droite restent dissoutes dans les organes para-gouvernementaux. La Démocratie chrétienne, parti classique de la bourgeoisie industrielle chilienne, appuyée sur la petite bourgeoisie, a perdu avec la crise une part importante de sa base sociale. Elle peut toujours servir de couverture à une série de manifestations d'opposition, comme lors des obsèques de son leader, l'ex-président Eduardo Frei (1966-1970). Elle peut même se reconstituer à l'occasion d'un changement de situation. Mais elle ne peut représenter, du fait de l'effritement de sa base sociale, une garantie de relève politique fiable aux yeux de l'impérialisme et du grand capital chilien.

C'est cette combinaison entre la crise, la faiblesse de développement du mouvement de masse et l'absence d'alternative politique bourgeoise, qui permet de retar-

der l'explosion d'une crise politique.

Devant le mûrissement des conditions d'une telle crise, des sensibilités divergentes se manifestent néanmoins dès à présent dans les rangs de la bourgeoisie :

— La première, prenant son parti de l'affrontement qu'elle considère déjà comme inéluctable, entend le préparer pour infliger une deuxième défaite au mouvement ouvrier. Certains secteurs de l'armée s'y emploient ouvertement. D'autres, comme Pinochet lui-même, l'envisagent tout en essayant de le retarder le plus possible. Ce projet existe donc bel et bien, même s'il ne peut se matérialiser dans l'immédiat, tant serait grand le risque d'explosions sociales.

— La deuxième entend profiter de la faiblesse actuelle du mouvement de masse pour préparer une ouverture démocratique contrôlée en excluant ceux qu'elle appelle « *les marxistes* », mais en rétablissant certaines libertés démocratiques formelles. Ce projet n'est guère crédible dans l'immédiat, faute d'instruments politiques capables de le garantir.

— La troisième est celle qui l'emporte pour le moment. Elle consiste dans la poursuite de la politique actuelle tout en s'efforçant de contenir la recomposition du mouvement de masse par une politique de répression sélective. C'est ce qui explique le soutien à la politique de Pinochet.

Mais tous se rendent compte qu'une telle politique est impraticable à long terme, et qu'il faudra tôt ou tard choisir entre un nouvel affrontement ou une ouverture la plus étroite possible. Dès lors, il est possible que la coalition actuelle éclate et qu'apparaissent de nouvelles différenciations. C'est l'essor même du mouvement de masse et la nature de sa direction qui détermineront pour une bonne part la dynamique des événements.

Quoi qu'il en soit, ces choix politiques posés devant la bourgeoisie chilienne justifient plus que jamais pour le mouvement ouvrier la perspective du renversement révolutionnaire de la dictature au moyen de la mobilisation de masse, de la grève générale et de l'armement des travailleurs.

L'ampleur de la catastrophe économique et les contrecoups des développements politiques dans l'ensemble des pays du Cône Sud ne peuvent cependant permettre d'écarter des tournants brusques de la situation avant même que les principaux protagonistes, bourgeoisie et prolétariat, ne soient prêts à l'affrontement.

### III.— LA RECOMPOSITION DU MOUVEMENT DE MASSE

ment de masse. Toutes les organisations ouvrières et populaires ont été liquidées ou désintégrées. La Centrale syndicale unique des travailleurs (CUT) est démantelée. Les partis ouvriers sont brisés par la répression systématique contre les mili-

Depuis le 11 septembre 1973, on peut distinguer trois phases dans la dynamique du mouvement de masse :

— De 1973 à 1977-1978, la vague contre-révolutionnaire a brisé le mouve-

tants ou par l'exil forcé de leurs membres et responsables. La terreur blanche généralisée par les services de la DINA et du CNI dans les usines, les quartiers et les *poblaciones* paralysent alors tout mouvement. Seuls subsistent et résistent le PC, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), quelques noyaux du PS et de militants trotskystes.

— De 1978 à 1980 ont eu lieu les premières mobilisations. Face au « *plan laboral* » qui légalise les syndicats dans un cadre restrictif, les travailleurs commencent à utiliser la nouvelle législation pour recommencer à se réunir et à défendre des revendications élémentaires contre les licenciements ou les fermetures d'usines. Ils recommencent ainsi à agir comme classe, c'est-à-dire de manière collective. C'est alors que se produit une première vague de grèves contre les liquidations d'usines, comme celle de PANAL, entreprise textile menacée de fermeture. d'usines, comme celle de PANAL, entreprise textile menacée de fermeture. Ces grèves eurent un aspect contradictoire : échecs dans les résultats obtenus en matière d'emploi ou de salaire, mais première étape dans la recomposition du mouvement de masse.

— A partir de 1980-1981, les travailleurs dépassent cette première phase de luttes semi-spontanées et, tout en poursuivant les luttes, amorcent un processus d'organisation ou de réorganisation de leurs forces, en particulier sur le plan syndical.

Après avoir subi la terreur, les masses chiliennes ont « *tout perdu, même la peur* », selon les mots d'un dirigeant syndical de MEDECO (entreprise du cuivre) et commencé à se réorganiser. Cette évolution reste cependant marquée par des caractéristiques bien particulières.

Tout d'abord, la réorganisation du mouvement ouvrier connaît des limites structurelles du fait de la situation de catastrophe économique, avec 30 % de chômage, la faillite quotidienne de dizaines d'entreprises, la réduction d'effectifs de 40 à 60 % dans une série d'usines. La menace de licenciements et la division entre actifs et chômeurs pèsent lourdement sur les possibilités de développement du syndicalisme.

En revanche, des dizaines de milliers de travailleurs, sans emploi et pratiquement sans moyens de subsistance, sont disponibles pour la révolte, voire l'action violente. Des explosions sociales sont possibles.

Aussi, l'unification de tous les secteurs de la classe ouvrière, en associant les chômeurs à l'activité des syndicats, en impulsant des coordinations dans les zones industrielles ou les *poblaciones*, entre organisations syndicales et populaires (associations de voisins, de femmes, de jeunes, ...), constitue une tâche centrale pour les révolutionnaires.

C'est d'ailleurs ce qu'ont entrepris des syndicalistes responsables de la FESIMA (Fédération syndicale de la région de Maipu dans les faubourgs de Santiago), qui ont mis sur pied une coordination territoriale de plus de 20 syndicats et orga-

nisations de masse. C'est aussi ce qui se fait dans la *poblacion* de La Legua, où une coordination de partis politiques (PC, MIR, PS-Vanguardia) organise des « ateliers ouvriers », c'est-à-dire des comités de soutien aux syndicats, en y associant les chômeurs.

L'essentiel des forces qui s'intègrent à cette renaissance encore fragile du mouvement de masse proviennent de « nouvelles générations » : des travailleurs de 20 à 30 ans, qui n'avaient donc que 10 à 20 ans au moment du coup d'État de 1973. De la génération plus expérimentée, mais durement atteinte par la répression, la défaite et l'exil, seule une minorité a pu reprendre le combat. La masse des sympathisants de l'UP reprend aujourd'hui le combat syndical ou politique par des canaux qui ne sont pas ceux des partis ouvriers de masse de l'UP, essentiellement le PS et le PC.

Cette réorganisation du mouvement de masse intervient dans un contexte de luttes encore partielles, fragmentées et isolées. Dans ces conditions, une certaine coupure apparaît entre des secteurs engagés dans la reconstruction des organisations syndicales dans une optique « trade-unioniste », faite de défiance envers les vieux partis de l'UP et d'un rejet plus global de la politique, et d'autres secteurs dont la démarche consciente est plus directement anti-dictatoriale, avec y compris une disponibilité à se lancer dans la lutte armée dans les *poblaciones*, dans la jeunesse politisée et parmi les sympathisants des partis.

Pour l'avenir du mouvement de masse et la construction d'un parti révolutionnaire, il sera déterminant de savoir surmonter ces différenciations en comprenant leur origine et leur logique.

#### IV.— DEUX EXEMPLES D'ORGANISATIONS DE MASSE

— Les syndicats : après le rejet de la réorganisation nationaliste et corporatiste de la société, tout projet de syndicalisme vertical, de type franquiste, où patrons, cadres et ouvriers d'une même corporation appartiennent au même syndicat, était condamné. Aussi, en 1978, une loi était adoptée qui reconnaissait la section syndicale d'entreprise divisée en trois collèges : ouvriers, employés et cadres. Tout en reconnaissant la section syndicale, le « *plan laboral* » de la junte définissait une série de limites à l'exercice du droit syndical comme à l'exercice du droit de grève : interdiction de toute coordination au niveau d'un trust ou d'une branche nationale d'industrie ; obligation de deux mois de préavis avant toute grève et durée limitée de soixante jours pour ces grèves ; en revanche, pour les patrons, pleine liberté d'embaucher des jaunes en cas de grève.

Malgré ces restrictions, les travailleurs se sont saisis des structures tolérées pour élire leurs délégués par sections (cinq délégués chacune), en optant la plupart du temps pour des délégués « indépendants » contre les candidats « officialistes » dociles à la junte.

Les syndicats étant les seules organisations ouvrières légales aujourd'hui au Chili, il est normal qu'ils soient utilisés par les travailleurs pour défendre leurs droits et revendications élémentaires, en dépit du corset juridique que constitue pour ces syndicats le cadre du « *plan laboral* ».

C'est à ce niveau de la réorganisation syndicale que se développe un double processus :

— D'une part, les structures de direction impulsées par les partis (Démocratie chrétienne, Parti communiste, fractions du PS, MIR) réorganisent les syndicats par le haut, avec l'appui de la CUT en exil. Ainsi sont nées la Coordinadora (DC-PC), l'UDT (courant proche des socialistes) et la FUT (tendance socialiste). Ces structures, articulées aux projets des partis (front d'opposition large de toutes les classes sociales contre la dictature) sont aujourd'hui les seules coordinations nationales, mais elles manquent de réelle représentativité unitaire et démocratique des syndicats de base.

— D'autre part, un mouvement se dessine à partir des syndicats de base eux-mêmes. C'est le syndicat de l'entreprise MADECO, par exemple, qui, fort de ses traditions et de son autorité, a pris l'initiative d'une bataille pour la convocation d'une conférence intersyndicale pour la région de Santiago du Chili. A cette conférence devraient être représentés des délégués élus par leurs syndicats de base, qui discuteraient des revendications et de la réorganisation syndicale.

Plus de 15 syndicats se sont joints à l'appel de MADECO. Ils s'adressent à tous les syndicats de base, y compris ceux liés aux coordinations nationales (Coordinadora, UDT, FUT). Il s'agit pour le moment d'ouvrir une phase de discussion. Mais il ne fait aucun doute que la perspective de regroupement syndical sur une base unitaire et démocratique peut attirer aujourd'hui une bonne part des forces vives du mouvement ouvrier chilien, renouant ainsi avec ses traditions et l'héritage historique de la CUT.

— Les organisations des *poblaciones* : le mouvement des *poblaciones* se développe lui aussi, mais avec plus de difficultés et d'inégalités encore, principalement à l'initiative des militants des partis politiques. Il parvient cependant à revêtir dans certains secteurs un caractère de masse.

Ainsi, à La Legua, au sud de Santiago, sur une *poblacion* de 5 000 personnes, près de 10 % sont organisées à l'initiative du PC, du PS et du MIR dans une coordination régulière qui organise une série de fronts : femmes, jeunes, ateliers culturels, comités de liaison entre syndicats et chômeurs. Cette coordination a également organisé des manifestations, des distributions de tracts, des actions éclairs qui, dans les conditions actuelles du Chili, doivent être protégées. C'est la fonction de la milice d'autodéfense de certaines « *pobla-*

*ciones* » composée pour l'essentiel de militants et de sympathisants des partis qui défendent avec leurs moyens le mouvement de masse.

Dans les premières étapes de la re-composition du mouvement de masse, les syndicats vont constituer le creuset d'unification de l'expérience des nouvelles générations. Ils sont ainsi appelés à jouer un rôle décisif. Mais, dès ses premiers pas, ce mouvement renaissant se trouve confronté à une crise économique et sociale et aux premières fractures politiques dans l'édifice de la dictature. C'est pourquoi il s'agit pour les révolutionnaires de combiner ce travail syndical quotidien au développement d'une perspective politique d'ensemble.



#### V.— LES PERSPECTIVES

Les tâches centrales immédiates pour combattre la dictature s'ordonnent autour de la défense des revendications élémentaires des travailleurs, de la construction de l'organisation syndicale, de la défense des libertés démocratiques (en particulier le statut des prisonniers politiques). C'est autour de ces tâches que se construit un front contre la dictature et que se reconstruit le mouvement ouvrier.

Mais il est tout aussi nécessaire d'intégrer le combat pour ces tâches et revendications dans un cadre stratégique d'ensemble pour la révolution chilienne, surtout après l'expérience de l'UP. Car, si la mémoire ouvrière est principalement cristallisée dans de petits noyaux, il y a aussi tous ceux qui ne veulent ou ne peuvent tirer les leçons de l'Unité populaire, et puis, surtout, il y a la masse de la nouvelle génération qui n'a pas vécu activement cette expérience, et qui, en l'absence d'un parti révolutionnaire de masse, ne peut en tirer toutes les implications stratégiques et tactiques.

Toute la dynamique du mouvement de masse sous l'UP, avec l'apparition des organes de « *poder popular* » (cordons industriels et commandos communaux), a clairement démontré le caractère prolétarien de la révolution chilienne et de sa force motrice. Pourtant, malgré la tendance objective des affrontements de classe, les masses chiliennes ont buté sur l'obstacle des hésitations, des compromis et des accords avec la hiérarchie militaire prônés principalement par le PC au sein du mouvement ouvrier et par la DC dans l'opposition bourgeoise.

Le PC n'a pas pu et ne peut tirer les leçons de l'UP. Enfermé dans ses schémas de révolution par étapes (la phase actuelle étant celle de « l'anti-fascisme dans l'étape démocratique antiféodale ») et intégré au camp stalinien international, le PC propose aujourd'hui les mêmes formules qu'hier : « *Front large antifasciste ! Mouvement d'opposition de toutes les classes à la dictature ! Unité nationale de tous les secteurs d'opposition, y compris les secteurs militaires !* »

Derrière cette politique, il y a la recherche de l'accord avec la Démocratie chrétienne et toutes les composantes bourgeoises issues de la crise de la dictature.

Face à cette politique, il est plus que jamais indispensable de rappeler les leçons de l'Unité populaire, de rappeler que c'est la collaboration de classe avec les patrons, avec la Démocratie chrétienne, avec les militaires dits progressistes qui a perdu l'UP et entraîné la terrible défaite de septembre 1973.

C'est cette politique que traduisait le « légalisme » et le « constitutionnalisme » de l'UP vis-à-vis des forces armées qui allaient massacrer le peuple chilien.

La même politique conduirait aux mêmes défaites. C'est pourquoi la lutte quotidienne pour les revendications économiques et démocratiques doit être menée par les travailleurs et le peuple chilien en toute indépendance de classe :

— Pas de front « *gremial* » : pas de front corporatif ou syndical avec les patrons d'opposition, comme Vilarin, leader du syndicat des camionneurs de sinistra mémoire ;

— Pas de front politique commun permanent avec la DC ou tel autre secteur bourgeois d'opposition aboutissant à une alternative gouvernementale commune.

La révolution chilienne sera socialiste ou ne sera pas. Il ne s'agit pas de prétendre que les tâches immédiates au Chili ont un caractère socialiste, mais d'être clair sur ce que sera la force motrice de la lutte révolutionnaire : le prolétariat et ses alliés. Les revendications sociales et démocratiques contre la dictature ne peuvent être défendues conséquemment que par le combat de classe résolu, impliquant la rupture avec la bourgeoisie d'opposition, en particulier avec la Démocratie chrétienne.

Autre chose est de passer, dans certaines conditions, des accords précis et concrets pour la mobilisation autour de telle ou telle revendication, avec tous ceux, bourgeois ou non, qui seraient prêts à agir réellement. Mais surtout pas de front commun ou de bloc politique commun ! Comment serait-il possible de lutter avec détermination pour les salaires ou la défense de l'emploi en constituant en même temps un « front corporatif » avec M. Vilarin ? Comment lutter avec détermination pour les libertés démocratiques tout en discutant la possibilité d'un accord gouvernemental avec la Démocratie chrétienne, qui s'accroche aux

secteurs d'opposition, lesquels s'accrochent aux militaires d'opposition, qui eux-mêmes craignent Pinochet ?

Une telle politique mène dès aujourd'hui à l'inaction, quand ce n'est pas à la capitulation.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le combat résolu pour la défense des revendications, le rétablissement des droits syndicaux, la reconstruction d'une organisation syndicale démocratique. C'est le combat pour les libertés démocratiques, qui signifie la lutte pour le renversement de la dictature, la tenue d'élections libres et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine. Seule cette lutte s'oppose à la dictature et aux tentatives de sauver sa continuité par une ouverture contrôlée. Seule elle évite de s'aligner sur les manœuvres de tel ou tel secteur de l'opposition bourgeoise, civile ou militaire. Elle prépare le développement des luttes partielles dans le sens d'un mouvement généralisé, le « *paro nacional* », mot d'ordre traditionnel du prolétariat chilien, équivalant à la grève générale, jusqu'au renversement de la dictature et à l'établissement d'un « *gouvernement ouvrier et populaire sans généraux ni patrons* », pour rétablir les libertés démocratiques et mettre en œuvre un programme démocratique révolutionnaire et socialiste de reconstruction du Chili.

L'existence d'une perspective stratégique claire a une importance pratique immédiate, si l'on considère la dernière déclaration des quatre partis d'opposition : PC, PS-Almeyda, Parti radical, MIR. Tout en reconnaissant la validité de toutes les formes de lutte — y compris la lutte armée —, pour combattre la dictature, cette déclaration ne souffle mot de l'attitude envers les secteurs d'opposition, et en particulier la Démocratie chrétienne. Elle se contente de préconiser la formation d'un gouvernement représentant tous les secteurs d'opposition, toutes les classes et catégories sociales opposées à la dictature et prêtes à rétablir la démocratie ...

On connaît la traduction concrète de telles formules générales dans la définition d'une politique de collaboration de classes et ses effets négatifs sur la dynamique du mouvement de masse. Car, s'il n'y a pas de place au Chili pour une nouvelle période d'industrialisation sous la direction de la bourgeoisie, susceptible de sous-tendre la réédition d'expériences telles que celles du Front populaire ou même du régime réformiste bourgeois d'Eduardo Frei, on ne peut écarter et on doit même prévoir des phases conjonctuelles d'ouverture démocratique ou pseudo-démocratique qui sont le terreau des opérations de collaboration de classe.

L'appel d'un parti stalinien comme le PCCh à la résistance armée ne peut en effet modifier l'appréciation sur le caractère global de sa politique de collaboration de classe. Les exemples historiques abondent, qui ont vu les partis communistes combiner lutte armée et politique ouverte de collaboration de classe (en particulier pendant la résistance antinazie en Europe). Ainsi, la politique actuelle du

PCCh s'apparente beaucoup à celle que pouvait suivre le Parti communiste espagnol (PCE) dans les années 1940 et 1950 contre la dictature franquiste.

C'est dans ce cadre que nous devons discuter avec les camarades du MIR, principale organisation révolutionnaire combattante aujourd'hui au Chili. Le but de cette discussion fraternelle est d'avancer sur les conditions de construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale.

En effet, sur la base des transformations sociales qu'a connu le Chili, le MIR affirme qu'il n'y a non seulement plus de possibilité de reconstruction du Chili sous hégémonie bourgeoise ou impérialiste, mais il table aussi sur les limites structurelles à la reconstitution des organisations traditionnelles (syndicats et partis) du mouvement ouvrier chilien.

Aussi tend-il à sous-estimer le travail dans les organisations syndicales tout comme le poids politique du PCCh.

Il s'agit là d'une erreur d'appréciation. Il est vrai que les partis politiques traditionnels ne jouent pas, dans la conjoncture actuelle, un rôle aussi important qu'avant la défaite de 1973. Il n'en demeure pas moins que les caractéristiques particulières du mouvement ouvrier chilien (puissance d'une centrale syndicale unique et de partis ouvriers de masse) peuvent réapparaître avec force comme résultat de la réactivation du mouvement de masse. La réapparition récente d'un PC aussi discrédité et corrompu que le PC argentin devrait donner à réfléchir ...

Le MIR, qui souffrait sous l'UP d'une présence limitée dans le mouvement syndical, peut, en sous-estimant la reconstruction des organisations syndicales, se couper d'une partie importante des nouvelles générations ouvrières et passer à côté d'une tâche décisive pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Aussi, grave est la sous-estimation du poids politique du PC, parce qu'elle conduit à relativiser la nécessité de combattre la politique de collaboration de classe. La signature de déclarations communes avec le PC, le PS-Almeyda et le Parti radical, mais pas dans le cadre d'un front unique pour l'action, avalise les propositions du PC et sème des illusions sur sa politique, en particulier sur le sens de son engagement dans la lutte armée. Ces limites du MIR peuvent s'expliquer par les rapports de cette organisation avec la direction cubaine, et les oscillations de cette dernière vis-à-vis de la bureaucratie soviétique.

En fait, le MIR espère reproduire au Chili les mêmes rapports de force qui existent au sein du Front démocratique révolutionnaire (FDR) salvadorien, où l'hégémonie des révolutionnaires et la position subordonnée des stalinien ne fait aucun doute. C'est là un énorme pari si l'on tient compte des différences sociologiques et historiques entre ces deux pays. Il compte essentiellement sur sa stratégie de guerre révolutionnaire prolongée pour constituer une alternative dans l'action militaire et battre le PC.

C'est dans ce cadre qu'il construit

dès à présent l'« armée révolutionnaire du peuple ». Il pense accumuler le maximum de moyens et de forces pour combattre la dictature par la combinaison du travail de masse, des actions de propagande armée, des expropriations, des actions de résistance et de guérilla dans la montagne. Il espère gagner ainsi l'hégémonie sur le « front de la gauche », que ce soit dans l'hypothèse d'une ouverture, d'une crise politique ou d'une explosion révolutionnaire.

Cette vision gradualiste du développement de l'armée révolutionnaire débouche sur une pratique substitutive vis-à-vis du mouvement de masse. Or les conditions de construction d'une armée révolutionnaire sont loin d'être réunies. Elles ne le seront que dans une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire. En outre, le MIR mêle, sans choisir clairement, deux perspectives stratégiques politico-militaires. Il hésite entre une perspective urbaine insurrectionnelle et une perspective de guerre populaire prolongée appuyée sur des zones libérées dans la montagne, comme à Neltume, zone montagnaise où un groupe de cadres et de militants de cette organisation a été écrasé par la répression.

Cette perspective est cependant réaffirmée dans le numéro de juin de *El Rebelde*, sous la forme du mot d'ordre suivant : « *Hacer de la montaña un bastión de la guerra popular !* » (Faire de la montagne un bastion de la guerre populaire !). Dans les conditions géopoliti-

ques du Chili, et compte tenu de ses traditions historiques, une telle ligne paraît conduire à une impasse. Mais ces questions stratégiques demandent une discussion approfondie car, à la lumière des exemples nicaraguayen et salvadorien, le problème politico-militaire se pose à nouveau dans le développement de la lutte du peuple chilien contre la dictature. A l'heure actuelle, il ne peut être abordé indépendamment du développement du mouvement de masse, ce qui implique déjà des initiatives concrètes de protection des activités de masse élémentaires, y compris la formation de piquets et milices d'autodéfense comme dans une « *poblacion* », où les militants du PC, du MIR et du PS-Vanguardia ont déjà pris une telle initiative.

Ce type de mesure doit s'inscrire dans la préparation d'un affrontement armé inéluctable — contrairement à toutes les illusions pacifistes véhiculées jadis par l'UP — à l'horizon stratégique de la révolution chilienne.

Plusieurs éléments peuvent jouer un rôle important pour la construction d'une direction révolutionnaire au Chili près de dix ans après la défaite de 1973.

D'une part, l'intégration des militants révolutionnaires à la reconstruction de l'organisation syndicale. D'autre part, leur participation à la discussion provoquée par la crise de fragmentation du Parti socialiste. Le PS chilien est en effet actuellement divisé en plusieurs secteurs. Un courant de droite est regroupé autour de Car-

los Altamirano et de la Convergence Socialiste (CS), qui défend la perspective d'un mouvement social d'opposition, reprenant à son compte les thèmes du courant animé par Michel Rocard au sein du PS français ; d'un courant pro-stalinien animé par Carlos Almeyda, qui bénéficie de l'appareil du PCCh et de l'aide de la bureaucratie soviétique ; enfin, existe un courant de gauche aujourd'hui dispersé en une série de secteurs, comme le PS-Vanguardia. Sous les effets du coup d'Etat et confrontés à un nécessaire bilan de l'UP, certains de ces secteurs peuvent être amenés à poser, à partir de la reconstruction du PS sur des bases révolutionnaires, la question du parti révolutionnaire.

Enfin, dans certaines zones ou localités, le travail de masse peut être combiné avec une organisation des courants et organisations révolutionnaires, telles que le MIR, les secteurs issus de la crise du PS, des militants trotskystes.

Tel est le cadre ouvert à l'intervention marxiste révolutionnaire, aussi bien dans les tâches de solidarité internationale que de participation à la construction du parti révolutionnaire au Chili même. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'activité des camarades du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section chilienne de la IVe Internationale. ■

Jair GIL

11 septembre 1982.

# Quatrième Internationale

juillet-août-septembre 1982

n° 9 SPECIAL :

## LA QUESTION NATIONALE AUJOURD'HUI

EDITORIAL :	
La question nationale aujourd'hui.....	5
Question nationale et question de la terre dans la révolution sud-africaine.....	13
S. Jaber - Le concept de nation et la nation arabe.....	33
Livio Maitan - La question Kurde.....	47
Lutte nationale et révolution en Euzkadi.....	67
La question nationale en Irlande.....	83
Indépendance nationale et lutte de classes au Québec.....	97
Michèle Lee - La lutte de la minorité albanaise en Yougoslavie.....	111
ARCHIVES DU MARXISME	
Le problème racial en Amérique Latine.....	131
NOTES DE LECTURE	
John Ross, e.a. : <i>Profils de la social-démocratie européenne</i> ; Michel Lequenne : <i>Les Antilles dans l'impasse ?</i> .....	143

## TARIFS

ABONNEMENTS : 1 AN,  
4 NUMEROS

### FRANCE

Ab. ordinaire ..... 70 francs français  
Ab. soutien ..... 140 francs français

Chèques à l'ordre de :  
P.E.C.

2, rue Richard Lenoir  
93100 MONTREUIL  
FRANCE

### AUTRES PAYS

Ab. ordinaire ..... 500 francs belges  
Ab. soutien ..... 1 000 francs belges  
Par avion ..... 600 francs belges  
Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de

*Quatrième Internationale*

29, rue Plantin  
1070 BRUXELLES  
BELGIQUE

## Un nouveau conflit dans la Corne de l'Afrique

**D**EPUIS le 5 juillet 1982, une nouvelle guerre a éclaté en territoire somalien, dans les régions du Galdadub et du Mudug, près de la frontière éthiopienne. Cette guerre opposerait l'armée somalienne à des forces oppositionnelles au régime Siad Barre. Selon diverses publications, le Front démocratique de salut somalien (FDSS) et le Mouvement de libération somalien (MLS) y seraient impliqués. Mais il est encore très difficile de connaître la réalité exacte des forces engagées dans ce conflit. Bien que l'Ethiopie démente officiellement sa participation aux combats, il demeure que la grande majorité des observateurs sur place mentionne la présence de forces éthiopiennes. L'hebdomadaire français *Marchés tropicaux et méditerranéens* du 20 août 1982 fait référence à des témoins occidentaux affirmant que « l'essentiel des forces d'invasion est

composé d'Ethiopiens accompagnés d'un nombre restreint de Somaliens dissidents ».

Quelle que soit la confusion actuelle sur la nature des protagonistes, il demeure certain que les combats sont importants, avec l'engagement de chars et d'autres véhicules blindés. Des centaines de morts seraient déjà dénombrés. Un tel conflit ne peut donc passer pour une simple guérilla de maquisards. Il s'agit d'une guerre. La ligne de front se réduit pour le moment à une bande de territoire somalien le long de la frontière avec l'Ethiopie. Au plan militaire, il semble que nous ayons affaire à une guerre classique opposant des forces équipées d'armes relativement modernes, sans rapport avec un soulèvement populaire ou une guérilla de partisans.

Claude GABRIEL

Ces récents événements peuvent sans doute surprendre, dans la mesure où, en 1977, c'était le scénario inverse qui s'était déroulé. Le conflit s'était alors développé en territoire éthiopien. A cette époque, l'armée somalienne avait pris l'initiative de l'attaque, le 23 juillet 1977, en se dissimulant derrière le Front de libération de la Somalie occidentale (FLSO), un mouvement qui affirmait lutter pour le droit à l'autodétermination des populations somalies vivant dans l'Ogaden éthiopien. Après l'échec de cette tentative et la défaite subie par les Somaliens, voilà cette même région à nouveau bouleversée au nom d'arguments totalement inverses : les populations de cette région, devenues oppositionnelles, soutiendraient cette fois-ci une lutte de libération contre la dictature militaire du président Siad Barre. Hier, pour le pouvoir somalien, il s'agissait de libérer les populations somalies de l'Ogaden ; aujourd'hui, il s'agirait, pour une partie de l'opposition somalienne, de s'appuyer sur ces populations pour renverser Siad Barre avec l'aide de leurs amis éthiopiens ...

En réalité, deux aspects distincts se conjuguent dans ces affrontements répétés entre l'Ethiopie et la Somalie. Il convient de n'en oublier aucun.

### DES FORMATIONS SOCIALES RETARDATAIRES ET LA MANIPULATION DES ETATS

Il y a d'abord, en arrière-plan de ces conflits, la question nationale et ethnique somalienne. Parce qu'il y a précisément une forte homogénéité des populations d'ethnie somalie, la question de la frontière entre la Somalie et l'Ethiopie, coupant une partie de ces populations du reste de ce peuple, est une source per-

manente d'instabilité. L'idée de la réunification de la « Grande Somalie » a toujours fait partie de la propagande des gouvernements somaliens. Toutefois, après sa défaite de 1978 face aux forces éthiopiennes, cubaines et soviétiques, Siad Barre a publiquement renoncé à cet « idéal », le 9 mars 1978, en annonçant le retrait unilatéral des troupes somaliennes.

L'Ogaden a toujours représenté une région ballottée entre les deux pays. Cette zone a été cédée à l'Ethiopie par les Britanniques après la Deuxième Guerre mondiale, dans une période où la politique impérialiste recherchait le renforcement de l'empire du négus Haïlé Sélassié Ier. Le cadeau de l'Ogaden relevait de la même démarche que le laisser-faire occidental au moment de l'annexion de l'Erythrée par le pouvoir d'Addis-Abeba après 1952. Ce type de conflit est donc directement lié à l'héritage du colonialisme et à la politique impérialiste dans la région.

La question de l'Ogaden fut à l'origine d'un premier conflit en 1963, puis d'un deuxième en 1966 et d'un troisième en 1977-1978. A chaque fois, l'Etat somalien a pu s'appuyer sur un fort sentiment national des populations somalies qui possèdent une langue commune, une même religion et une même organisation sociale, quel que soit le côté de la frontière où elles vivent.

Pourtant, cette question nationale somalienne ne prend pas toujours l'aspect d'une volonté politique claire et unanime, parmi ces populations que l'on trouve non seulement en Ethiopie, mais aussi à Djibouti et et même au nord du Kenya.

La raison objective de cette complexité tient à la formation sociale somalienne elle-même. 60 % de la population est considérée comme totalement nomade et une partie des 40 % restants comme seulement semi-sédentaire. Entre autres conséquences de cette situation, il y a la force

toujours prépondérante des clans lignagers dans toute la vie sociale, économique et politique de ce pays. Y compris la question de l'existence d'une véritable classe dirigeante stable en Somalie demeure un point en débat. Au plan politique, cette situation a pu par le passé aboutir à un éparpillement généralisé de groupes représentant pour la plupart des intérêts claniques distincts. C'est ainsi qu'au moment des élections de mars 1969, il y avait 88 partis en compétition ! On comprend dès lors l'importance du coup d'Etat de 1969 de Siad Barre qui, par l'installation d'une junte militaire nationaliste, s'efforçait de créer les conditions coercitives pour bâtir un Etat et une classe dirigeante centralisés. Après treize années, le régime militaire n'a réussi qu'une partie de son pari et la force des clans demeure.

Ce fractionnement en clans du peuple somali complique donc terriblement la question nationale somalie dans les régions frontalières et contestées. Les hauts et les bas de l'irrédentisme somali en Ethiopie (comme à Djibouti ou au Kenya) sont souvent tributaires de l'état des relations entre les notabilités claniques locales et les groupes au pouvoir à Mogadiscio. Manœuvres, purges, scissions accompagnent donc généralement, du côté somalien, les conflits entre la Somalie et l'Ethiopie. Ce fut aussi le cas avec les Fronts opérant en Ogaden.

A ces problèmes s'ajoute celui de l'utilisation et de la manipulation que peuvent faire de cette question nationale les différents gouvernements de la région, à commencer par ceux d'Ethiopie et de Somalie, sans compter l'impérialisme. L'autodétermination réelle des populations concernées est le dernier souci de tous ces gouvernements. Il en est des nomades somalis comme des populations de l'Erythrée et du Tigré au nord de l'Ethiopie. A travers l'argument du respect des frontières héritées du colonialisme, des

guerres se prolongent depuis trente ans dans cette région de l'Afrique comme si elles étaient d'abord des instruments nécessaires au règlement des crises politiques internes aux régimes en place. La relance successive des offensives éthiopiennes contre les Erythréens ou les guerres entre la Somalie et l'Ethiopie viennent à propos pour désamorcer des problèmes sérieux au sein des régimes concernés.

Parfois, ce sont directement des fluctuations dans les rapports avec l'impérialisme qui motivent un de ces régimes à se lancer dans une aventure guerrière de ce type. La guerre de l'Ogaden de 1977 fut ainsi directement motivée, du côté de Mogadiscio, par l'espoir de recevoir une aide massive, y compris économique, de la part de l'impérialisme à un moment où la révolution éthiopienne était encore marquée par une forte auto-organisation des masses, aussi bien dans la capitale que dans les campagnes. L'empire du négus, que les militaires du Derg (mot amharique signifiant « Comité des égaux ») ne voulaient nullement voir éclater, était pourtant agité par de fortes convulsions. Les forces centrifuges n'agissaient plus seulement en Erythrée mais aussi dans le Tigre et en Ogaden. Dans cette dernière région, le pouvoir central d'Addis-Abeba avait toujours été source d'oppression et de misère. Après la chute de l'empereur Haïlé Sélassié (12 septembre 1974), les populations découvraient petit à petit que les militaires « révolutionnaires » avaient la volonté de maintenir un pouvoir centralisateur et répressif contre les régions contestatrices. Simultanément éclata une crise entre la Somalie et les Soviétiques qui aboutit à la rupture de ces derniers avec Mogadiscio, laissant le terrain libre à un rapprochement de ce pays avec les puissances impérialistes. Ces dernières avaient probablement manœuvré depuis fort longtemps pour faire reculer la présence soviétique dans ce pays, notamment afin d'y trouver la solution au recul des positions impérialistes dans la Corne de l'Afrique après la chute de Haïlé Sélassié. L'une des conséquences de ces rapports nouveaux entre la Somalie et les Etats-Unis fut la cession de la base militaire de Berbera, près de Djibouti, à la marine américaine (1).

Mais la guerre de l'Ogaden, qui opposa les régimes somalien et éthiopien, ne fut pas seulement causée par les exigences nationales des populations somaliennes en Ethiopie et par les manœuvres américaines contre la révolution éthiopienne. De part et d'autre, le conflit venait à point pour régler certains problèmes politiques internes. Du côté somalien, on en profita pour remettre de l'ordre dans les Fronts satellites que l'on entretenait en territoire éthiopien, afin de contrôler de plus près des directions qui avaient eu tendance, à un moment, à parler audacieusement en leur nom propre (2). Du côté éthiopien, la guerre favorisa une intense campagne d'intégration des milices paysannes encore très incontrôlées. Loin d'être une simple mesure nécessaire d'intégration militaire dans une armée révolutionnaire, cet événement constitua un

pas dans le renforcement de l'armée bourgeoise contrôlée par le Derg, avant la mise au pas des comités de quartier à Addis-Abeba et la répression contre le Meison (Mouvement socialiste panéthiopien) (3). Au plan plus général, cette guerre permit au Derg de confirmer que, dans l'affaire de l'Ogaden comme dans d'autres, il n'avait nullement l'intention de négocier un droit quelconque à l'autodétermination. Enfin, les militaires éthiopiens réussirent à cette occasion à obtenir des Soviétiques et des Cubains une intervention militaire massive à leurs côtés et sans la moindre ombre de critique envers leur politique. Un état-major commun fut même mis en place, composé de généraux des trois pays... Après cette guerre, une guérilla se maintint en Ogaden. Les Cubains y sont toujours présents avec environ 9 000 hommes qui surveillent la frontière. En 1981, on dénombreait plusieurs milliers de réfugiés en Somalie, venant de cette zone. Selon le haut-commissaire aux réfugiés des Nations unies, il y a entre 500 000 et 900 000 réfugiés de l'Ogaden en Somalie.

#### LE CONFLIT DE 1982

Cette fois, comme en 1977, il faut retrouver tous les différents éléments qui interviennent dans le nouvel affrontement afin d'éviter de n'en privilégier qu'un seul.

Depuis 1977, quelques modifications se sont produites dans les deux pays.

Tout d'abord, les Somaliens n'ont pas obtenu des Etats-Unis l'engagement financier et militaire qu'ils espéraient. Washington n'a pas voulu s'aliéner définitivement le pouvoir éthiopien et a préféré temporiser en attendant des changements probables dans les rapports entre Soviétiques et les militaires du Derg. Comme dans bien d'autres conflits en Afrique, l'impérialisme américain sait maintenir plusieurs fers au feu. Les prétendues contradictions que décèle la presse bourgeoise en confrontant des citations des différents officiels et politiciens américains tient aussi parfois à la complexité des intérêts américains, la ligne générale adoptée à un moment donné par la Maison-Blanche pouvant être infléchi par des lobbys industriels et financiers. L'Ethiopie est au 19e rang des fournisseurs et clients africains des USA, avec respectivement 89,5 millions de dollars et 62,2 millions

de dollars d'échanges pour 1981. La Somalie est très loin derrière.

C'est bien pourquoi, malgré les promesses américaines, Siad Barre n'a pas fait mystère de ses critiques envers les Occidentaux : « *L'indifférence de l'Occident nous surprend plus qu'elle nous déçoit, a-t-il affirmé. Comment les Occidentaux peuvent-ils rester si crédules face aux Soviétiques qui font des promesses qu'ils n'ont pas l'intention de tenir et qui, ici comme en Iran ou en Afghanistan, s'apprent à les placer devant le fait accompli ?* (4) » Les Américains, en effet, après un accord tardif avec les Somaliens pour l'utilisation de la base navale de Berbera, n'ont toujours pas pris la décision d'en faire une pièce importante de leur dispositif dans la région. Une bonne part des anciennes installations soviétiques sont dans l'attente d'un réaménagement pour des forces américaines. Après sa défaite militaire dans l'Ogaden, cette prudence américaine a été un second coup dur pour Siad Barre au sein de son régime.

Toujours du côté somalien, la situation politique intérieure a connu, depuis 1977, de nouveaux développements. Après la guerre de l'Ogaden, un groupe d'officiers, dont certains connus comme ayant conservé des sentiments pro-soviétiques, tentèrent de renverser Siad Barre. Ce fut un échec et deux d'entre eux ont été fusillés. Cet épisode permit une fois encore de constater la complexité des problèmes. Loin d'être seulement des soldats aigris par une défaite militaire, ils étaient aussi porteurs d'un vieux conflit entre leur clan, celui des Mijerteins, et celui des Darods, auquel appartient le président somalien. De cette première épreuve de force va naître le Front de salut somalien (FOSAS) qui épouse donc partiellement un conflit interclanique dans la politique intérieure somalienne. Le FOSAS se signale d'abord en 1981 par un début de terrorisme urbain. Ces activités aboutissent à une plus forte répression et elles mettent en évidence certaines complexités dans l'administration et l'armée, ainsi que des liens avec d'anciennes personnalités qualifiées à l'époque de pro-soviétiques (5).

Il semble en effet que la rupture avec Moscou ait divisé le groupe dirigeant. La guerre de l'Ogaden permettait de maintenir la cohésion de façade par un rappel des vieux idéaux nationalistes de la

1. La Somalie, avant l'Ethiopie, avait été qualifiée par Moscou d'« Etat révolutionnaire anti-impérialiste et socialiste ». Le régime de Siad Barre recevait alors une aide militaire importante et passait pour le maillon fort de la présence soviétique dans la région. Après la chute de Haïlé Sélassié en Ethiopie, tout fut brutalement remis en question. Les Soviétiques ont probablement cherché à favoriser un rapprochement entre les deux pays. Ils ont du moins préféré ne pas laisser la situation éthiopienne évoluer sans leur intervention. Plusieurs petites crises avaient déjà eu lieu entre Somaliens et Soviétiques à propos de questions économiques, comme par exemple les droits de pêche. D'un seul coup, après leur retrait de Somalie, le régime de Siad Barre devint pour les Soviétiques un régime réactionnaire. A l'évidence, celui-ci n'avait pourtant jamais cessé d'être

un régime militaire répressif. De son côté, Fidel Castro avait fait un séjour à Mogadiscio durant son périple africain. Il y avait soutenu à l'époque le caractère « socialiste et révolutionnaire » du régime. Dès 1976, lui aussi dénonce le régime comme pro-impérialiste.

2. *Le Monde*, 5 septembre 1982.

3. Le Meison était un groupe d'orientation populiste d'origine maoïste qui, à la différence du Parti révolutionnaire du peuple d'Ethiopie (PRPE), soutint durant toute une période le Derg. Le Meison apporta son soutien à la liquidation physique du PRPE que des actions ultra-gauches et totalement irresponsables avaient isolé. A son tour, le Meison dut rompre avec les militaires et sa direction fut pourchassée.

4. *Le Monde*, 5 août 1980.

5. *Le Monde*, 25 et 26 novembre 1981.



Mais il demeure impossible de savoir quel peut être le lien entre ces manifestants et l'opposition organisée.

Enfin, en juin 1982, la crise est à son apogée dans le parti au pouvoir. Siad Barre risque de perdre la majorité mais s'en sort en réussissant l'arrestation de sept hautes personnalités (7). L'accusation portée contre elles est d'abord une prétendue complicité avec l'Éthiopie.

### LA CRISE EN ETHIOPIE

La situation n'est guère plus brillante du côté éthiopien. Il y a d'abord le problème permanent et toujours pas résolu de la création d'un « parti marxiste-léniniste ». Cette affaire divise les couches dirigeantes éthiopiennes. Les Soviétiques auraient fait d'importantes pressions pour que soit enfin constitué un tel parti, seul moyen sans doute de créer les conditions d'une stabilité de la couche dirigeante. Les Soviétiques étaient intervenus dans le même sens en Angola. Ce genre de partis uniques, reproduisant tous les mécanismes d'un parti stalinien et épousant pour la cause une phraséologie marxiste, peut effectivement jouer un rôle décisif pour homogénéiser, y compris par une répression interne, les couches petites-bourgeoises, militaires ou non, qui constituent l'appareil d'Etat fragile et instable dans le cadre d'une économie toujours dépendante de l'impérialisme (8).

Selon le *Monde* du 16 mars 1982, cette affaire aurait tendu les rapports entre Addis-Abeba et Moscou. Le journal français rapporte en effet qu'un article de la *Pravda* aurait mis l'accent sur les lenteurs du changement en Éthiopie, en rappelant, entre autres, que la révolution avait été faite « sans une avant-garde politique organisée ». Le quotidien stalinien aurait alors rappelé qu'il s'agissait de rattraper le temps perdu.

C'est dans ce climat que la junte militaire décide une nouvelle offensive contre les Fronts érythréens. Elle y engage des forces considérables et, pour la première fois depuis 1978, se passe du concours massif des Soviétiques. La guerre entreprise n'aboutira pas à son principal objectif, la prise des mains du Front populaire de libération de l'Érythrée

(FPLE) de la ville de Nakfa. Cet échec se double d'une aggravation de la situation militaire dans le Tigré, où là aussi un Front s'oppose au pouvoir central (9).

Enfin, l'Éthiopie connaît une grave crise économique. La révolution éthiopienne a libéré des forces sociales longtemps maintenues sous le joug de la monarchie. Aujourd'hui, malgré les entreprises d'Etat, malgré les comités et les coopératives, les différenciations sociales se développent dans les campagnes. En ville, la corruption et la *nomenklatura* de l'appareil d'Etat favorisent une couche de privilégiés. La pénurie de produits de première nécessité comme le blé, l'huile, le sucre, les textiles, les chaussures ou le savon touche sévèrement la population urbaine. Le chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Mengistu Haïlé Mariam vient de s'en prendre aux « agriculteurs rétrogrades » qui vendent à des prix prohibitifs (10).

Mais l'essentiel ne vient pas de là. L'économie éthiopienne dépend essentiellement d'une aide financière de la Communauté économique européenne (CEE) (cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens* du 22 janvier 1982). Le pouvoir a tout fait pour briser, entre 1976 et 1978, l'auto-organisation des masses. L'appareil d'Etat reste aux mains des militaires, de la petite bourgeoisie et de quelques autres profiteurs. Les masses paysannes et ouvrières se sont vues interdire l'accès au pouvoir de décision central, alors même que l'on faisait reculer le pouvoir local de leurs comités de village et de quartier. En conséquence, les lois du capitalisme sévissent toujours dans ce pays, l'appareil d'Etat fonctionne sur le modèle d'un Etat bourgeois, et l'idéologie « marxiste » officielle sert en fait de vernis à un bonapartisme militaire.

### A NOUVEAU LES MANŒUVRES AMÉRICAINES

C'est donc dans ce contexte que survient l'annonce du conflit en territoire somalien entre l'armée de Siad Barre et des forces oppositionnelles. Personne ne peut croire sérieusement à une telle simplicité du problème : un mécontentement des masses somaliennes, une opposition démocratique et anti-impérialiste et une ai-

« Grande Somalie ». La guerre contre l'ennemi héréditaire, l'Éthiopie, pouvait bien faire patienter des officiers marqués par dix ans de « socialisme scientifique » et brutalement orphelins politiquement. Il n'est pas non plus exclu que Moscou ait su maintenir certains cercles militaires sous son influence, attendant le meilleur moment pour faire éclater une crise politique à Mogadiscio.

Quoi qu'il en soit, la déroute en Ogaden va précipiter les choses. Elle place le groupe de Siad Barre sous les coups conjugués d'opposants les plus divers : des clans, des amis de l'Union soviétique, des militaires déçus, etc. A aucun moment cependant, il n'est possible, durant ces épisodes, de déceler un quelconque soutien de masse à cette opposition.

En 1981, douze ministres formèrent une tendance au sein du parti unique et demandèrent plus de démocratie, une libéralisation de l'économie (fondée essentiellement aujourd'hui sur l'existence d'entreprises d'Etat) et une véritable paix avec l'Éthiopie. Ils demandèrent même la création d'un poste de Premier ministre afin de diminuer, de leur point de vue, la concentration du pouvoir des mains du président Siad Barre.

Quelques temps après était annoncé à Londres la formation d'un Mouvement national somalien (MNS), « ni hostile à l'Occident, ni favorable à Moscou », selon l'un de ses leaders, Hassan Adan Wadadi, ancien ambassadeur (6). Enfin, en octobre 1981, trois autres groupes, dont le FOSAS, fusionnaient pour donner naissance au Front démocratique de salut somalien (FDSS), dont les liens avec les Éthiopiens sont évidents. Il dispose d'un émetteur radio dans la banlieue d'Addis-Abeba, *Radio Kulmis*, et dans l'actuel conflit militaire il peut apparemment compter sur un armement moderne, si l'on accepte l'hypothèse que les troupes engagées sont les siennes et non des troupes éthiopiennes.

En février 1982 éclatent des mutineries dans des garnisons du nord du pays ainsi que des manifestations populaires fortement réprimées. C'est la première fois depuis 1977 qu'apparaît autre chose que des groupes restreints d'opposants.

6. *Le Matin de Paris*, 15 juillet 1982.

7. Ces personnalités étaient le vice-président Ali Abukar, l'ancien ministre de la Défense Omar Haji Mohamed, l'ancien ministre de l'Information Mohamed Aden Sheih et l'ancien ministre des Affaires étrangères Omar Arten Galib.

8. Voir la revue *Quatrième Internationale* numéro 5, juillet 1981, Claude Gabriel, « Y a-t-il des partis marxistes-léninistes en Afrique ? ».

9. *Le Monde*, 25 février 1982, 1er juin 1982 et 14 novembre 1981. En 1978, l'offensive contre les Érythréens avait été largement soutenue par la marine et l'aviation soviétiques. Un débarquement éthiopien sur la côte s'était fait à partir de navires soviétiques. Les Cubains étaient à cette époque présents en Érythrée sans qu'il soit possible de savoir quel fut leur rôle. Par la suite, ils prirent la décision de se limiter à une aide logistique à l'armée éthiopienne, à l'entraînement de soldats, etc. De sources érythréennes, il semble qu'ils soient toujours

présents à Asmara, la capitale de l'Érythrée, mais toujours absents des opérations militaires. A noter que l'offensive de 1978 contre les Érythréens se fit juste après la victoire en Ogaden. Il semble que l'intégration des milices paysannes faite à cette époque ait aidé le Derg à relancer le chauvinisme en Éthiopie contre les Fronts érythréens.

En même temps, l'intégration militaire réalisée en Ogaden entre les Éthiopiens, les Soviétiques et les Cubains se prolongea probablement un peu sur le front érythréen, les Cubains subissant la pression conjuguée des autres composantes. C'est donc après un délai que Cuba décida de ne pas soutenir l'armée éthiopienne sur le terrain des opérations en Érythrée. C'est l'époque où Fidel Castro évoque la nécessité d'une « solution politique » à cette guerre. Son soutien global au Derg se poursuit cependant.

10. Voir *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 30 juillet 1982.

de modeste quoique fraternelle du régime éthiopien (11).

Malgré les dénégations éthiopiennes, il ne fait aucun doute que les autorités de ce pays ont donné leur feu vert à l'opposition somalienne, lui ont fourni un armement lourd et ont sans doute fourni au moins la logistique. Pas plus que le FLSO n'était en 1977 autre chose qu'un satellite de Mogadiscio dans l'Ogaden, l'actuel FDSS anti-Siad Barre n'est autonome du pouvoir éthiopien (12).

Du côté somalien, on a largement crié à l'invasion étrangère pour forcer Washington à renforcer son appui. Mais les Américains savent aussi combien le pouvoir de Siad Barre est fragile et isolé. La politique américaine est partagée entre la crainte de l'établissement d'un nouveau régime pro-soviétique en Somalie et le souci de trouver une solution de rechange au groupe actuellement au pouvoir à Mogadiscio. Le MNS en a profité pour prendre position contre « l'intervention étrangère » en Somalie, se présentant ainsi comme une carte de rechange possible pour les Occidentaux.

Le 24 juillet 1982, Washington annonce une première aide d'urgence à la Somalie, mais précise qu'il s'agit d'armes défensives (radars, batteries de défense anti-aériennes et munitions). Plusieurs journaux notent le caractère toujours modeste de cette aide. Le 16 août, après que Siad Barre ait décrété l'état d'urgence, les Etats-Unis décident d'accorder de nouvelles fournitures (13). Sans qu'il soit possible de préciser l'ampleur de cette nouvelle aide, il ne fait plus de doute que la Maison-Blanche a choisi, pour le moment, de se ranger au côté de Siad Barre. Probablement toujours active au plan diplomatique pour tenter de désamorcer le conflit, l'administration américaine a préféré faire un pas supplémentaire en direction du pouvoir somalien en raison sans doute de la récente révolte militaire au Kenya. La nouvelle situation politique prévalant au Kenya pousse d'un coup l'impérialisme à plus de précision dans sa politique en Afrique de l'Est. Une déstabilisation prolongée au Kenya compromettrait à plus long terme les intérêts et investissements engagés dans la région ainsi que l'espoir de restabiliser l'Ouganda d'après Amin Dada.

Les déclarations du FDSS en faveur d'un « gouvernement démocratique et socialiste » et pour la fin des facilités militaires accordées aux USA confirment sans aucun doute les risques qu'encourent les Américains s'ils persistent dans l'attentisme de ces dernières années.

Pourtant, rien ne laisse espérer, à court terme, pour les masses de la région, un changement dans la situation. Le FDSS est un pion dans un conflit qui est loin de se réduire à un affrontement entre Moscou et Washington. Cette région de l'Afrique est l'une des plus pauvres du monde. La révolution éthiopienne avait toutes les chances de soulever l'enthousiasme des masses dans cette partie du continent. Mais l'absence d'avant-garde révolutionnaire a permis aux cliques militaires éthiopiennes et somaliennes, en réprimant pour l'une et en utilisant la



Refugiés somalis d'Ethiopie. (DR)

question nationale pour l'autre, de dévoyer le mouvement d'émancipation des masses. Si la révolution éthiopienne pouvait trouver bientôt un second souffle, elle se poursuivrait contre la politique du Derg. Elle devrait alors mettre un terme à la répression sanglante menée contre les populations érythréennes. Là, comme dans le Tigré ou en Ogaden, elle reconnaîtrait le droit à l'autodétermination des populations. De tels développements permettraient de poser la question du

pouvoir en Somalie autrement qu'à l'occasion d'une guerre classique opposant des groupes militaires aux programmes confus et aux objectifs immédiats fort peu soucieux du sort des populations. En définitive, les questions nationales sont dans cette région des données fondamentales des développements politiques et sociaux. ■

Claude GABRIEL  
Paris, 12 septembre 1982.

11. C'est ainsi qu'il est trop souvent oublié que, dans le conflit entre le Derg et le FPLE érythréen, les impérialistes souhaitent une victoire du premier, car ils savent que le FPLE est un mouvement nationaliste qui s'appuie sur les populations érythréennes et que sa victoire s'affirmerait comme celle d'une « guerre populaire prolongée ». A moins que ne se produisent dans ce mouvement des changements profonds, l'idéologie actuelle du FPLE est largement empreinte d'un nationalisme progressiste et radical. Il a su par ailleurs, au plan diplomatique, différencier ses critiques envers le Derg d'une part, envers les Soviétiques puis les Cubains d'autre part. Enfin, une victoire de l'Erythrée serait un coup dur pour la politique impérialiste en Afrique, qui prétend défendre le principe des frontières héritées du colonialisme, principe contenu dans la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Un renversement du Derg, s'il permettait une autodétermination des Erythréens et une victoire du FPLE, constituerait une nouvelle source de problèmes pour l'impérialisme. Le ministre français des Relations extérieures, Claude Cheysson, a signé en décembre 1981 un communiqué avec l'Ethiopie réaffirmant le respect des frontières des Etats de la région (*Marchés tropicaux et méditerranéens*, 9 janvier 1982).

12. Il serait également trop simple de réduire la situation dans cette région à un conflit entre Moscou et Washington. Bien au contraire, les affrontements qui s'y déroulent peuvent obliger les Soviétiques à des manœuvres de temporisation. René Lefort, qui fut le correspondant du Monde en Ethiopie à cette époque, décrit ainsi une péripétie de la fin de la guerre de l'Ogaden : « Mais cet engagement soviétique (celui de ne pas pénétrer en territoire somalien - NDLR) provoque le premier conflit grave entre Addis-Abeba et l'URSS. Le Derg ne rêve que de laver l'affront subi et de régler une fois pour toutes la question de l'Ogaden en infligeant une mémorable "leçon" à la Somalie : quatorze ans plus tard, réaliser le projet d'Aman Andom, bloqué par le négus. Or non seulement Moscou le lui interdit, mais il s'oppose aussi, par deux fois, à un plan de bataille qui aurait

conduit à l'encerclement du gros des forces somaliennes pour mieux les anéantir. La mort dans l'âme, l'armée éthiopienne s'arrête sur la frontière. Seuls les aviateurs, l'âme de l'ant-soviétisme dans l'armée, outrepassent les ordres et vont bombarder des villes somaliennes, dont Hargeisa et Berbera ». (René Lefort, *Ethiopie, la révolution hérétique*, Maspero, Paris, 1981, p. 357).

13. Le 12 août 1982, devant l'Assemblée nationale, Siad Barre se déclarait à nouveau prêt à des négociations de paix avec l'Ethiopie, n'importe où et n'importe quand, pour un règlement politique. Mogadiscio prétend maintenant ne plus réclamer le territoire de l'Ogaden, mais seulement l'autodétermination de sa population. De leur côté, les Ethiopiens demandent comme préalable à toute négociation la reconnaissance de la frontière et des principes de la Charte de l'OUA, ainsi que des réparations pour les dégâts commis en 1977-1978. En outre, ils désirent rester des plus discrets, pour le moment, présentant ce conflit comme purement somalien.

Les Cubains, qui sont militairement très présents en Ogaden, ont sans doute conservé leur position politique de 1978 sur cette question. Le quotidien du Comité central du Parti communiste cubain (PCC), *Granma*, du 26 mars 1978, déclarait : « Ceux qui connaissent l'Afrique savent que, dans chaque pays africain, il y a des tribus qui vivent à cheval sur les frontières dans tous les pays de l'Afrique. De nombreux Etats africains n'ont pas encore dépassé le stade de l'organisation tribale. Le fait qu'un pays puisse conquérir par la force un territoire qu'il revendique aurait constitué un précédent conduisant à une véritable catastrophe pour toute l'Afrique. Voilà pourquoi les Etats africains ont dit : il ne doit pas y avoir de changements de frontières, et il est hors de question de recourir à la force pour changer les frontières. »

Le journal du PC cubain fait ainsi lui aussi une défense assez claire de ce point de la Charte de l'OUA. Mais plutôt que de poser le problème de fond des questions nationales et ethniques et de l'héritage dramatique du colonialisme, il renvoie à une vision assez étrange d'un tribalisme pervers.

# La junte contre le mouvement ouvrier

DANS un précédent numéro d'*Inprecor* (numéro 132 du 13 septembre 1982), nous avons analysé les forces et les faiblesses du mouvement ouvrier turc et les conditions sociales, économiques et politiques qui ont conduit au coup

Mehmet SALAH

Le coup d'Etat qui a porté au pouvoir l'actuel régime militaire en Turquie s'est déroulé dans la nuit du jeudi au vendredi et durant toute la matinée suivante. Le couvre-feu a été décrété le vendredi matin. Ainsi, les auteurs du coup étaient-ils assurés de disposer d'un délai de trois jours, où les travailleurs seraient paralysés par le week-end, pour tenter d'intimider la classe ouvrière. Le succès de leur opération fut évident dès le lundi matin.

Des millions de travailleurs, y compris tous ceux qui étaient en grève peu de temps auparavant, reprirent le travail dans l'ordre. Le nouveau Conseil de Sécurité nationale (CSN) décida d'interdire toute activité syndicale. Cette décision fut immédiatement effective pour la Confédération de la DISK (Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires), centrale la plus « à gauche », et pour deux autres confédérations de moindre importance. Les principaux dirigeants de la DISK ont été arrêtés. Puis les responsables nationaux, régionaux et ceux des usines dont le syndicat était affilié à la DISK furent sommés de se présenter devant les autorités militaires. Cet appel fut diffusé, sur un ton menaçant, à la télévision, à la radio et dans la presse.

Au jour dit, des milliers de syndicalistes, dirigeants nationaux ou locaux, faisaient la queue à la porte des Q.G. militaires. Cela reflétait bien davantage, au sein de la classe ouvrière, la démoralisation et le sentiment d'une retraite effectuée dans la débâcle que l'habileté manœuvrière de la junte. Cette dernière agissait ainsi précisément pour bloquer d'emblée toute activité syndicale et sur ce point, il faut reconnaître qu'elle a réussi.

## DES MESURES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DRASTIQUES

La junte militaire turque a réaffirmé à plusieurs reprises sa détermination à mettre en œuvre les mesures économiques déjà décidées par le gouvernement turc le 24 janvier 1980, en accord avec les directives du Fonds monétaire international (FMI). Ce programme a un double but : réaliser des objectifs conjoncturels comme le freinage de l'inflation et le rééquilibrage de la balance des paiements. Mais il vise aussi à restructurer en profondeur l'économie capitaliste turque.

d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

Le présent article vise à rappeler quelle a été la gravité des attaques portées contre la classe ouvrière, par la junte militaire, au lendemain même de son accession au pouvoir.

Pour réaliser ces objectifs à court terme, une nouvelle législation du travail a été adoptée. Le 4 janvier 1981, dans l'attente de l'élaboration définitive d'un nouveau code du travail, la décision fut adoptée de soumettre les conventions salariales à l'approbation de la Haute cour. Le système de législation du travail revenait, par cette décision, aux pratiques en vigueur dans les années 1950. Un tribunal de 9 personnes devait préparer et adopter toutes les conventions salariales concernant des millions de travailleurs, en y appliquant toute sa lenteur bureaucratique.

Les hausses de salaires prévues par cette Haute cour vont de 10 à 15 %, ce qui est absolument dérisoire par rapport à l'inflation qui avait atteint 144,5 % entre mai 1979 et mai 1980, par exemple ... Le pouvoir d'achat réel des travailleurs connaît donc une baisse considérable depuis septembre 1980.

Les conventions élaborées par la Haute cour comprennent aussi des dispositions limitant les congés, augmentant la durée de la journée de travail (elles éliminent par exemple le temps de pause payé pour le déjeuner), et portent des coups sévères à la sécurité de l'emploi.

Après le coup d'Etat, des restrictions importantes, avec effet rétroactif, furent apportées aux primes d'ancienneté versées aux travailleurs.

La nouvelle loi sur la sécurité sociale a fait tomber les retraites au-dessous du niveau du salaire minimum, tandis que les cotisations pour la retraite sont, elles, augmentées et que l'âge de la retraite a été repoussé de 5 ans. De nouvelles cotisations sont prélevées sur les salaires des travailleurs pour financer les dépenses de santé. Certains jours fériés ont été supprimés, ce qui allonge d'autant la longueur de l'année de travail.

Après le 12 septembre, le salaire minimum fut fixé à 12 000 livres turques par mois (67 dollars US). Même les dirigeants du syndicat « libre » Turk-Is, à la botte du gouvernement, ont quitté la table des négociations sur la détermination du salaire minimum et la décision ne fut prise que par les représentants du gouvernement et du patronat.

## LA VOLONTÉ DE RÉSISTANCE DES TRAVAILLEURS DEMEURE

L'ampleur des attaques menées par la junte contre les syndicats et la classe ouvrière expliquent qu'aucune riposte active d'ensemble n'ait surgi. Si l'on ajoute

les 100 000 prisonniers, les camps de concentration, la torture, les assassinats en guise de politique d'Etat, on comprend que dans ces conditions, la classe ouvrière ne puisse élever la voix que difficilement. Cependant, durant l'été 1981, il y eut cinq grèves illégales à Istanbul et deux à Izmir. Il s'agissait des bastions d'avant-garde des luttes des années 1960 et 1970 (1).

Dans les entreprises de la métallurgie et de la sidérurgie, dans les usines textiles, des grèves, des occupations d'usine, des boycottages de la cantine et des arrêts de travail ont eu lieu. Certaines de ces actions n'ont duré que quelques heures, d'autres quelques jours.

Ces grèves illégales ont éclaté pour des revendications d'augmentation des salaires, d'amélioration des conditions de sécurité et de réduction de la durée du temps de travail. Elles ont toutes été victorieuses. Mais aucune de ces actions ne dépassa le niveau des revendications économiques, et elles ne concernèrent qu'une toute petite partie de la classe ouvrière, même si certains secteurs significatifs y ont participé de façon assez massive. Elles ne furent en fait que des feux de paille et il serait faux d'en tirer l'indication d'une nouvelle montée du mouvement ouvrier. Il faut simplement dire que ces actions démontrent que, même dans des conditions de répression extrême, il n'a pas été possible de briser la détermination de la classe ouvrière à résister.

## LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL

Le texte de la nouvelle loi régissant les syndicats a été rendu public en décembre 1981. De même qu'il réglemente les grèves et la négociation collective (qui feront l'objet d'autres lois), ce projet dessine les traits fondamentaux du nouveau code du travail dont l'élaboration est en cours. Il viendra compléter les changements structurels initiés par les mesures de 1980.

La junte ne propose pas un avenir d'où les syndicats auraient disparu, à une classe ouvrière qui a connu vingt années d'expériences de luttes syndicales, dont certaines furent victorieuses. L'objectif des militaires, avec ce nouveau code du travail, est de réduire le rôle des syndicats et de les subordonner à l'appareil bureaucratique.

1. Cf. *Inprecor* numéro 132 du 13 septembre 1982.

On peut résumer les grands traits de ce système de la façon suivante :

— Contrats d'une durée de un à trois ans. C'est la même chose que dans l'ancienne loi. Mais la nouvelle loi introduit le « principe de contrats d'une durée indéterminée », qui permettrait que le prix du travail reste le même pour une période indéfinie.

— Il cherche à éviter la signature de contrats concernant une seule entreprise. Cette procédure veut accroître l'influence de la bureaucratie syndicale. Son but est d'empêcher des secteurs isolés parmi les plus arriérés de la classe ouvrière, de suivre éventuellement l'exemple donné par des travailleurs plus expérimentés et plus avancés qui mèneraient des luttes victorieuses et obtiendraient des contrats favorables.

— Il étendrait les contrats signés par les syndicats représentant 25 % des ouvriers de certaines industries à l'entièreté du secteur concerné. Ainsi, quelques grands syndicats ou, plus précisément, une poignée de bureaucrates syndicaux, pourraient conclure des contrats pour des millions de travailleurs. D'un autre côté, le résultat de ce haut degré de centralisation bureaucratique pourrait être de préparer le terrain à des grèves générales sur une échelle sans précédent.

— Des restrictions sont apportées à l'adhésion aux syndicats et à la possibilité d'en démissionner. Cela entraîne à la fois une sévère entrave au droit des travailleurs de changer d'affiliation syndicale et un renforcement des structures bureaucratiques.

— Pour avoir le droit de signer des contrats, les syndicats doivent représenter au moins 10 % des travailleurs d'une industrie. L'objectif est d'empêcher qu'il y ait plus d'un syndicat sur le même lieu de travail. L'ancien système avait été critiqué par les patrons comme engendrant « une inflation syndicale ».

— Pour former une confédération, il faudra au minimum sept syndicats. C'est là une tentative d'établir des conditions menant à une « confédération syndicale unique » qui serait subordonnée à l'appareil d'Etat.

### QUEL EST LE NIVEAU POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE ?

Les cadres dirigeants de la classe ouvrière turque ont joué un rôle extrêmement important dans la vaste lutte sociale qui a secoué le pays ces vingt dernières années. Sur la base de la riche expérience des luttes économiques, politiques et idéologiques de cette période, la classe ouvrière s'est haussée à un niveau qui permet de la considérer comme un prolétariat dont l'expérience et la capacité de lutter ont crû parallèlement.

Ce degré de maturité politique n'est pas seulement le résultat de sa propre expérience de lutte. Elle a aussi tiré des leçons de la radicalisation de larges couches de la petite-bourgeoise et de la jeunesse.

Au cours de cette période, il y a eu une politisation et une mobilisation extraordinaire des classes moyennes, de la petite bourgeoisie et surtout de la jeunesse. Des centaines de milliers de personnes, le plus souvent au nom du socialisme, ont participé à de multiples sortes de lutte politique, depuis l'agitation la plus élémentaire jusqu'à diverses formes de lutte armée, à d'énormes manifestations de masse, à des grèves illégales, et parfois à des batailles de rue.

Bien sûr, des illusions se sont également développées, et il s'en suivit désenchantement et démoralisation. Mais en dépit de cela, cette riche expérience sera, dans l'avenir, un important facteur de montée de la lutte de classe vers de nouveaux sommets.



Les rafles de la dictature militaire turque. (DR)

La classe ouvrière turque a subi les mêmes attaques idéologiques que celles que la bourgeoisie a menées dans le monde entier. On ne peut guère dire qu'un antidote efficace ait été produit pendant toutes ces années, à cause de la nouveauté et de la faiblesse du mouvement marxiste en Turquie.

En relation avec cette faiblesse, il faut analyser les rapports entre le mouvement ouvrier et les courants de gauche. L'expérience d'organisation politique générale s'est trouvée bien loin derrière l'expérience acquise dans les luttes syndicales.

C'est après 1970 seulement que les mouvements politiques ont trouvé leurs prolongements dans les rangs ouvriers. Mais il est intéressant de comparer la force des courants politiques de gauche en général à celle qu'ils ont pu développer au sein de la classe ouvrière.

On peut dire sans exagérer qu'avant le 12 septembre 1980, tous les groupes se réclamant du marxisme-léninisme publiaient un périodique. La circulation totale de ces journaux atteignait le chiffre de 200 000, mais le nombre de lecteurs ouvriers ne dépassait pas 10 000 ou 20 000. Etudiants, enseignants, fonctionnaires et « sans-travail » (« sans-travail » en ce sens qu'ils n'ont encore jamais travaillé, jeunes provenant de diverses couches de la petite bourgeoisie) étaient beaucoup plus avancés que la classe ouvrière en ce qui concerne l'action et

l'organisation politiques. La prédominance des couches moyennes était un trait caractérisant toutes les tendances politiques, y compris les courants de gauche qui existaient dans la classe ouvrière.

Il ne faut pas oublier qu'après 1975, le Parti communiste turc (PC), illégal, a gagné un grand nombre de membres provenant de la bureaucratie de la DISK, ainsi qu'un nombre non négligeable de militants ouvriers. En dépit de la perte importante de crédibilité des courants inspirés par le PC qui travaillaient au sein de la bureaucratie, et du reflux général que cela a entraîné dans le mouvement ouvrier, l'influence du Parti communiste parmi les travailleurs affiliés à la DISK (et dans les rangs de la bureaucratie de ce syndicat), doit être prise au sérieux. En fait, nom-

breux sont les ouvriers d'avant-garde qui ont rejoint divers courants politiques durant cette période ...

Mais les ouvriers ne formaient qu'une petite minorité des membres et des sympathisants du PC comme des autres organisations et courants significatifs.

Sur le plan théorique en particulier, ces groupes n'étaient que confusion idéologique et ne pouvaient jouer de rôle réellement positif. De façon générale, les organes publics des courants de gauche, les journaux des syndicats qu'ils contrôlaient, et les efforts d'éducation de leurs militants au sein des syndicats, restaient dans le cadre des méthodes de la pensée bourgeoise. Ils ont cependant introduit chez les ouvriers de nouvelles questions, de nouvelles conceptions et de nouvelles idées. Après dix ans de stagnation, cela représentait malgré tout un bond en avant extraordinaire.

Parallèlement, il y eut un accroissement des traductions, des publications et de la diffusion de littérature marxiste ; un grand nombre d'ouvrages marxistes atteignirent des lecteurs de la classe ouvrière.

### 60 % DE MOINS DE 19 ANS

La population turque comprend une majorité de jeunes. Environ 60 % de la population a moins de 19 ans et c'est également vrai pour la classe ouvrière. Ce fut un des facteurs importants de l'ouverture de l'avant-garde aux idées nouvelles. De plus, il est juste de dire que la classe ouvrière représente un secteur culturellement

ment avancé de la société. Des statistiques datant d'il y a huit ans en donnent déjà une idée. Cette étude portant sur 56 000 travailleurs de l'industrie mécanique et de la métallurgie donne le tableau suivant :

Analphabètes totaux :	3,69 %
Capables de lire et d'écrire :	13,68 %
Diplômés de l'école primaire : (5 ans d'école)	69,27 %
Ecole secondaire : (8 ans d'études au total)	6,05 %
Ecole préparatoire à l'université : (11 ans d'études au total)	6,79 %
Université :	0,52 %

En 1974, environ 13 % des travailleurs de ces industries étaient employés depuis plus de dix ans. Aujourd'hui, ces ouvriers plus âgés et désavantagés sur le plan de l'éducation sont à la retraite ou sur le point de la prendre. Cela vient renforcer les données des statistiques citées plus haut et qui montrent un nombre insignifiant d'analphabètes parmi les travailleurs des grandes villes.

Il faut ajouter à cela qu'à partir du début des années 1970, le nombre de diplômés sortis des écoles préparatoires, c'est-à-dire avec le baccalauréat, et qui ne sont pas entrés à l'université, a été de plusieurs centaines de milliers chaque année. Ces masses de jeunes étaient destinées à aller travailler dans des usines à la technologie avancée. En fait, de nombreuses entreprises font du diplôme d'études secondaires ou de l'école préparatoire une précondition à l'embauche. Tous ces indices du niveau d'éducation de la classe ouvrière d'aujourd'hui montrent qu'il y a une base solide pour le développement d'une certaine maturité politique.

On peut aller plus loin et dire qu'à la suite de l'extension rapide des rapports de production et des institutions capi-

talistes dans le pays, et après 55 années de laïcisation, l'influence de la religion sur la classe ouvrière (surtout en comparaison avec les secteurs les plus retardés de la petite bourgeoisie urbaine et de la paysannerie) a beaucoup diminué. Une indication en ce sens est le fait que la HAK-Is et la MISK, la première étant une confédération syndicale religieuse islamique et la deuxième une confédération syndicale fasciste, n'ont su attirer que quelques dizaines de milliers de travailleurs. Dans les grandes villes en particulier, les travailleurs « religieux » ne sont qu'une faible minorité. Du fait que la bourgeoisie en était consciente, dans une certaine mesure, l'arme de la religion n'a guère été utilisée dans les attaques idéologiques qu'elle a lancées contre la classe ouvrière.

### LE ROLE DU MOUVEMENT FASCISTE

C'est en Turquie que, dans les années 1970, est apparu le plus fort mouvement fasciste du monde. Le parti fasciste a été capable d'obtenir plus d'un million de voix. Le mouvement de la jeunesse fasciste avait des milliers de membres. Dans les dernières années, ce mouvement a assassiné environ 3 000 progressistes et radicaux, ce qui montre sa puissance.

Pendant une période de plus de deux ans après 1975, le parti fasciste fit même partie de la coalition gouvernementale. Il lui a été ainsi possible de s'enraciner à plusieurs niveaux dans la machine de l'Etat. Il a, en particulier, gagné une force assez considérable dans l'armée.

Cependant, malgré tout cela, l'impact du mouvement fasciste sur la classe ouvrière a été relativement faible. D'abord, le mouvement fasciste était assez faible dans les grandes villes industrielles.

également le Parti socialiste et le Socialistische Partij flamand, ainsi que le Parti communiste belge.

#### RFA :

A l'occasion du deuxième anniversaire du coup d'Etat militaire en Turquie, une imposante manifestation a eu lieu à Francfort. 30 000 personnes environ y ont participé, ce qui représente la plus grande mobilisation contre le régime militaire turc qui ait jamais eu lieu en Allemagne fédérale et, *a fortiori*, en Europe capitaliste. Ce succès a été possible car la manifestation était organisée sur une base unitaire, avec l'adhésion de toutes les organisations turques et kurdes.

Mais la participation des militants allemands a été très modeste : 500 personnes au total ont répondu à l'appel de plusieurs organisations de gauche et d'extrême gauche, dont le GIM, section de la IVe Internationale.

Invité par les organisateurs, le metteur en scène Yilmaz Güney, dont le film *Yol* a obtenu le grand prix du dernier festival de Cannes, aurait dû prendre la parole à la fin de la manifestation. Mais les autorités allemandes lui ont interdit l'entrée dans le pays.

Par exemple, le score électoral d'ensemble de ce parti était de 10 %, mais il n'a obtenu que 3 % à Istanbul, la ville la plus industrielle.

Les fascistes ont le contrôle total de beaucoup de grandes villes d'Anatolie (2), une considérable puissance de frappe organisée et soutenue par les forces de l'appareil d'Etat. Mais ils n'ont pas pu étendre leur domination à Istanbul, ni à la plupart des autres villes industrielles, en dehors de quelques secteurs périphériques.

Evidemment, le mouvement fasciste a mené des attaques sévères contre certaines positions de la classe ouvrière et a acquis une influence significative en quelques endroits. Par exemple, en 1975-1976, les coups les plus sérieux des fascistes ont été lancés contre les 19 000 ouvriers de l'aciérie de Iskenderun dans le sud de l'Anatolie ; les 6 000 travailleurs de l'usine d'aluminium du centre de l'Anatolie ; les 7 000 travailleurs de l'usine textile de Taris, dans la grande ville industrielle d'Izmir, et contre la fabrique d'automobile de Bursa, sur la côte qui fait face à Istanbul.

Dix travailleurs ont été tués lors de ces attaques, et le syndicat pourtant très combatif d'Iskenderun, ainsi que les travailleurs de l'aluminium, ont subi une défaite. Mais les succès obtenus par les syndicats réactionnaires dans ces secteurs, avec l'aide des fascistes, n'ont pas été suivis par d'autres succès dans les grandes villes. Ils n'ont pas été un facteur de déclin ou de démoralisation du mouvement ouvrier.

Les assauts du mouvement fasciste contre des secteurs progressistes de la population, non ouvriers, ont été très importants. La plupart de ceux que les fascistes ont tués étaient étudiants, employés ou enseignants. Ces attaques fascistes visant principalement d'autres objectifs que les luttes directes de la classe ouvrière, cette dernière est restée, dans une certaine mesure, en dehors de la lutte antifasciste. En ce qui concerne la lutte contre le fascisme, l'expérience de la classe ouvrière reste donc insuffisante.

Le coup du 12 septembre 1980, qui a établi une dictature militaire en Turquie s'est attaqué à une classe ouvrière possédant déjà une grande tradition. Réussira-t-il à ramener en arrière, au niveau de stagnation et de bas niveau de conscience politique qu'il a connu dans les années 1960, un mouvement ouvrier turc qui, en dépit de sa jeunesse, avait gagné des positions très fortes pour un pays dépendant.

Est-il possible que cette classe ouvrière, énergique et militante, puisse rester engluée et paralysée pour une longue période, par des lois répressives, l'oppression et la violence ? Pour le croire, il faudrait être un dictateur extrêmement optimiste ou un révolutionnaire extrêmement pessimiste. ■

Mehmet SALAH  
Mai 1982.

2. Anatolie : désigne, depuis 1923, l'ensemble de la Turquie d'Asie (y compris l'Arménie et le Kurdistan). La Turquie d'Europe ne représente que moins de 3 % du territoire turc.

# La répression contre les Kurdes

Le témoignage de Seraffetin Kaya

**D**IX-HUIT années durant, l'avocat kurde Seraffetin Kaya a assuré la défense des Kurdes et des Turcs en butte aux persécutions de l'Etat turc. Sa dernière arrestation, à la suite du coup d'Etat militaire des généraux de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) du 12 septembre 1980, fait suite à ses dénonciations de l'utilisation systématique de la torture dans les prisons au cours de divers procès auxquels il a été amené à participer.

Après que son bureau ait été mis à sac, il a été détenu durant sept mois avant d'être présenté devant les juges. Durant cette période, il a fait un séjour de trois mois à la prison militaire de Diyarbakir, dans l'est du pays, au Kurdistan turc, dans

« WAS TUN » : — Quelles conclusions tirez-vous de la situation du point de vue de la répression en Turquie en général et au Kurdistan turc en particulier ?

Seraffetin KAYA : — L'étendue de la répression n'est pas suffisamment connue à l'étranger. Les informations font plus souvent état des persécutions contre les opposants turcs que des attaques menées contre les Kurdes qui subissent la répression la plus brutale. Dans toutes les prisons turques, que ce soit à Istanbul comme à Izmir ou à la prison de Mamak à Ankara, les détenus politiques subissent de mauvais traitements. Mais, si dans les prisons turques 10 % des prisonniers sont des politiques, ce nombre approche les 100 % dans la partie du Kurdistan occupée par la Turquie. Au Kurdistan, l'interdiction des syndicats et la suppression des droits politiques se confondent avec l'oppression nationale. Partout la répression politique va s'intensifiant.

— Les médias des principaux pays occidentaux continuent à se faire l'écho des propos de la junte selon lesquels les « extrémistes de gauche comme de droite » sont poursuivis avec la même vigueur et le même zèle. Qu'en est-il un an et demi après le coup d'Etat exécuté par le général Kenan Evren ?

— Les actions menées par la junte contre des fractions de groupes fascistes terroristes ne sont que du vent, et sont destinées à alimenter les agences de presse étrangères. Cela apparaît comme une évidence quand on voit le nombre des arrestations. Plus de 100 000 militants et opposants de gauche et d'extrême gauche ont été mis sous les verrous depuis le coup d'Etat, contre quelque 1 000 fascistes seulement. Ces derniers étant principalement des terroristes ou des individus bien connus de la population pour leurs nombreux crimes.

Pour prendre un autre exemple, il faut savoir que, depuis le coup d'Etat, presque tous les enseignants membres du syndicats de gauche TOB-DER ont été licenciés, alors que ceux qui appartenaient au syndicat de droite sont restés en poste

la cellule très spéciale surnommée « la maison de bains », parce que les prisonniers y pataugent jusqu'aux genoux dans leurs propres immondices.

Finalement, sous la pression internationale, Seraffetin Kaya a fini par être relâché, à condition, il est vrai, d'abandonner le barreau. Pour éviter d'avoir une lourde amende à payer, et devant les menaces de mort proférées contre lui, Seraffetin Kaya a récemment dû choisir de s'exiler. Son interview, que nous reproduisons ci-après, est un condensé de l'entretien publié dans *Was Tun*, organe bimensuel du Groupe Internationale Marxisten (IMG), section allemande de la IVe Internationale, dans son numéro du 29 avril 1982.

et ont même été promus. Le même schéma a été utilisé dans l'administration et la police. Dans la police et chez les gardiens de prison, des individus liés au Parti d'action nationale MHP (Milliyetçi Hareket Partisi), fasciste, jouent le pire des rôles. Ils viennent souvent de l'organisation de jeunesse fasciste où ils sont entraînés à pratiquer la torture. On peut citer le nom de Mevlut Cakir qui, dans la ville de Diyarbakir au Kurdistan, organise avec quatre complices la torture des prisonniers.

— Pouvez-vous nous dire quelques mots sur les problèmes auxquels vous avez été confronté en tant qu'avocat devant les cours militaires ?

— Les procès sont instruits par des cours militaires. Les juges sont des officiers et des juges militaires. Toutes les règles élémentaires pour vérifier la validité des preuves avancées par l'accusation sont écartées. Les aveux sont arrachés par la torture, parfois même jusque dans la salle d'audience. Les acquittements par manque de preuves ne s'accompagnent pas automatiquement de la libération du détenu tant que le haut-commandement militaire n'a pas donné son accord.

Nous autres avocats, avons inlassablement rapporté ces faits à la presse turque, dans les écoles et aux démocrates, mais en vain. Ce silence n'est pas simplement le résultat de la censure et de la répression militaire. Il est également le produit d'une attitude anti-kurde arrogante de la part des libéraux et de la plupart des démocrates turcs.

— Les protestations internationales et les actions de solidarité ont-elles eu un écho en Turquie et dans le Kurdistan occupé ?

— Les campagnes de solidarité n'ont eu jusqu'à maintenant que peu d'effets sur les oppresseurs parce qu'elles se sont avérées insuffisantes. La junte au pouvoir sait très bien qu'elle a le soutien des Etats membres de l'OTAN. Elle se permet de déclarer ouvertement qu'elle entend détruire la nationalité kurde. Dans certains

endroits, on a exigé des Kurdes qu'ils peignent leurs maisons de rayures blanches. Dans l'éventualité d'actions de résistance, ces maisons seraient les premières détruites.

— Justement, où en est la résistance ? Comment se développe-t-elle face à cette répression ?

— De plus en plus fréquemment, des unités de l'armée et de la police militarisée dirigent maintenant leurs attaques contre les villages kurdes et essaient de terroriser la population. Cette dernière s'efforce de se défendre en utilisant les conditions géographiques spécifiques du pays. Un système d'alerte a été mis en place. Dès que l'on signale l'approche des soldats ou des policiers, les femmes et les jeunes s'enfuient ; seuls restent les vieillards.

Dans les villages, les écoles et parmi les prisonniers, la junte poursuit son programme systématique de « turquification ». La langue kurde est interdite et les livres en langue kurde sont détruits. Les détenus ne peuvent s'exprimer avec leurs avocats qu'en turc et en présence de gardiens. Mais beaucoup de ces prisonniers kurdes ignorent le turc. Les prisonniers essaient alors de se défendre eux-mêmes.

— Que pouvons-nous faire, en Europe occidentale, pour apporter notre aide ?

— Le plus important est de mener une campagne d'information de masse sur la répression, la terreur et les assassinats auxquels sont soumis les Kurdes, principalement dans les prisons comme celle de Diyarbakir, et de mettre sur pied une campagne de solidarité autour de ces points.

C'est le devoir, en tout premier lieu, de la gauche européenne, des démocrates et des révolutionnaires, qui se doivent de prendre en compte sérieusement la question kurde et d'entreprendre une campagne de solidarité. ■

Propos recueillis pour « WAS TUN »  
Francfort, 29 avril 1982.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### MEXIQUE

#### Mort d'Ernesto Vasquez de Leon

Le 25 juillet 1982, Ernesto Vasquez de Leon, le camarade « Neto », est mort accidentellement à Oaxaca dans le sud du Mexique. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale, a perdu avec lui un de ses cadres les plus aguerris et les plus dévoués.

Depuis 1968, il n'y a pratiquement pas eu de mouvement syndical, paysan ou populaire à Oaxaca, auquel le camarade « Neto » n'ait pris part. Connue comme dirigeant de la Coalition ouvrière, paysanne et étudiante de la province, il avait aussi milité depuis 1968 à la construction du Groupe communiste internationaliste (GCI), puis du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT).

Plus de 2 000 personnes ont suivi son enterrement et les organisations les plus diverses ont rendu hommage à sa mémoire. Le Front Farabundo Martí de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire (FMLN-FDR) du Salvador a exprimé ses condoléances.

### ANTILLES

#### Haiti, Grenade, Palestine: campagnes internationales du GRS

Si le Groupe Révolution Socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale est totalement impliqué dans les luttes sociales et politiques réactivées aux Antilles par la victoire électorale de François Mitterrand en France, la fidélité à l'internationalisme militant reste toujours le fil à plomb de sa construction au sein des masses antillaises. Le fait mérite d'autant plus d'être souligné que les autres courants anticolonialistes ont réduit leur activité en la matière à la portion congrue.

A peine 48 heures après le coup de force des militaires polonais, le GRS manifestait dans les rues de Fort-de-France à la Martinique, après avoir vainement tenté d'associer d'autres courants à cette initiative. Quelques jours plus tard, après avoir multiplié les démarches unitaires et obtenu plusieurs interventions dans les

médias, aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe, le GRS rassemblait une soixantaine d'anticolonialistes pour une journée d'étude sur la Pologne.

En même temps, les marxistes révolutionnaires antillais renforçaient leurs efforts pour le développement d'un Comité martiniquais de solidarité avec les peuples de la Caraïbe (CMSPC). Après une large campagne, marquée par la publication d'un bulletin spécial, par la confection de panneaux explicatifs dans les rues, par la collecte de plus d'un millier de signatures sur une pétition, ce Comité unitaire a réuni plus de 800 participants à l'occasion d'une réunion « 3 heures pour Haïti » avec la participation d'artistes, d'une militante haïtienne de New-York, d'un dirigeant du PC haïtien, et le soutien de Haïtiens immigrés en Martinique ont participé à cette initiative. En Guadeloupe, le GRS participe aux côtés du Parti communiste guadeloupéen (PCG) à un comité de solidarité avec la Caraïbe créé plus récemment.

L'agression israélienne contre les peuples palestinien et libanais a également suscité une activité dynamique, avec en particulier la présence significative du GRS dans le Comité martiniquais de solidarité avec le peuple palestinien (CMSPP) et dans la manifestation de rue organisée unitairement à Fort-de-France avec la communauté palestinienne du pays, le Parti communiste martiniquais (PCM) et le Mouvement pour l'indépendance de la Martinique (MIM), organisation nationaliste contrainte à cette occasion de faire une exception à son sectarisme pathologique.

C'est dans le même esprit qu'avec l'aide du GRS, un voyage de solidarité, d'étude et de détente a été organisé par les camarades de Jeunesse d'avant-garde (organisation de jeunes politiquement solidaire de notre combat) dans l'île de Grenade, où se poursuit une expérience anti-impérialiste depuis le 13 mars 1979. Ce voyage a rencontré un écho et une sympathie considérables à Grenade : articles dans la presse, passages aux informations télévisées, contacts avec les responsables du Provisional Revolutionary Government (PRG) et du New Jewel Movement (NJM).

L'une des tâches les plus urgentes actuellement est la construction d'une solidarité massive et agissante avec la révolution en Amérique centrale. La publication d'un numéro spécial du bulletin du Comité Solidarité Caraïbe en Martinique constitue un pas dans ce sens. Il est regrettable que, sur ce point comme sur l'ensemble des tâches anti-impérialistes, le GRS ne puisse compter sur la collaboration active de Combat Ouvrier (organisa-

tion solidaire de l'organisation française Lutte Ouvrière), plus occupée de développer une conception plutôt raciale de la politique antillaise que d'agir en trotskystes, c'est-à-dire en internationalistes.

### AUSTRALIE

#### Mobilisation des aborigènes

A l'occasion des jeux du Commonwealth, qui se déroulent du 30 septembre au 10 octobre à Brisbane dans l'Etat de Queensland, les communautés aborigènes d'Australie se sont regroupées dans un Comité de protestation des Noirs (Black Protest Committee) pour organiser de grandes mobilisations, avec le mot d'ordre « *Le droit à la terre avant les jeux* ». Ces protestations prendront la forme d'un festival culturel, d'une manifestation pour le droit à la terre, d'un concert « *Rock contre le racisme* » et d'une journée nationale de soutien à la lutte des aborigènes, le 29 septembre.

Les aborigènes d'Australie vont ainsi profiter de l'éclairage international autour des jeux du Commonwealth pour rappeler leurs revendications concernant le droit à la propriété de leurs terres dans les réserves, l'abolition des lois racistes et du Département des affaires des aborigènes et des îlois (indigènes originaires des îles Torres Strait), le droit de négocier eux-mêmes l'attribution de concessions minières sur leurs terres, etc. Comme l'a déclaré Les Collins, membre du Conseil des terres du Queensland à *Direct Action*, organe du Socialist Workers Party (section australienne de la IVe Internationale), « *ces jeux vont avoir un écho international, aussi sont-ils vus par les peuples aborigènes et des îles comme un moment opportun pour dénoncer les mauvais traitements, les atrocités que le gouvernement du Queensland leur fait subir sous son règne de terreur* ». La situation des aborigènes d'Australie peut être résumée par quelques chiffres donnés par Les Collins : 34 % des familles aborigènes sont sans foyer, le taux de mortalité infantile est de 30 % environ, l'espérance de vie de 52 ans contre 75 ans pour un non aborigène, et le chômage atteint 63 %.

Une intense campagne de presse a été menée pour dissuader les aborigènes d'organiser leur festival culturel. Une certaine presse n'a pas hésité aussi à comparer les aborigènes à l'origine de ces manifestations culturelles à des terroristes entraînés par les Lybiens et voulant interdire la

tenu des jeux du Commonwealth. Le 8 août dernier, les services de renseignement australiens ont même été à l'origine de la diffusion d'un tract émanant d'un prétendu Front combattant des aborigènes, inconnu des milieux intéressés, et appelant les aborigènes à prendre les armes.

Conscients qu'il fallait à tout prix éviter l'isolement de leur lutte et les risques de provocations ou d'interdiction de leurs mobilisations, les dirigeants de la communauté aborigène ont maintes fois rappelé qu'ils voulaient « une action de protestation pacifique mais efficace ». A force de détermination et devant le soutien que rencontraient ces initiatives, les militants aborigènes ont réussi à obtenir l'appui du Parti travailliste, qui avait pourtant longtemps hésité. Un leader travailliste avait même déclaré il y a quelques mois, faisant chorus avec la presse réactionnaire, que « le parti travailliste est à 100 % derrière les jeux comme événement athlétique ». Mais, finalement, le secrétaire du Parti travailliste de l'Etat de Queensland a déclaré que son organisation participerait « activement » aux manifestations pacifiques lors des jeux du Commonwealth. Si ces déclarations étaient suivies d'effet, l'on verrait probablement se dérouler en Australie les plus grandes mobilisations de soutien à la lutte du peuple aborigène depuis 1973. ■

## SUISSE

### L'attitude scandaleuse du Conseil fédéral

Le Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, a lancé le 3 février 1981 une grande campagne « pour le droit à la formation professionnelle et au recyclage garantis », qui s'inscrit dans le cadre de la pratique institutionnelle, spécifique à la Suisse, de « l'initiative populaire fédérale ». Il est ainsi possible, au travers d'un référendum, de modifier la Constitution fédérale. Ce référendum est organisé si les propositions contenues dans le texte de l'initiative ont recueilli 100 000 signatures de citoyens. Elles sont alors soumises à un vote national, et doivent être approuvées par la majorité des électeurs et la majorité des cantons (23 cantons et six demi-cantons) (voir *Inprecor* numéro 119 du 8 février 1982).

En date du 26 juillet 1982, la Chancellerie fédérale confirmait l'aboutissement de l'initiative lancée par nos camarades et reconnaissait comme valables 106 593 signatures sur les 107 042 déposées.

Mais cela n'a pas le moins du monde impressionné le Conseil fédéral, qui a décidé de prendre un pas de sénateur pour s'occuper de l'affaire, alors que la crise capitaliste souligne quotidiennement l'importance de la formation professionnelle et du recyclage. Dans le communi-

qué de presse ci-dessous, repris par la radio le 19 août 1982, mais curieusement (!) oublié par la majorité de la presse écrite, le PSO proteste à juste titre contre cette attitude proche du cynisme le plus pur :

« Le Parti socialiste ouvrier (PSO), qui a déposé, avec d'autres, l'initiative pour une formation professionnelle et un recyclage garantis, est consterné par l'attitude du Conseil fédéral. L'initiative a été déposée le 3 juin 1982 et le Conseil fédéral vient de décider de rédiger son message à fin 1984 seulement. Cela signifie que les Chambres fédérales débattent de cette initiative au plus tôt en 1985.

Par cette manœuvre dilatoire, le gouvernement fédéral montre ouvertement qu'il refuse de traiter de manière rapide une revendication aussi importante pour les salariés, surtout en temps de crise comme maintenant. Le PSO exige, dans l'intérêt des jeunes et de la population laborieuse, qu'une procédure rapide et efficace soit adoptée. » (d'après *La Brèche*, 28 août 1982). ■

## IVe INTERNATIONALE

### Stage des sections européennes

Pour la troisième année consécutive, à la fin août, un stage a réuni des responsables des différentes sections européennes de la IVe Internationale. En 1980, ce stage avait pour thèmes la formation des Etats ouvriers et la révolution politique. En 1981, il portait sur la formation des Internationales ouvrières et sur les problèmes du Front unique. Cette année, il avait pour thème central les réponses du mouvement ouvrier à la crise économique en Europe.

Ainsi, les exposés centraux ont-ils abordé les questions de la crise économique et des réponses ouvrières, de l'Etat et des institutions, des réactions des bureaucraties ouvrières des partis socialistes et communistes, de la construction des sections de la IVe Internationale. Ces exposés étaient complétés par des commissions de travail (en quatre groupes de langue : allemand, anglais, espagnol et français), et par des commissions complémentaires sur la formation des courants d'opposition dans les syndicats et sur le mouvement des femmes face à la crise.

Les soirées étaient consacrées à des projections, à des commissions facultatives (Mexique, Brésil, Liban, Mouvement pour le désarmement en Allemagne de l'Ouest, Pologne), et à la détente.

Etaient présentes des délégations de Norvège, Suède, Danemark, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Luxembourg, Belgique, Allemagne de l'Ouest, Autriche, Suisse, France, Italie, Etat espagnol et Portugal. Seuls n'étaient pas représentés les groupes sympathisants ou sections d'Islande, d'Irlande et de Grèce.

Les stagiaires étaient répartis en 66 % d'hommes et 33 % de femmes. La moyenne d'âge était de 30 ans pour les hommes et 29 ans pour les femmes. En moyenne, les camarades appartenaient depuis sept ans et demi à l'Internationale, dix depuis plus de dix ans, quatre depuis plus de quinze ans ... et un depuis quarante ans. Environ 10 % étaient militants des organisations de jeunesse ; 33 % des stagiaires étaient des travailleurs industriels, 50 % des militants syndicaux, et 25 % environ étaient des permanents des sections. ■

## FRANCE

### Liberté immédiate pour Michael Plunkett et ses camarades!

Le 28 août, les services français de gendarmerie annonçaient une grande victoire dans la lutte anti-terroriste. Le ministre des Armées, le tout nouveau secrétaire d'Etat à la lutte anti-terroriste, et la présidence de la République elle-même publiaient des communiqués tonitruants d'auto-félicitation. Les médias laissaient entendre que les arrestations effectuées étaient en rapport avec l'attentat meurtrier perpétré le 9 août dans le quartier juif de Paris, rue des Rosiers ...

Il s'agissait en fait de l'arrestation de trois militants irlandais de l'IRSP (1) : Stephan King, Michael Plunkett et Mary Reid. Tous trois étaient aussitôt inculpés de « détention illégale d'armes, munitions et explosifs, de recel de faux documents administratifs et d'association de malfaiteurs ». Pourtant, la baudruche allait se dégonfler plus vite encore qu'elle n'avait été gonflée. L'arsenal ? Trois armes de poing et 500 grammes de plastique ... Ni la Grande-Bretagne ni l'Irlande du Sud ne réclamaient l'extradition.

Piètre résultat des services de police français et situation inconfortable pour le président François Mitterrand. Après avoir déposé des fleurs sur la tombe de Bobby Sands et de ses camarades, les dirigeants socialistes choisissent, comme boucs émissaires, des résistants irlandais qui n'ont jamais porté leur action armée sur le territoire français.

Le Comité de solidarité avec la lutte du peuple irlandais *Irlande libre* a entrepris une campagne contre les menaces d'extradition et pour la libération immédiate des trois emprisonnés.

La Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale) soutiendra cette campagne et prendra toutes les initiatives permettant de la faire aboutir. ■

1. L'Irish Republican Socialist Party est une organisation qui s'est séparée, au début des années 1970, de la branche dite « officielle » de l'IRA, lorsque celle-ci a renoncé à la lutte armée. L'IRSP est liée à une branche militaire de la résistance républicaine irlandaise, l'INLA (Irish National Liberation Army).

## BELGIQUE

### Importantes élections municipales

Le 10 octobre, la population belge est à nouveau appelée aux urnes, cette fois-ci pour des élections au niveau des communes. Une tradition « communale » séculaire imprègne profondément l'ensemble des structures politiques belges, et les changements se frayent plus facilement un chemin sur ce terrain-là. D'autant plus que cet appel aux urnes suit de quelques mois la montée ouvrière de l'hiver 1981-1982, le mouvement social le plus important que la Belgique ait connu depuis la grève générale de 1960-1961. (Cf. *Inprecor* N. 96 du 2 mars 1981).

Tout cela pèse sans doute trop peu pour renverser le cours « thatchérien » qu'annonce le gouvernement bourgeois Martens-Gol, mais assez pour susciter un large intérêt pour les militants ouvriers politisés.

La Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale mène depuis des mois une campagne active. En février 1981, elle avait, comme à l'accoutumée, lancé un appel à la constitution de listes unitaires autour de deux axes :

- 1) une plate-forme anti-austérité ;
- 2) un ensemble de revendications au niveau de la commune, sous l'appellation « Une commune au service des travailleurs ».

Jusqu'à l'été 1982, les négociations avec le Parti du travail de Belgique (PTB), pro-chinois, et le Parti communiste belge (PCB), semblaient, une fois de plus incapables de rompre la barrière du sectarisme de ces deux organisations.

Et puis des ouvertures sont apparues qui, comme dans un jeu de dominos se sont enchaînées les unes avec les autres. Lors du dépôt des listes (10 septembre), la LRT a réussi à impulser 14 listes unitaires dont plusieurs dans les principales villes du pays. Les accords, ont, en général, été passés entre la LRT et le PCB comme à Anvers, Gand, Bruges, Malines, Sint-Niklaas, Wavre, Bruxelles et trois communes ouvrières de l'agglomération bruxelloise (Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse). Dans beaucoup de cas ces listes comportent une part importante de candidats des récents mouvements de masse (syndicalistes, femmes, jeunes, mouvement anti-missiles) et attirés par la dynamique unitaire. Ce retournement spectaculaire du PC s'est opéré tout à fait pragmatiquement : il ne traduit nullement une nouvelle orientation politique de sa part, mais plutôt une nouvelle manifestation de sa crise profonde. (Cf. *Inprecor* N. 125 du 3 mai 1982).

A Scarbeek, une liste « Démocratie sans frontières » a provoqué une dynamique unitaire qui va bien au-delà encore. Autour du comité antiraciste local, dans

une des communes les plus anti-immigrés de Belgique, se sont regroupés la LRT, le PCB, le PTB, Pour le socialisme (PLS) organisation centriste, des représentants du mouvement ouvrier chrétien, des personnalités indépendantes.

A Herstal (Liège), le PTB (qui refuse l'unité ailleurs) participe à un cartel avec la LRT, PLS et le RPW (scission ouvrière du Rassemblement wallon).

Du côté flamand, l'aspect le plus inattendu, c'est que le Parti socialiste (Socialistische Partij - SP) qui a une existence politique autonome par rapport au Parti socialiste francophone, a essayé de se tourner prudemment vers la gauche. Sous l'égide du président de la fraction parlementaire du SP flamand, s'est formé un cartel entre le SP, la LRT, le PCB et des indépendants. Si la plate-forme commune reste faible quant aux revendications immédiates, l'opportunisme électoral du SP de Leuven (Louvain) l'a amené à dénoncer les banques et les holdings comme fauteurs de la crise et à refuser l'austérité pour les travailleurs (en contradiction avec la ligne nationale de ce parti), à soutenir politiquement et financièrement la FMLN du Salvador et à refuser inconditionnellement l'installation de nouveaux missiles de l'OTAN.

Décidément, quelque chose commence à bouger dans les partis ouvriers, au moment où le gouvernement lance une nouvelle attaque contre la classe ouvrière et où le mouvement syndical s'appête à riposter. C'est d'ailleurs l'axe politique essentiel de la campagne « électorale » que mène la LRT dans l'ensemble du pays.

## SUEDE

### Le retour des sociaux-démocrates

Comme le laissaient prévoir plusieurs sondages d'opinion à la veille des élections, les deux grands partis ouvriers suédois, le Parti social-démocrate des travailleurs (SAP) et le Parti de gauche communiste (VPK) ont remporté la majorité absolue aux élections parlementaires du samedi 19 septembre 1982. Cela signifie qu'Olof Palme, le dirigeant social-démocrate, constituera le prochain gouvernement du pays, après avoir été maintenu dans l'opposition pendant six ans, depuis le 19 septembre 1976. En 1979, il s'en était fallu de quelques milliers de voix seulement pour que les sociaux-démocrates ne remportent les élections au Riktag (Parlement) (43,24 % des voix).

Cette fois-ci, les sondages avaient néanmoins laissé planer une certaine incertitude. Si les formations bourgeoises étaient données minoritaires, il n'était pas acquis que les sociaux-démocrates puissent constituer le futur gouvernement. Dans le système suédois, en effet, le Vänsterpartiet Kommunisterna, Parti de gauche communiste (VPK, eurocommuniste), devait obtenir 4 % des suffrages,

dans cette consultation à un tour, pour être représenté au Parlement. S'il n'y parvenait pas, ses voix auraient été redistribuées à toutes les autres formations et pas seulement aux sociaux-démocrates. Le VPK ayant obtenu 5,5 % des suffrages, notamment du fait du « vote tactique » d'une partie de la gauche social-démocrate, la victoire des deux partis ouvriers est totalement acquise.

Si la législation antidémocratique des 4 % pesait comme une épée de Damoclès sur le VPK, elle a eu un effet plus immédiat sur les candidatures à gauche des partis ouvriers majoritaires, en créant une extraordinaire pression pour le vote en faveur des formations ayant une chance de dépasser cette barrière. Le Parti socialiste (SP), section suédoise de la IVe Internationale, a présenté quelque 200 candidats au Parlement dans tout le pays et aussi à certaines élections locales. Mais, malgré une campagne dynamique qui a permis de faire de nombreux nouveaux contacts dans certains secteurs ouvriers, les résultats électoraux du SP, que l'on ne connaît pas encore précisément, resteront modestes.

La question gouvernementale a dominé tout le débat électoral. Il ne fait pas de doute que les sociaux-démocrates ont bénéficié du ressentiment à l'égard de la politique économique et du début de sévères mesures d'austérité de la coalition gouvernementale bourgeoise autour du Parti libéral (le principal parti bourgeois, le Parti modéré, s'en tenant à l'écart), plus que d'un enthousiasme populaire en appui à leur propre campagne électorale. Celle-ci a d'ailleurs surtout mis en évidence les qualités rhétoriques des dirigeants sociaux-démocrates plus que leurs capacités à concrétiser leurs propres projets.

La victoire électorale sur les partis bourgeois va donc donner un nouveau souffle aux dirigeants réformistes. En même temps, elle va accroître les tensions au sein du bloc bourgeois. Mais les sociaux-démocrates vont maintenant se trouver confrontés au problème d'avoir des responsabilités gouvernementales dans une période d'approfondissement de la crise économique et de montée du chômage et de toutes les revendications.

Pendant des années, les sociaux-démocrates ont utilisé la perspective d'un succès électoral pour dévoyer les travailleurs de la lutte contre l'offensive bourgeoise. Cela a été le cas durant la grande grève de 1980 comme lors des protestations répétées contre les réductions des avantages sociaux et plus généralement des mesures économiques du gouvernement bourgeois.

Maintenant, les sociaux-démocrates se trouvent confrontés aux quelques promesses qu'ils ont faites durant leur campagne électorale et au sentiment de nombreux travailleurs suivant lequel « les sociaux-démocrates sont plus aptes à résoudre les problèmes économiques, particulièrement dans ces moments de crises », alors qu'ils ne se proposent, en fait, que de mettre en œuvre une « austérité juste » ... ■

## ISRAËL

### Licenciés pour s'être opposés à la guerre du Liban

Quatre militants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section israélienne de la IVe Internationale, ont été licenciés de leur travail pour s'être publiquement opposés à la guerre israélienne au Liban.

Runi Ben-Afrat, Irma Bremovitz et Hanna Zuhar ont toutes les trois été licenciées de l'entreprise d'électronique où elles travaillaient, tandis que Assaf Adiv, frère de Udi Adiv, prisonnier politique purgeant une peine de 20 ans de prison sous l'accusation d'avoir été membre d'une organisation palestinienne illégale, a été révoqué de son emploi dans une usine métallurgique.

Ces licenciements politiques ont été annoncés en hébreu dans plusieurs journaux, et dans le journal palestinien *Al Fajr*, publié à Jérusalem. L'édition hebdomadaire en anglais de *Al Fajr* a même consacré toute la dernière page de son numéro du 13 août à des articles relatifs aux licenciements des quatre militants de la LCR.

Les trois militantes ont été accusées de provoquer la démoralisation de leurs collègues de travail. Mais Runi Ben-Afrat a expliqué qu'elles ont surtout été licenciées parce qu'elles commençaient à avoir une meilleure audience dans leur usine sur la question de la dénonciation de l'invasion israélienne au Liban. Par leurs licenciements, on cherche surtout à créer une « atmosphère condamnant les idées anti-guerre comme illégitimes ».

Assaf Adiv a confié à un reporter du journal *Al Fajr* qu'aussi longtemps que les ouvriers de son entreprise étaient majoritairement opposés à ses opinions, il n'a pas été inquiété. Mais il a été licencié dès lors que les travailleurs commençaient à être plus réceptifs à ses idées, notamment après avoir entendu les témoignages des soldats de retour du front.

Dans une interview au magazine féminin *Ha'isha*, Runi Ben-Afrat a répondu à l'accusation suivant laquelle toute critique du gouvernement provenant d'une personne travaillant dans une usine engagée dans une production pour la guerre était assimilable à de la subversion, en déclarant : « Presque tout dans notre pays est en rapport avec la sécurité. Même le beurre ou la margarine sont utilisés par l'armée. Alors, à cause de cela, licencieront-ils des travailleurs d'une laiterie si ceux-ci s'opposent à la politique gouvernementale ? ».

Les licenciements politiques ne sont pas nouveaux en Israël. Ce qui l'est, c'est que ces mesures touchent maintenant des travailleurs et des militants révolutionnaires juifs aussi bien que palestiniens, auxquels elles étaient surtout destinées auparavant.

(Suite de la page 36)

Des centaines de personnes affluèrent au local du Syndicat mexicain des électriciens (SME), venues à l'appel de l'Association mexicaine d'amitié avec le peuple palestinien (AMAPP). L'ambiance était combative. Le docteur Ahmad Sobeh, représentant de l'OLP à Mexico, le président de l'AMAPP, des représentants officiels de la République populaire de Chine, d'URSS, du Vietnam, d'Algérie étaient présents. Le Front Farabundo Marti pour la Libération nationale du Salvador - Front démocratique (FMLN-FDR) était également représenté, ainsi que des partis mexicains comme le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section de la IVe Internationale), et des organisations latino-américaines. Des messages syndicaux furent lus.

Plusieurs israéliens opposés à la politique de Begin parlèrent du mécontentement croissant à l'intérieur même d'Israël et dans l'armée sioniste. Les menaces proférées anonymement contre des dirigeants de la communauté juive de Mexico participant à la solidarité avec la lutte du peuple palestinien ont été dénoncées.

Ahmad Sobeh prit la parole en dernier. Il souligna que l'objectif politique d'Israël était d'en terminer avec l'OLP et avec la lutte de libération nationale du peuple palestinien, mais que cela avait échoué, car cette lutte est considérée maintenant de façon mondiale comme une lutte juste, et l'OLP est de plus en plus reconnue comme la représentante officielle de son peuple. Ahmad Sobeh a soigneusement différencié le sionisme du judaïsme, et s'est prononcé contre l'antisémitisme.

Ce meeting a apporté la démonstration de la sympathie que s'est gagnée au Mexique la lutte du peuple palestinien. (D'après *Bandera Socialista* du 12 août 1982).

#### BELGIQUE :

Deux jours après l'invasion du Liban par l'armée israélienne, 5 000 manifestants, regroupant tous les courants du mouvement ouvrier, de l'extrême gauche à la social-démocratie, avec une majorité de participants arabes et un petit groupe de Juifs progressistes, s'est tenue à Bruxelles. Ce dernier groupe a lancé, à l'échelle nationale, une pétition contre l'invasion du Liban.

Le 14 août, une nouvelle démonstration de solidarité, appelée cette fois principalement par les organisations de jeunes du mouvement ouvrier, s'est déroulée sous une forme plus animée, avec musique, productions artistiques, etc. De l'argent et du sang ont été collectés. Plusieurs milliers de personnes y ont assisté.

À Liège, un cortège avait été prévu, pour le 19 août, à l'initiative, ici encore, de l'ensemble des partis et syndicats ouvriers, mais le bourgmestre (maire) de la ville a interdit le défilé. Seul un rassemblement a été autorisé, l'argument du bourgmestre étant que la question était déjà virtuellement réglée. Il faut dire que la communauté juive de Liège est très influente dans cette ville que gère la social-démocratie. Le rassemblement autori-

sé a rassemblé quelques centaines de personnes. La LRT (section de la IVe Internationale) et le groupe « Pour le socialisme » ont quelque peu débordé le cadre prévu. Un représentant de l'OLP a pris la parole, comme lors de toutes ces manifestations.

#### ETATS-UNIS :

Des manifestations ont eu lieu, le 11 septembre, dans plusieurs villes des Etats-Unis : 3 500 personnes à Washington, dont la moitié de Palestiniens et d'Arabes ; plusieurs centaines à San Francisco. Les orateurs de l'OLP, du Parti politique national indépendant des Noirs (NIBPP), du FDR du Salvador, ont clairement fait, dans leurs interventions, la relation entre l'aide des USA à Israël et celle aux dictatures d'Amérique centrale et ont dénoncé le danger de guerre grandissant.

Les manifestants demandaient la fin de l'occupation du Liban par Israël, le retrait des soldats US du Liban, l'embargo sur les livraisons d'armes à Israël, et le refus de voir l'Etat sioniste imposer un gouvernement fantoche aux Libanais.

Ces cortèges se sont rassemblés à l'appel de la Coalition du 29 novembre (d'après la date choisie par les Nations unies comme journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien), et d'un large éventail de groupes et de personnalités.

#### GRANDE-BRETAGNE :

De nombreux comités de solidarité avec la Palestine se sont formés dans plusieurs régions de Grande-Bretagne. Ils ont organisé des meetings et des manifestations à l'échelon local.

Une manifestation rassemblant 7 000 personnes s'est déroulée le 31 juillet à Londres. Elle était organisée par le Comité d'urgence de la Chambre des députés contre l'invasion, qui comprend des parlementaires conservateurs, libéraux et de l'aile droite du Parti travailliste (LP - Labour Party).

L'Union générale des étudiants palestiniens, le Comité de solidarité avec la Palestine, l'OLP et les Femmes pour le Comité Palestine ont tous organisé des rassemblements, des piquets, etc.

L'événement le plus important fut la formation, au sein du Parti travailliste, du Comité du Parti travailliste pour la Palestine, soutenu par les députés de la gauche du LP. Ce comité a tenu plusieurs meetings à Londres avec des orateurs travaillistes de gauche, des représentants de l'OLP et des Israéliens antisionistes. De nombreuses réunions locales du LP ont également eu lieu. Ce Comité organisera un rassemblement lors du Congrès du Parti travailliste à la fin septembre. L'IMG (IVe Internationale) a participé à l'ensemble de ces mobilisations.

Un fort groupe de pression pro-sioniste existe dans le mouvement ouvrier britannique. Il soutient fortement l'Histadruth et le Parti travailliste israélien. Il est donc difficile d'organiser la solidarité avec les Palestiniens.

# La solidarité internationale avec le peuple palestinien

## ● ESPAGNE :

A la mi-août, au plus fort de l'agression israélienne contre le Liban, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de l'Etat espagnol et le Mouvement communiste d'Espagne (MCE) ont appelé à une manifestation qui a rassemblé environ 1 500 personnes à Madrid, ce qui est assez important, étant donné qu'il n'y a guère de traditions de manifestations de masse sur la solidarité avec la lutte des Palestiniens. Sur les banderoles on pouvait lire : « Palestine vaincra ! » et « Solidarité avec le peuple palestinien ! ».

A Barcelone, le 11 septembre, jour de la fête nationale de Catalogne, les mêmes organisations ont tenu un meeting de plusieurs centaines de personnes.

Des meetings de moindre importance se sont tenus avec la participation de l'UCD (Union du centre démocratique), parti au pouvoir. Le Parti communiste et le Parti socialiste, ainsi que les deux principales confédérations syndicales, les Commissions ouvrières (CO) et l'Union générale des travailleurs (UGT), n'ont participé qu'à des initiatives en commun avec les partis gouvernementaux. L'Espagne à ceci de particulier que la dictature franquiste avait refusé de reconnaître l'Etat d'Israël lors de sa création. Cette situation s'est perpétuée, et il n'y a pas de liens diplomatiques entre l'Espagne et Israël. Par contre, l'OLP a une représentation officielle de haut niveau à Madrid.

## ● SUISSE :

Le vendredi 6 août, à Genève, une vingtaine de membres du PSO (Parti socialiste ouvrier, section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale) ont organisé un piquet de protestation devant le siège de la compagnie aérienne israélienne El Al, distribuant un tract exigeant le retrait des troupes israéliennes du Liban.

Le jeudi 12 août, un piquet unitaire rassemblant diverses organisations de gauche, se tenait devant les locaux de l'ONU.

Le mercredi 18 août, une manifestation unitaire — appelée entre autres par l'Association Suisse-Palestine, tous les partis de gauche, les fédérations syndicales et l'ensemble des organisations de solidarité internationale de la place — rassemblait 700 personnes environ. A cette occasion, les trois partis de la gauche genevoise, PS, PdT (Parti du travail - communiste) et PSO, ont publié une déclaration commune. Celle-ci indique notamment : « On ne saurait passer sous silence

la responsabilité directe des Etats-Unis dans cette tragédie, car ce n'est que par leur soutien militaire et financier qu'une telle politique est possible pour l'Etat d'Israël. On ne peut également que déplorer l'inaction des pays arabes et de l'URSS, et les murmures inaudibles des travaillistes israéliens, qui n'ont pas pris leur place dans le vaste mouvement populaire d'opposition qui se développe heureusement en Israël même contre cette politique suicidaire. »

*Dans d'autres villes aussi, les mobilisations ont été nombreuses, en solidarité avec la lutte du peuple palestinien et en soutien à l'OLP. Ainsi, à Zürich, un piquet unitaire d'une quarantaine de per-*



sonnes est venu manifester devant les locaux de El Al, et deux manifestations se sont déroulées dans cette ville. Deux manifestations ont également eu lieu à Bâle, une à Berne, à Lausanne et à la Chaux-de-Fonds. Ce sont plusieurs milliers de personnes qui se sont ainsi mobilisées à travers la Suisse, de façon unitaire.

Des meetings se sont tenus et d'autres sont en préparation, en particulier à Zürich, avec un représentant de l'OLP et la participation d'un écrivain israélien opposant à la politique de Begin. Par ailleurs, les militants du PSO ont lancé un appel public en soutien au peuple palestinien, déjà signé par des artistes très connus et par certains des principaux dirigeants du mouvement ouvrier, syndical et politique, dont le président de l'Union syndicale suisse (USS).

## ● FRANCE :

Dès le début de l'invasion israélienne du Liban, un mouvement de solidarité avec les peuples palestinien et libanais s'est exprimé en France.

A Paris, trois manifestations de rue ont eu lieu en juin. Les deux premières étaient convoquées principalement par les organisations immigrées arabes (tunisiennes, algériennes, marocaines), par les comités de solidarité avec le Liban et la Palestine, par les organisations d'étudiants iraniens, et par les organisations révolutionnaires (LCR, Lutte Ouvrière, PCI).

La troisième, le 21 juin, était également convoquée par les syndicats, qui eurent une participation modeste sous forme de délégations plutôt qu'une participation massive. Le soir-même, la LCR tenait un meeting à la salle de la Mutualité, consacré pour une part importante à la défense de la résistance palestinienne. Un représentant de l'OLP et un représentant de la Ligue tunisienne des droits de l'homme y prirent la parole. Des initiatives analogues ont eu lieu dans de nombreuses villes de province.

Fin juillet, un nouveau rassemblement unitaire a réuni plus de 2 000 personnes, à l'appel d'un large cartel d'organisations immigrées, pour entendre notamment le rapport d'une délégation de juristes français à Beyrouth. Le 6 août, deux nouvelles initiatives eurent lieu. Une manifestation devant l'ambassade d'Israël appelée par le Parti communiste, la CGT et la LCR ; puis un rassemblement devant l'ambassade américaine à l'appel de l'Association médicale franco-palestinienne, soutenu par les comités de solidarité et par la LCR et le PCI. Une délégation de personnalités, dont Ahmed Ben Bella, était reçue à l'ambassade.

Le PC, la CGT et huit autres organisations démocratiques avaient prévu une nouvelle manifestation le 10 août. La veille se produisit l'attentat criminel de la rue des Rosiers, dans le quartier juif de Paris, qui faisait six victimes. Aussitôt, le ministre socialiste de l'Intérieur, Gaston Defferre, demandait aux organisateurs de renoncer à leur manifestation pour ne pas entrer dans une escalade de provocations. Le PC acceptait aussitôt d'annuler son initiative. Pourtant, les bombardements et le siège de Beyrouth continuaient. La LCR, seule organisation française, appelait à une nouvelle manifestation le 18 août, avec un comité de soutien (le CEDETIM) et neuf organisations d'immigrés. Ce fut la première manifestation interdite par le gouvernement socialo-communiste. Malgré cette interdiction, deux cent manifestants environ se regroupaient dans les quartiers de Paris où les immigrés vivent en grand nombre.

## ● MEXIQUE :

Le 6 août à 18 h 30, un meeting de solidarité avec la lutte des Palestiniens au Liban et avec les progressistes libanais contre l'invasion israélienne, a eu lieu à Mexico.

(Suite page 35)